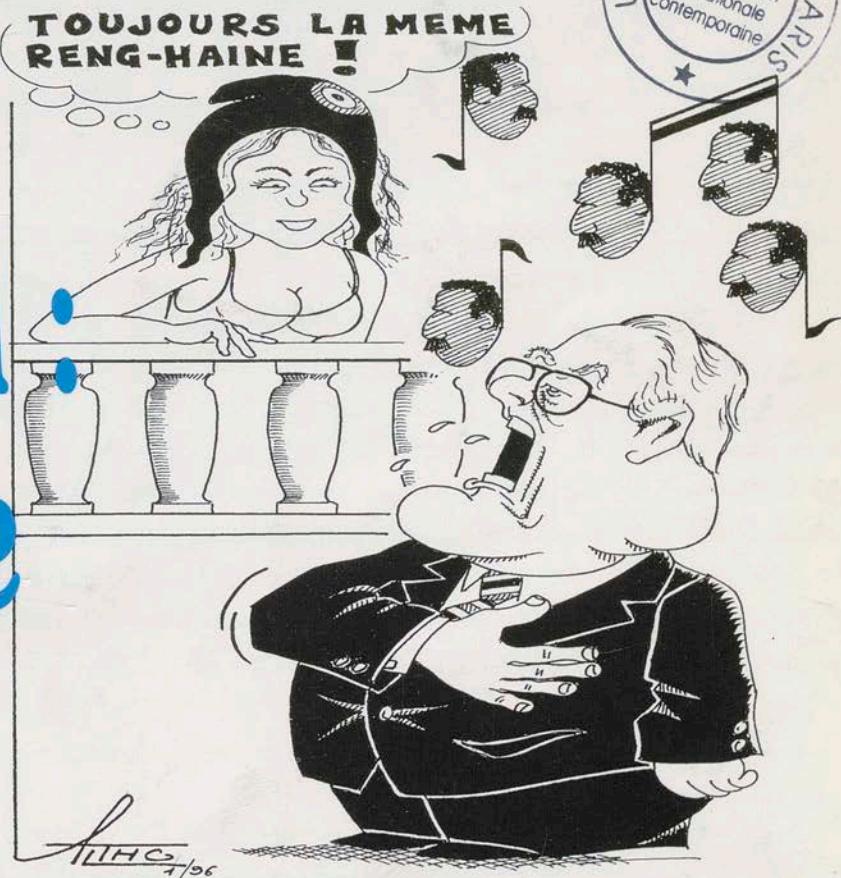


ALTERNATIVES NON VIOLENTES

Front
national:
violence
cachée



*Les enjeux internationaux — la politique — les idées
la littérature — la philosophie — les avancées de la science
le théâtre — le cinéma — la musique — les questions
sociales et religieuses... vous intéressent :*

LISEZ TOUS LES MOIS

ÉTUDES

à paraître dans les prochains numéros :

L'industrie d'armement survivra-t-elle en 2004 ?

Jean-Paul HEBERT

La mémoire des peuples

Alfred GROSSER

Guerre et paix dans le monde

Pierre HASSNER

Les Verts allemands

Margaret MANALE

Quinze ans de politique des quartiers

Hacène BELMESSOUS

*Dans chaque numéro : Figures libres, Choix de films, Chroniques de théâtre,
Revue des livres, Choix de disques*

Le numéro (144 pages) : 55 F - étr. : 62 F

Rédacteur en chef

Abonnement (11 numéros/an) : 470 F - étr. : 570 F

Henri MADELIN

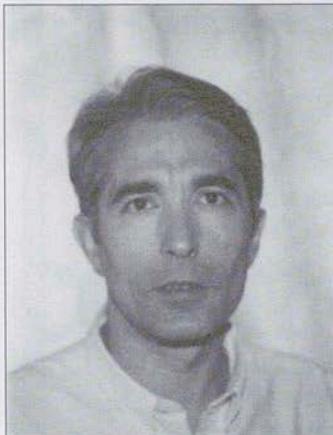
En vente dans les grandes librairies

Pour recevoir un numéro ou vous abonner envoyez vos nom, adresse et règlement à l'ordre d'Études à :

Assas Editions • 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - ☎ (1) 44 39 48 48 - Minitel : 36 15 SJ*ÉTUDES (2,23 F la minute)

ÉDITORIAL

13 181



Nous connaissons tous parmi nos proches au moins une personne qui vote pour le Front national. Et qui probablement n'est ni raciste ni fasciste. Comment se fait-il que ce parti soit passé de 200 000 voix en 1974, à deux millions en 1984, et à quatre millions et demi en 1995 ?

Face à cette progression, la classe politique s'est trompée sur toute la ligne. Elle croyait encore en 1995 le succès du Front national lié à la personne de Jean-Marie Le Pen. Les élections municipales ont apporté un démenti à cette certitude. La gauche et la droite ont essayé beaucoup de stratégies depuis quinze ans pour tenter de limiter l'extrême-droite : ignorance, diabolisation, mimétisme, etc. Rien n'a été convaincant, et pendant ce temps-là on a continué à oublier de prendre au sérieux les angoisses et les inquiétudes de ceux qui ont du mal à vivre et qui sont à la merci de n'importe quel vent de doctrine. La force du populisme, c'est de savoir transformer les inquiétudes en rancœurs, puis en haine.

La violence cachée du Front national est à débusquer dans les thèses qu'il énonce. Ce numéro d'ANV y contribue pleinement avec des auteurs largement qualifiés. Résistance rime avec vigilance.

François VAILLANT

NON-VIOLENCE

ACTUALITÉ

Revue mensuelle sur la résolution non-violente des conflits

**A l'occasion de son numéro 200,
en mars 1996, NVA vous propose
un tarif de fête...**

Abonnement pour tout le monde !

50 francs pour six mois*
(80 F par avion)

Laissez-vous tenter et faites-en profiter votre entourage : six mois, six numéros (offre valable seulement pour de nouveaux abonnements).

*** En version coopérative :**

Si vous avez des adresses mais pas d'argent, ou, si vous avez de l'argent mais pas les adresses, envoyez-nous quand même ce que vous avez, nous nous chargerons du reste !

NON-VIOLENCE ACTUALITÉ
B.P. 241 45202 MONTARGIS CEDEX

Tél. 38 93 67 22 - Télécopie : 38 93 74 72

Minitel : 36 15 NV

NON-VIOLENCE ACTUALITÉ

édite et diffuse des outils pour une éducation à la paix et à la résolution non-violente des conflits

Parmi les ouvrages au catalogue 95-96 :

- Pour une éducation non-violente, enjeux pédagogiques et sociaux (Ed. NVA)
- Jeux et violences, jeux agressifs et jeux coopératifs (Ed. NVA)
- La médiation (Ed. NVA)
- Pour une éducation à la paix et aux droits de l'Homme, fiches pédagogiques pour les enfants de 4 à 12 ans. 2 tomes, par Fortat et Lintanf (Ed. Chronique sociale)
- Jouons ensemble, fichier de 40 jeux de groupe coopératifs pour les enfants (Ed. NVA)
- Jeux coopératifs pour bâtir la paix, par Mildred Masheder (Ed. Université de paix de Namur). 2 tomes
- Jeux Nouveaux, par Dale N. Lefevre (Ed. Le Souffle d'Or)
- NVA diffuse également des jeux de société coopératifs pour tous publics (à partir de 3 ans). 14 titres au catalogue.

**Demander le catalogue complet et gratuit
à Non-Violence Actualité**

B.P. 241, 45202 Montargis cedex

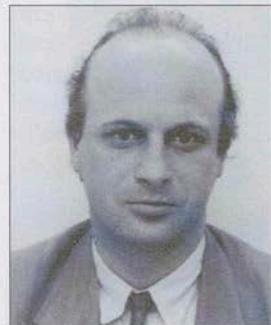
Tél. 38 93 67 22 - Télécopie 38 93 74 72

Minitel 36 15 NV

Comment combattre le Front national

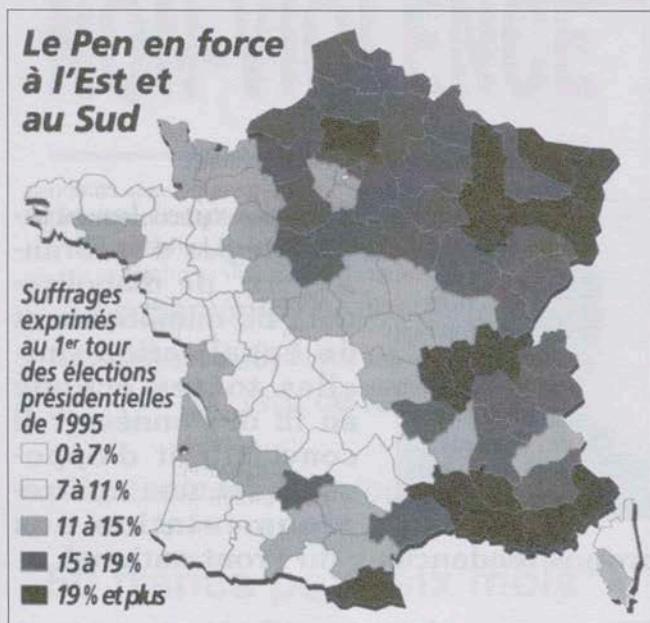
JOËL ROMAN*

*Co-rédacteur en chef de la revue *Esprit* (212, rue Saint-Martin, 75003 Paris).



Pourquoi les stratégies d'ignorance, de diabolisation, de mimétisme et de banalisation ont-elles toutes échoué au fil des années ? Il conviendrait d'opposer enfin une contre-argumentation aux propos tendancieux du Front national...

Pour tous ceux qui ne se résignent pas à voir le Front national augmenter ses scores à chaque consultation électorale ou presque, s'installer durablement dans le paysage à près de 15 % des voix à chaque consultation nationale, l'emporter dans des élections municipales, certes spécifiques, mais significatives comme il l'a fait en juin dernier à Toulon, Orange et Marignane, la question de la stratégie à adopter pour lutter contre lui se pose avec insistance. En mai dernier, dans une tribune de la page "Rebonds" de *Libération* (le 15 mai), repris dans un article d'*Esprit* (juin 1995), j'avais proposé de distinguer cinq stratégies : l'ignorance, la diabolisation, le mimétisme, la banalisation, l'affrontement. Les quatre premières me semblaient peu ou prou avoir échoué, quoiqu'avec des conséquences fort différentes, et la cinquième, la seule valide à mes yeux, n'avait été que timidement et incomplètement essayée. Cette typologie a semble-t-il suscité de l'intérêt, puisqu'elle a été reprise ou complétée (mais sans y apporter de changements majeurs, me semble-t-il) par divers analystes, dont Dominique Jamet et Pierre-André Taguieff. C'est pourquoi je la crois encore valide, et il me semble qu'il est nécessaire d'y réfléchir plus avant, à la lumière des événements politiques et sociaux récents.



Les cinq stratégies contre le Front national

Que recouvrent tout d'abord ces cinq catégories ? Pour le rappeler brièvement, l'**ignorance** fut d'abord la première stratégie suivie. Elle consiste à refuser au maximum au Front national l'accès à la visibilité, à commencer par l'accès aux médias et à établir autour de lui un véritable cordon sanitaire. Efficace avec un mouvement encore faible, cette stratégie suppose une discipline sans faille de tous les acteurs concernés, médias et classe politique. A partir du moment où l'un quelconque rompt le pacte, comme ce fut le cas médiatiquement avec l'*Heure de vérité* qui fut consacrée à Le Pen en février 1984², puis de plus en plus par la suite, cette stratégie n'a plus de pertinence ni d'espoir de réussite. Elle peut même alors aboutir au contraire de ce qu'elle vise, en faisant de Le Pen un martyr.

La **diabolisation** consiste, au lieu de faire silence sur le Front national, à en parler beaucoup, en maximisant à chaque

fois le danger qu'il représente. Elle recourt à plusieurs arguments : le parallèle historique, notamment avec le nazisme ; le refus de tout accommodement, thématique ou institutionnel ; l'idée que le Front national est aujourd'hui le principal, voire le seul défi que la démocratie aurait à affronter. Elle a peu ou prou sous-tendu tous les discours qui faisaient du Front national l'arbitre des précédentes élections présidentielles.

Le **mimétisme** est la stratégie exactement inverse, et elle a été au mieux illustrée par Charles Pasqua. Elle vise à "couper l'herbe sous le pied" de Le Pen en reprenant sa thématique, en agissant dans son sens, notamment à l'égard des immigrés. A l'évidence, cette stratégie a montré son échec : le vote Le Pen n'en a pas été diminué, mais augmenté. On aurait pu s'épargner cette vérification expérimentale : cette stratégie aboutit en effet, malgré ses intentions républicaines avouées, à valider les thèmes que Le Pen met en avant en leur conférant une dignité et une légitimité qu'ils n'auraient pas eues autrement. Son discours n'en prend que plus de poids, et son influence est accrue.

Ni ignorance, ni mimétisme, la stratégie de **banalisation** consiste à tenter de priver Le Pen de son principal argument : la marginalité dans laquelle il serait tenu par les forces politiques en place et les institutions. Il s'agit de banaliser son image, notamment médiatique, d'intégrer le Front national au jeu politique, à la représentation et aux alliances, en espérant ainsi le conduire à amender un discours de rupture et neutraliser sa capacité de nuire. C'est au fond la thèse du compromis institutionnel, et non plus thématique, avec le Front national. Le Front national serait à droite, une force extrémiste symétrique du parti communiste à gauche, ni plus ni moins démocratique que lui, qu'il faudrait traiter de la même manière. On peut espérer de certaines alliances qu'elles conduisent à la réduction de son influence, comme l'union de la gauche a permis de réduire celle du parti communiste. D'une manière générale, on estime qu'il est impossible de tenir 10 à 15 % du corps électoral en dehors du jeu institutionnel.

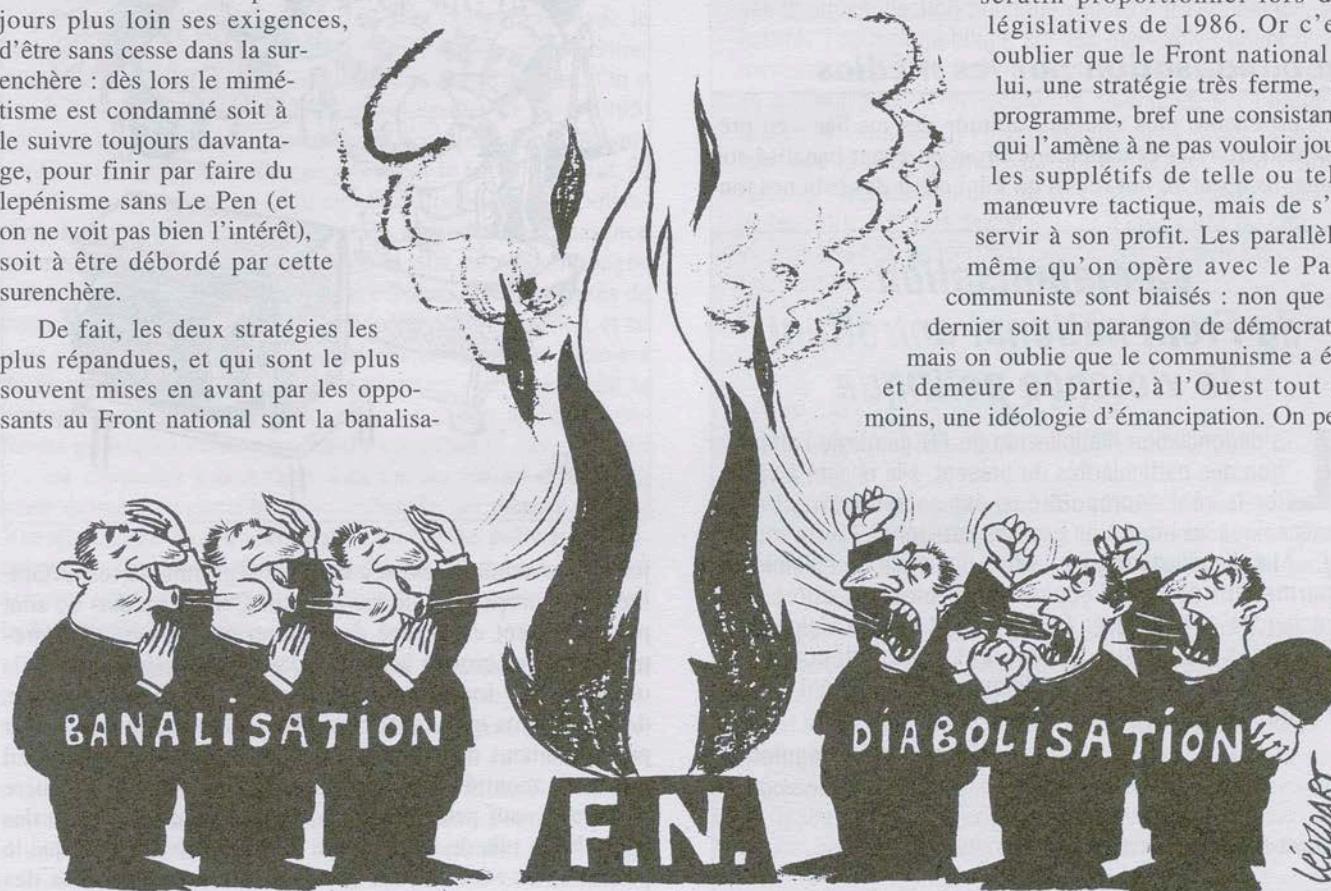
La **affrontement**, enfin, qui me semblait être une stratégie insuffisamment explorée, consiste à engager la bataille avec le Front national sur les fronts idéologique, politique et social à la fois, sans jamais faire aucune concession, ni de fond, ni tactique.

Avant de détailler ce que pourrait être une telle logique de l'affrontement, il est nécessaire de revenir brièvement sur les échecs des autres stratégies, qui non seulement ne se sont pas révélées efficaces, mais ont parfois, voire même souvent, apporté de l'eau au moulin du Front national. L'ignorance, on l'a dit, n'est plus tenable dès lors que le consensus est rompu. Le mimétisme, qui tente toujours semble-t-il certains responsables de droite, a bien prouvé, avec l'action et le discours de Charles Pasqua, qu'il ne pouvait être une stratégie viable, car les avantages qu'en tire le Front national en reconnaissance de la validité de ses thèses sont bien supérieurs à la concurrence qu'on lui fait. La logique même du Front national est de pousser toujours plus loin ses exigences, d'être sans cesse dans la surenchère : dès lors le mimétisme est condamné soit à le suivre toujours davantage, pour finir par faire du lepénisme sans Le Pen (et on ne voit pas bien l'intérêt), soit à être débordé par cette surenchère.

De fait, les deux stratégies les plus répandues, et qui sont le plus souvent mises en avant par les opposants au Front national sont la banalisa-

tion et la diabolisation. Leurs insuffisances ne tiennent pas seulement à leur absence constatale de résultat. Elles contribuent en effet, chacune à sa manière, à conforter le Front national, et le font d'autant mieux que le balancement ou l'hésitation de l'une à l'autre conduit parfois à la paralysie.

La banalisation ne peut en effet réussir, car elle revient trop souvent à instrumentaliser le Front national dans des jeux tactiques : dès lors qu'il s'agit de montrer que c'est un parti comme un autre, les alliances sont possibles, il est loisible de chasser sur son terrain idéologique, ou, en sens inverse, d'embarrasser ses adversaires en l'introduisant dans le jeu, ce que fit notamment François Mitterrand en optant pour le scrutin proportionnel lors des législatives de 1986. Or c'est oublier que le Front national a, lui, une stratégie très ferme, un programme, bref une consistance qui l'amène à ne pas vouloir jouer les supplétifs de telle ou telle manœuvre tactique, mais de s'en servir à son profit. Les parallèles même qu'on opère avec le Parti communiste sont biaisés : non que ce dernier soit un paragon de démocratie, mais on oublie que le communisme a été, et demeure en partie, à l'Ouest tout au moins, une idéologie d'émancipation. On peut



la juger erronée ou fourvoyée, mais ce n'est pas un discours d'exclusion qui est tenu. En outre, le contexte international et l'ambiance idéologique de cette fin de siècle interdisent le parallèle : il n'y a plus de modèle communiste, mais bien plutôt des repoussoirs (et cet effondrement-là a sans doute pesé beaucoup dans la baisse d'influence du Parti communiste, qu'on ne saurait attribuer à la seule concurrence du Parti socialiste, sans compter les mutations sociologiques qu'a connues la France), tandis que les peurs planétaires poussent un peu partout au repli identitaire. C'est un Parti communiste en déclin que l'Union de la gauche avait fait reculer, c'est un Front national en plein essor que l'on prétend instrumenter en le banalisant.

La banalisation par les médias

C'est encore plus vrai de l'attitude des médias : en prétendant avoir désamorcé le Front en ayant banalisé son image, ils n'ont en fait réussi qu'à lui offrir des tribunes tou-

La diabolisation du Front national entretient la violence politique

La dénonciation diabolisante du FN détourne l'attention des particularités du présent, elle revient à voir le réel sociopolitique par sa reconstruction mécanique au moyen de grosses catégories fourre-tout. [...] La diabolisation joue le rôle d'une clé de l'histoire, permettant de faire l'économie du moindre effort de recherche et d'analyse. [...] Elle tient lieu de vision du monde à ceux qui ne veulent qu'en découdre. Diabolisation et violence politique s'entretiennent l'une l'autre.

Pierre-André Taguieff,
sociologue

Extrait de *L'Événement du Jeudi* du 23/11/1995



jours plus nombreuses, et à conférer légitimité et respectabilité à des propos qui ne les ont pas. Car les médias ne sont pas seulement en charge de montrer ce qui est, contrairement à ce que croient la plupart des acteurs médiatiques : ils ont aussi une fonction de configuration de l'espace public, des arguments qui y sont recevables, de ceux qui ne le sont pas. Le fameux débat télévisé Le Pen-Tapie, arbitré par Paul Amar, l'a montré : la tolérance médiatique ne connaît guère de bornes, sauf peut-être en ce qui concerne la fonction des journalistes ; là, on ne plaisante plus ! On se souvient que le présentateur sortit de ses gonds à une mise en cause des

journalistes, protestant que « *on ne peut pas dire n'importe quoi ! Vous êtes ici chez moi !* », offrant ainsi sur un plateau à Le Pen de rappeler qu'on était sur une chaîne publique de télévision et qu'il y était chez lui aussi.

La diabolisation du FN lui profite

Il semble donc que la stratégie de banalisation soit condamnée à ne devoir que servir la progression du Front national, en étant maigrement payée des concessions qu'elle est amenée à lui faire. D'où la tentation forte d'adopter l'autre attitude, celle de diabolisation. A rebours en effet, la diabolisation non seulement refuse tout compromis avec le Front national, mais estime qu'il faut le dénoncer en permanence et focaliser sur lui toute l'attention nécessaire. On a vu, à l'occasion des élections municipales de juin 1995, notamment à Vitrolles, puis ensuite à propos des différents appels au boycott des villes acquises par le Front national, se manifester dans toute sa vigueur cette stratégie de diabolisation. Le problème est qu'une telle attitude, en apparence intransigeante, devient vite stérile si elle ne s'accompagne pas de propositions positives à faire à ceux qui sont tentés de voter Front national. On le voit aujourd'hui à Vitrolles, et ce sont des situations analogues qui ont conduit aux victoires du Front à Toulon, Orange et Marignane : ce sont tantôt la corruption, tantôt la désunion et le manque de crédibilité des forces politiques classiques, tantôt un mélange des deux qui les ont conduites à la défaite. Les mêmes causes pourraient avoir demain, en cas d'élection anticipée, les mêmes effets à Vitrolles. Face à cette défaillance de l'offre politique traditionnelle, il ne sert à rien de faire honte, ou peur, à ceux qui seraient tentés de voter Front national. Leur conviction s'en trouve plutôt raffermie.

La stratégie de diabolisation, en surestimant le Front national, contribue à en renforcer le poids sur la vie politique et l'audience. Elle est son meilleur agent publicitaire. Bref, on est vite conduit à penser que la France est aujourd'hui potentiellement majoritairement fasciste. Enfin cette opposition purement idéologique au Front, à partir d'une dénonciation morale, donne le sentiment qu'il s'agit parfois de conforter la bonne conscience des bien-pensants,

Pour le développement d'une contre-argumentation des thèses lepénistes

I l faudrait s'engager par exemple dans la tâche ingrate d'un examen critique des « 300 mesures » proposées en 1993 par les dirigeants lepénistes. [...] En s'adressant au « *peuple* » qui vote Front national [...], on s'appliquerait à démontrer et à réfuter, à reconstruire des logiques d'action politique voilées par l'équivoque, à éclairer l'opinion publique sur les inévitables effets des mesures dites de « *préférence nationale* ». Montrer non seulement que les propositions lepénistes sur l'immigration conduisent à l'inacceptable, mais aussi et surtout que le « *programme de gouvernement* » du Front national ne peut conduire qu'au chaos, à l'injustice dans le désordre, à la guerre civile. [...] Il faut sortir du cercle vicieux des haines idéologisées qui s'entretiennent indéfiniment. Argumenter, plutôt qu'anathémiser.

Pierre Birbaum,
historien

Lu dans *L'Événement du Jeudi* du 23/11/1995

tandis qu'ils se désintéressent des raisons sociales (chômage, insécurité, conditions de vie) qui conduisent une partie de leurs concitoyens à de telles extrémités. Et là encore, on nourrit l'argumentaire de Le Pen.

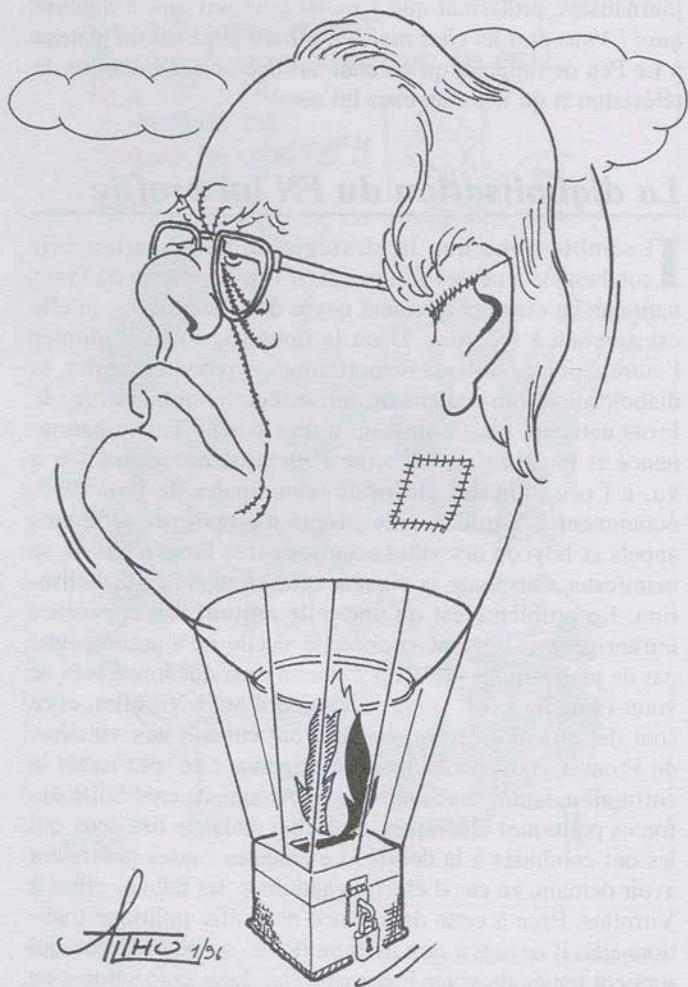
Certes, il est possible de concilier une intransigeance résolue envers le Front national et la volonté de reconquête politique, et sans doute, ne faut-il pas choisir entre les deux, comme le pensent certains : « *Mais la mise en cause de l'ainsi nommée "diabolisation" du Front national nous paraît ambiguë. Et si diabolisation et banalisation s'opposent, la première nous semble très préférable à la seconde. Mais la diabolisation du FN n'interdit pas la reconquête d'électeurs lepénistes ; l'opposition radicale aux élus*

d'extrême-droite n'interdit pas la discussion sans complaisance mais soutenue avec les électeurs qui, à un moment, votent pour l'extrême-droite ; la dénonciation efficace des thèses du FN n'empêche pas la compréhension des ressorts du vote FN, et l'action pour les briser. »³ Il reste que la diabolisation verse vite dans l'instrumentation politique à son tour. Je serais donc plutôt d'avis, en suivant Pascal Perrineau, que Martine Aubry et Olivier Duhamel citent à ce propos, de ne pas verser dans l'excès à ce propos, et de développer davantage la stratégie que je préfère appeler d'affrontement, qui rejoint les propositions faites par d'autres, comme Pierre-André Taguieff, qui parle de harcèlement argumentatif.

Pour une véritable confrontation

Elle se distingue notamment de la diabolisation par son refus de s'en tenir à une disqualification morale du Front national. Il faut développer des contre-argumentations, qui montrent à quel point ses arguments sont erronés, tendancieux, fallacieux. Cela veut dire notamment accepter de tenir un discours sur l'immigration, par exemple, sans avoir immédiatement peur que ce terrain favorise le Front national. Il nous faut assumer un discours sur les valeurs d'accueil et le droit, notamment en ce qui concerne l'asile ou le regroupement des étrangers, mais aussi sur les problèmes économiques de l'immigration, et au-delà, sur le type de société que nous voulons construire, c'est-à-dire aussi sur la nation et l'Europe.

Mais l'offensive idéologique ne se joue pas seulement sur ces terrains-là : il en va aussi de l'appréhension de la société française, et de la manière dont on décrit ses fragilités ou ses lignes de fracture. La démagogie éhontée qui a accompagné dans les commentaires d'un certain nombre d'observateurs le mouvement de grèves de décembre 1995, avec la dénonciation forcenée de prétendues "élites", adeptes d'une prétendue "pensée unique", et l'adulation d'un "peuple" mythique, est, quelle que soit l'engagement dont leurs auteurs se réclament explicitement, un discours de la meilleure veine du Front national. Non seulement il est faux, et n'aide en rien à comprendre cette société, mais il



conforte le populisme dont se nourrit le Front. On a à juste titre fait remarquer que le Front national n'était pas parvenu à tenir un discours cohérent pendant ces grèves, et on s'est réjoui qu'il ait été absent du débat. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne soit pas la seule force politique à même de relayer ce populisme, et n'invite guère à l'optimisme si la seule conséquence en est une extension de cette rhétorique bien au-delà de sa sphère habituelle.

La confrontation idéologique doit se doubler d'une confrontation politique : là encore il ne suffit pas de bannir les alliances ou les compromissions, surtout quand elles embarrassent les adversaires politiques. Il y faut un engagement résolu en faveur de la démocratisation des institutions, d'un changement des pratiques politiques, par exemple en

Le Pen, la religion et le silence des médias

On peut être étonné des oubliés notables, toutes ces dernières années, pour contrer Le Pen, lorsqu'il fut interviewé par les médias. Citons un exemple.

La question religieuse, comme on le sait, constitue depuis l'origine l'un des points faibles de Jean-Marie Le Pen. Multipliant les références à Dieu, assistant à des messes, invoquant Jeanne d'Arc ou la France « *fille aînée de l'Eglise* », le chef du Front national ne peut faire oublier que le noyau dur de son idéologie provient des cercles néopâïens et très antichrétiens de la Nouvelle Droite. Il y a là une contradiction redoutable. S'il compte parmi ses sympathisants quelques catholiques intégristes, Le Pen fut d'ailleurs constamment — et unanimement — dénoncé par l'épiscopat français. Dès 1988, Mgr Lustiger comparait le Front national au « *néo-paganisme antichrétien de l'Action française* ». Mgr Decourtray ne manqua jamais une occasion de fustiger « *le mépris, la défiance, l'hostilité contre les immigrés* » dont témoignait Jean-Marie Le Pen. Ce sont les régions de France à forte imprégnation catholique qui résistèrent le mieux à la pénétration du Front national, et le vote catholique d'extrême-droite demeura minoritaire. Or, bizarrement, les représentants du Front national furent rarement accrochés dans les médias à ce propos. Une défaillance incompréhensible.

F.V.

condamnant le cumul de mandats. Sinon, la dénonciation lepéniste de la confiscation du pouvoir, qui est aussi un de ses thèmes de prédilection, a de beaux jours devant elle. Et bien entendu, ce qui vaut du pouvoir politique vaut à plus forte raison du pouvoir médiatique.

Enfin et surtout, la confrontation doit être sociale : on sait que le vote en faveur du Front national progresse à la faveur du sentiment d'abandon dans lequel se retrouvent des populations en difficulté sociale. La mise en œuvre d'une politique résolue en faveur de la cohésion sociale, de la reconnaissance de droits à la citoyenneté sociale, l'engagement des services publics en faveur des plus défavorisés sont à la fois des objectifs de justice sociale en eux-mêmes, mais aussi le plus sûr moyen de priver le Front national de ses électeurs. Il ne sert à rien de se répandre en considérations plus ou moins savantes sur la nature de l'électorat protestataire, si l'on n'est pas capable d'entendre cette protestation et son bien-fondé, même si son expression est fallacieuse.



- 1) Cf. Dominique Jamet, *Demain le front ?*, Bartillat, 1995 et Taguieff in *Combattre le Front national*, D. Martin-Castelnau (dir.), Ed. Vinci, 1995. Le premier trouve neuf attitudes vis-à-vis du FN, le second, sept. Mais elle reprennent dans leurs grandes lignes les cinq évoquées ici.
- 2) Dans *La médiacratie* (Flammarion, 1990), François-Henri de Virieu revient sur cet épisode et justifie cette initiative au nom de la liberté d'expression et de la nécessité d'informer, pour se rallier ensuite à la stratégie de la banalisation.
- 3) Martine Aubry et Olivier Duhamel, *Petit dictionnaire pour lutter contre l'extrême-droite*, Le Seuil, 1995, pp. 242-243.

Le Pen et le FIS

« Dieu a placé les Européens au Nord de la Méditerranée et les Arabes au Sud », déclarait Le Pen à Bagdad en novembre 1990. Le temps du colonialisme étant révolu, à son corps défendant, le Front national défend ouvertement le principe de la purification ethnique, à l'échelle de la planète. Principe que Bruno Mégret a clairement énoncé en invitant à lutter contre « la disparition des races humaines par le métissage généralisé ».

Sur cette base, Le Pen noue des contacts avec tous les mouvements nationalistes, qu'ils soient partisans d'un racisme biologique ou adeptes d'un régime religieux.

Ces liens ne sont pas seulement d'ordre spirituel. Le soutien direct au FIS s'exprime au travers de deux positions politiques publiques : la lutte contre le droit d'asile et, lors des attentats de l'automne 1995, les déclarations de Le Pen invitant le gouvernement français à ne plus s'ingérer dans les affaires de l'Algérie. Déclaration qui constituait, de facto, une justification des attentats dans la mesure où Le Pen accusait le gouvernement de mettre des Français en péril par sa politique algérienne.

Cette demande de non-ingérence s'accompagne pourtant d'une pratique de l'ingérence. Non seulement le Front national a noué des contacts avec le FIS, mais un de ses dirigeants a également rencontré, au début de 1995, un émissaire d'Ahmed Ben Bella. Le Front national entendait passer à une affirmation plus nette de sa position en faveur d'un gouvernement islamique. Il a finalement adopté un profil bas, pour des raisons internes, afin d'éviter une crise avec les anciens de l'OAS, nombreux au Front national, particulièrement dans le Midi.

Cependant les points d'accord avec le FIS demeurent multiples. Ils se fondent sur un refus de toute intégration de l'immigration en France et sur la lutte contre les intellectuels algériens, dénoncés, à plusieurs reprises, comme des ennemis de la France qui ne sauraient solliciter l'asile. [...]

Plusieurs proches de Le Pen ont des intérêts directs au Maghreb. On trouve ainsi des contradictions troublantes chez certains individus. Il est assez difficile de trouver en kiosque un journal plus anti-maghribin que *Minute*. Or le patron de *Minute*, Gérald Penciolelli est aussi l'éditeur d'une feuille économique, *Maghreb Confidentiel*, avec des capitaux saoudiens dans la société éditrice.



Pour *Maghreb Confidentiel* les choses sont claires : les échanges avec l'Algérie gagneront en fiabilité, lorsque la situation intérieure sera stabilisée par l'installation d'une république islamique. Proche de Jean-Marie Le Pen avec qui il partage quelques relations d'affaires, Penciolelli a dirigé plusieurs sociétés à capitaux saoudiens, et notamment *Radio Paris-Méditerranée*, appuyée par la société Arabisco dont l'actionnaire principal est le prince Ahmed Al Souderi. Pour un ancien d'Ordre nouveau, ces amitiés arabes peuvent paraître d'autant plus surprenantes qu'elles ne se limitent pas au business et touchent toujours la politique, via la presse et les liens avec le Front national.

Penciolelli a aussi participé à la tentative de création d'un quotidien d'extrême-droite, *Le Français*, animé par des proches de Bruno Mégret et notamment par l'un de ses collaborateurs à la délégation générale du Front national, Philippe Colombani. La société Carnix, éditrice de ce quotidien, avait ses comptes dans une banque saoudienne. Or les dirigeants du FIS utilisent les mêmes canaux bancaires pour leurs activités. [...]

Guy Konopnicki,
conseiller régional d'Ile-de-France

Le Front national est-il une maladie ou une thérapie ?

CHARLES ROJZMAN*

* Directeur de l'association Transformations thérapies sociales qui forme les personnels des services publics des quartiers en difficulté (29 bd. des Batignolles, 75008 Paris. Tel. 1/45 22 17 70). Auteur de *La peur, la haine et la démocratie*, Paris DDB 1992 ; et co-auteur de l'ouvrage *Face au racisme*, dirigé par Pierre-André Taguieff. Paris, La Découverte, 1991.



Les responsables politiques de droite comme de gauche refusent encore d'entendre ce qui motive psychologiquement le vote FN : le doute de soi, l'incivilité, le sentiment d'inutilité sociale, les solitudes... Il est urgent d'entreprendre une thérapie sociale.

Comment lutter contre le Front national ? Il ne faut pas lutter contre le Front national.

Comme l'a montré Pierre-André Taguieff dans *Les fins de l'antiracisme*, tous les moyens utilisés — de la diabolisation au silence et au pacte républicain — pour lutter contre le Front national ont pratiquement échoué à empêcher la progression de ce mouvement et n'ont servi qu'à le conforter dans le statut accepté par lui et même revendiqué, de victime de « l'Etablissement ».

La lutte contre le Front national ne peut plus réussir, dans les modes qu'elle a adoptés jusqu'à présent. Pourquoi ?

L'explication

Un certain nombre de tentatives ont été faites pour démontrer la fausseté des thèses avancées par le Front national sur l'immigration, l'insécurité ou le chômage. De telles

explications, de telles démonstrations, aussi argumentées et rationnelles soient-elles en apparence, ne persuadent que les convaincus. Elles négligent les aspects irrationnels et affectifs des problèmes de société qui sont aussi, faut-il le rappeler, des problèmes humains.

L'analyse

L'analyse seule aussi intelligente soit-elle, sans perspectives sur l'action, conduit à l'impuissance et au désespoir. Que l'on explique ainsi la montée du Front national par l'exacerbation des frustrations, des inquiétudes dues à la

crise économique, au chômage et au déclassement et on ne voit plus d'issue prévisible, puisque justement chacun est convaincu aujourd'hui qu'il ne peut avoir d'influence sur des phénomènes liés à la globalisation et à la mondialisation de l'économie.

Or ce sont précisément le désespoir et l'impuissance qui sont les plus sûrs alliés du Front national, puisque ce mouvement propose une solution magique : de l'espoir et du pouvoir sur la réalité. L'homme vit d'espoir et le Front national propose en effet un espoir. Lorsque l'édifice social-craque de toutes parts, le sens de l'appartenance se transforme en violence, et par la violence, l'homme espère retrouver un futur stable. Même si l'espoir repose sur une solution magique et un miracle.

La diabolisation

Trop souvent, pour lutter contre le Front national, on s'est contenté d'opposer à chacune de ses affirmations une argumentation exactement contraire. Les immigrés, malheur pour la France ? Non, les immigrés représentent une chance pour la France. Voyez Platini et Yves Montand, clamaient les bonnes âmes aux habitants des banlieues. L'insécurité dans les écoles, les quartiers de banlieue ? Pas du tout, il ne s'agit là que de fantasmes. Une délinquance à visage ethnique ? Pas du tout, répondait-on en manipulant les chiffres sur les nationalités. Il n'y a pas plus d'étrangers en prison que de Français...

Quelle est la cause de cet aveuglement qui nous coûte très cher aujourd'hui ? La même que celle qui fait dire au Front national que la France est un corps sain attaqué par une peste, des virus, des bactéries : l'immigration ou le cosmopolitisme.

Pour le Front national comme pour ses adversaires, le Mal absolu est représenté par l'Autre. Chacun se considère comme faisant partie du camp du Bien et représentant la Vérité face au Mensonge. Ce mode de pensée que je qualifierai de paranoïde est très répandu et empêche de saisir la complexité et la globalité des problèmes et surtout de situer l'ensemble des véritables responsabilités, à tous les niveaux de la société.



Selon moi, le Front national, de même d'ailleurs que son corollaire, la violence dans les banlieues, de même aussi que l'engouement pour les sectes et l'emprise de plus en plus grande des mouvements intégristes, sont des symptômes d'un mal plus global qui touche l'ensemble du corps social, et pas seulement en France.

Toute action "anti-symptômes" ne fait alors qu'aggraver le problème en empêchant de découvrir et de traiter les véritables causes du mal. Ainsi le combat contre le Front national est impuissant parce qu'il lui manque une vision lucide des passions qui traversent l'ensemble du corps social.

« Ce n'est pas l'ensemble des hitlériens qui a permis à l'hitlérisme d'accéder au pouvoir, mais plutôt la paralysie des anti-hitlériens, la multitude de fausses situations et d'impasses qui ont fait que l'hitlérisme devienne la cause et le symbole de tous les Allemands. Il est donc inutile de se demander quel est le pourcentage des nazis parmi les Allemands et comment séparer les "bons Allemands" des "méchants". La question est de savoir quelle est l'origine, le point de départ de l'évolution pathologique de toute la vie communautaire allemande. »

Dans ce texte, *Les raisons et l'histoire de l'hystérie allemande*, Istvan Bibo, philosophe hongrois, explique en 1942 comment une société peut devenir la proie d'une hystérie collective.

Comment naissent les hystéries collectives

Le point de départ d'une hystérie collective est toujours une expérience historique traumatisante de la communauté, dans laquelle elle a le sentiment que la solution des problèmes dépasse la capacité de ses membres. L'hystérie représente une échappatoire devant les problèmes, une solution illusoire qui évite soigneusement de regarder en face et de combattre les forces réelles qui s'opposent à la solution des problèmes. Dans l'hystérie, la pensée, les sentiments et les actions de la communauté se fixent pathologiquement sur une interprétation d'une partie de la réalité vécue. En France, cette partie de la réalité vécue sera constituée par les

problèmes de l'immigration et de l'insécurité urbaine. Dans l'hystérie, la communauté ne part pas de ce qui existe ou de ce qui est possible, mais de ce qu'elle imagine être ou de ce qu'elle voudrait devenir. *« Petit à petit, elle devient incapable de découvrir la cause de ses malheurs et de ses échecs dans l'enchaînement normal des causes et des effets. »*

Comme je l'ai déjà dit, le Front national n'est pas un phénomène isolé dans notre époque. Les sectes, les mouvements intégristes dans les sociétés islamiques participent de la même tentation : une recherche de toute-puissance — faire partie des élus, résoudre tous les problèmes définitivement, être valorisé par l'appartenance à un groupe supérieur — qui cache le plus souvent des sentiments d'impuissance et de désespoir, l'incapacité de supporter ses propres limites et de se soumettre aux règles de la civilisation qui voient dans tout être humain un frère auquel il ne faut pas faire de mal. Tous ces mouvements qu'on retrouve également dans le cours de l'histoire sous la forme du fanatisme idéologique ou religieux, sont caractérisés par une "pensée projective" qui débarrasse l'homme de tout soupçon de faiblesse ou de faille humaine, celles-ci avec la méchanceté se trouvant concentrées dans l'Autre.

Ces mouvements fanatiques surviennent souvent dans les périodes d'effondrement des idéaux et expliquent ce besoin de se ranger parmi les "élus". Ils surviennent en même temps que la nécessité des changements quand s'annonce la fin d'une civilisation. Ce fanatisme peut prendre différentes formes en fonction des images dominantes dans la société ambiante. Pour les chrétiens, les païens, les juifs, les musulmans ou les athées, il est étrangement identique : à chaque fois, l'annonce d'une catastrophe précède celle du retour du paradis promis et de la solution immédiate de tous les problèmes humains. Dans les sectes, comme dans les mouvements intégristes, les "croyants" sont investis d'une mission et font partie d'une élite qui soumettra les autres. En contrepartie, le fanatique renonce à toute interrogation sur lui-même pour se dévouer à l'idéal imposé de l'extérieur par des leaders charismatiques, qu'il doit accepter en bloc et ne pas remettre en question.

Par ailleurs, l'une des raisons de la séduction qu'exercent le Front national ou les mouvements intégristes, c'est

qu'ils expriment une peur fondamentale de l'être humain. Cette peur, il ne faut pas la prendre à la légère. Cette paranoïa, cette obsession de la persécution, qu'on veut bien appeler irrationnelle, a sa raison. Elle remonte aux premiers instants de la vie, au moment où le nourrisson doit faire face aux dangers réels de la vie et à ses angoisses fantasmagiques. La peur de l'annihilation, de l'anéantissement, de l'écrasement par les persécuteurs est une peur de base de l'être humain. Elle est toujours présente en lui, même à l'âge adulte, et peut se réveiller en fonction des circonstances.

Il faut bien voir que l'être humain, depuis cet instant primordial de la naissance a besoin de protection. Ce besoin de protection est vital pour sa survie car effectivement, sans protection, le bébé est menacé de mort.

Le besoin de protection sera par conséquent constant dans la vie de l'adulte. Si les expériences de sa petite enfance ont été positives, et si les circonstances extérieures, sociales, économiques, politiques, créent un environnement favorable à sa vie d'adulte, son besoin de protection sera satisfait par le pouvoir qu'il pourra acquérir en coopération avec d'autres êtres humains. Dans le cas contraire, le besoin de protection deviendra pathologique et se traduira par une soif illimitée de pouvoir, une quête névrotique d'assurance et de sécurité, une peur maladive de perdre le pouvoir, et d'être ainsi exposé, nu et désarmé devant l'adversité et les menaces de persécution. Il vivra son besoin de protection dans l'angoisse et la peur.

Ce que disent les "racistes" qui votent pour le Front national, c'est leur peur de l'anéantissement et leur besoin de protection. Ils nous disent leur anxiété qui est celle de toute une partie de notre société.

L'angoisse de manquer de protection est d'autant plus forte aujourd'hui, au moment même où un grand nombre d'entre nous voient disparaître un véritable pouvoir sur leur vie. Cette peur de l'agression, cette crainte de subir le pouvoir de l'autre ressemble fort à de la paranoïa. Or, il faut savoir que le paranoïaque justifie toujours son délire par des éléments de réalité qu'il amplifie et généralise.

Ces éléments de réalité qui contribuent à alimenter les peurs, chacun aujourd'hui peut les retrouver dans son environnement ou dans les médias qui diffusent les informations

les plus inquiétantes sur les menaces de chômage, le terrorisme, l'insécurité et la violence dans les banlieues.

Le Front national et les Arabes de France : un morceau de la réalité ?

Le Front national exprime aussi une peur particulière qu'il contribue en même temps à alimenter depuis une dizaine d'années, celle des Arabes qui vivent en France, des jeunes en particulier. Dans certaines régions de France, ce racisme-là est devenu quasiment obsessionnel. Dans les années 60/70, l'Algérien, le Marocain ou le Tunisien était un travailleur immigré qui vivait le plus souvent seul. Sa famille était restée au pays. Pour lui et pour la société d'accueil, sa place était bien déterminée : dans son pays d'origine d'une part, auquel il restait attaché par de multiples liens et par un projet de retour fortune faite, et en France d'autre part, où il occupait le plus souvent la position dévalorisée d'un travailleur manuel indispensable à l'économie.

Le racisme — quand il y en avait — était un racisme de supériorité à tendance colonialiste. Cet éboueur, ce manœuvre, était visiblement un inférieur. Il parlait mal le français et certains pouvaient se moquer de son accent. C'était le "bicot". Les bonnes âmes compatissaient à son sort misérable, dans les foyers, les bidonvilles, ou les cités de transit à la lisière des grandes agglomérations. Quelques années plus tard, la situation est devenue bien différente : avec le regroupement familial sont arrivées des familles entières et les enfants ont grandi.

Eux, on les a appelés les "beurs", et comme ils le disent souvent, ils n'ont pas choisi d'être des immigrés. Certains se sont fait leur place dans la société, mais d'autres ont échoué dans des quartiers abandonnés par une partie de la population française. La place de ces enfants, de ces jeunes est d'autant plus difficile à trouver qu'ils vivent dans une société de consommation qui a pour valeurs l'argent, le succès, la compétition. Issus de familles pauvres, souvent en échec scolaire pour toutes sortes de raisons, ils n'ont pour un certain nombre d'entre eux comme présent que la galère, les petits boulots précaires et quelquefois le "bizness", la toxicomanie et la délinquance.



Constamment en situation instable, ils font peur à ceux qui les entourent. Leur présence dans les cages d'escalier, devant les portes d'immeuble fait figure de délinquance pour certains qui s'inquiètent avant même d'être menacés. Ils éveillent cette crainte de ce qui bouge, de ce qui n'est pas clair et repérable, en un mot ils font peur. Et à force de faire peur, ils finissent par être réellement agressifs et provocateurs, et trouvent leur glorification, une certaine reconnaissance sociale dans un rôle d'épouvantail pour la société qui les entoure.

De plus, vivant comme je l'ai dit dans une société de consommation, dominée par les valeurs des classes moyennes de réalisation de soi, et avides de reconnaissance, ces jeunes ne veulent plus accepter les métiers dévalorisés de leurs pères et recherchent eux aussi, comme leurs modèles de la télévision, le succès et l'argent facile.

Enfermés dans le cadre étroit des banlieues, assignés à relégation, dévalorisés même par les dispositifs censés les aider (zones d'éducation prioritaire, etc.), ils sont prêts, pour certains, à toutes les aventures. La violence sous toutes ses formes devient une tentation, nourrie par l'humiliation et le sentiment d'être des exclus.

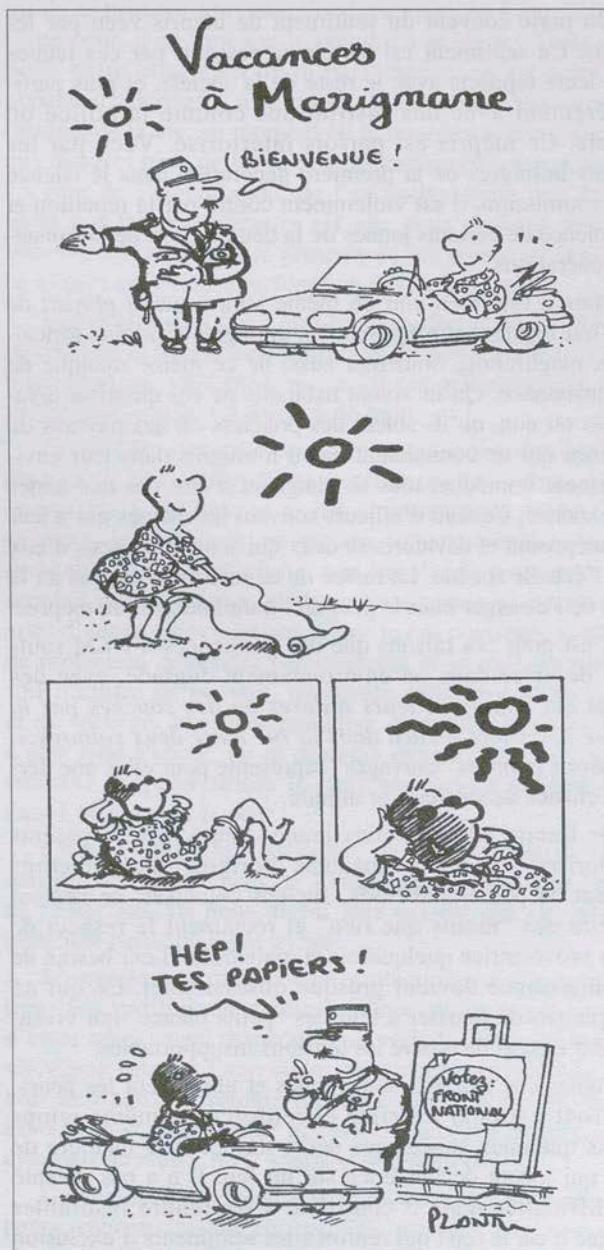
On parle souvent du sentiment de mépris vécu par les exclus. Ce sentiment est fortement ressenti par ces jeunes dans leurs rapports avec le reste de la société, et plus particulièrement avec des institutions comme la police ou l'école. Ce mépris est parfois intérieurisé. Vécu par les parents immigrés de la première génération dans le silence et la soumission, il est violemment contré par la rébellion et la violence de certains jeunes de la deuxième et de la troisième générations.

Mais il faut bien voir en même temps que la plupart de ceux qui rejettent et méprisent les immigrés d'origine africaine ou maghrébine, souffrent aussi de ce même manque de reconnaissance. Qu'ils soient habitants de ces quartiers défavorisés ou non, qu'ils soient des policiers ou des paysans de province qui ne connaissent pas d'immigrés dans leur environnement immédiat, tous se plaignent d'être des mal-aimés de la société. Ce sont d'ailleurs souvent les mêmes qui à leur tour méprisent et dévalorisent ceux qui sont en-dessous d'eux dans l'échelle sociale. La racine de ce racisme n'est pas ici la haine de l'étranger mais la peur de l'humiliation et du mépris.

C'est pour ces raisons que des gardiennes d'HLM souffrent de vivre dans un environnement dégradé, avec des « gens qui balancent leurs ordures ou des couches par la fenêtre », ou font « caca dans la rue entre deux voitures ». Le mépris pour les « sauvages » représente pour elles une dernière chance de sauver leur dignité.

De l'autre côté, certains jeunes beurs, fils de parents dévalorisés, travailleurs manuels d'origine rurale, illettrés souvent ou peu alphabétisés, anciens colonisés, ne veulent pas être des « moins que rien » et réclament le respect de façon provocatrice quelquefois et maladroite. Leur besoin de reconnaissance devient presque obsessionnel. Ce qui ne manque pas de pousser à bout les « petits blancs » qui vivent à côté d'eux, et de rendre les tensions insupportables.

Toutes ces tensions sont réelles et alimentent les peurs. Le Front national exprime et renforce en même temps depuis quelques années ces peurs un peu à la manière de ceux qui jettent de l'essence sur un feu. Il n'a pas inventé ces difficultés mais il contribue à les rendre insolubles puisque c'est le rejet qui renforce les sentiments d'exclusion et donc la violence.

Dessin de Plantu, paru dans *Le Monde*, juin 1995

Le danger

Parfois, je fais un cauchemar : la haine monte et bientôt, il sera trop tard. Probablement. Aucune décision politique, aucun projet politique, si par miracle il pouvait s'en concevoir — ne viendront à bout des rancœurs accumulées. Le fameux cycle de la violence et de la répression va se mettre peu à peu en place dans les banlieues, rien ne pourra arrêter cette machine infernale. La progression du Front national s'alimentera des peurs et des frustrations, et parallèlement, des bandes armées feront régner la terreur. Le voisin deviendra l'ennemi.

Pourtant, nous ne pouvons nous résigner à cette issue prévisible : un avenir de guerre civile ou de dictature qui verra régner, comme il est d'usage dans de telles circonstances, des criminels, des psychopathes, des infirmes de la vie et des sectateurs de la mort.

« *The future is murder* » chante Léonard Cohen. Nous sommes en danger de mort, atteints insidieusement par une maladie contagieuse, une sorte d'épidémie psychique. Chacun aujourd'hui s'accorde à évoquer la montée des périls et en particulier, les menaces sur la démocratie mais c'est tout juste si on ne considère pas cette crise comme relevant d'une fatalité mystérieuse. Or, il n'y a pas de fatalité car il s'agit d'une maladie extrêmement contagieuse, certes, mais guérissable.

Face à cette situation, les organisations politiques ne manquent pas d'ailleurs de proposer des remèdes, mais c'est en vain qu'ils cherchent à résoudre les problèmes du chômage, de l'exclusion, de la violence. Il semble d'une part que les potions proposées ne soient plus adaptées au caractère global des problèmes, à leur ampleur et à leur profondeur, et que d'autre part, les "médecins" soient eux-mêmes malades et — circonstances aggravantes — pas vraiment conscients de leur maladie. On le dit souvent, les possibilités de réformer la société par des moyens politiques deviennent insuffisantes en raison de la compétition internationale et des interdépendances économiques. Ces moyens deviennent particulièrement impuissants face à la montée des haines, elles-mêmes annonciatrices des grandes épidémies psychiques, qui si souvent dans l'histoire de l'humanité se sont emparées des masses en déroute.

Quel est le véritable danger ? Le véritable danger aujourd'hui, c'est que tous ces malaises individuels — sentiments de doute sur soi-même, sentiments d'inutilité sociale, solitudes et dépressions, crises familiales — ne finissent par se transformer en une névrose collective. Les hystéries collectives naissent toujours du malheur des hommes ou plutôt de leur sentiment d'être malheureux. Les hystéries collectives surviennent toujours à la suite de traumatismes, quand la communauté n'a plus l'impression de pouvoir faire face à ses problèmes, et qu'elle en rejette la responsabilité sur des ennemis intérieurs ou extérieurs. Apparaissent alors inévitablement des leaders qui incarnent mieux que d'autres ces tendances paranoïaques et hystériques.

Le Front national est-il une maladie ou une thérapie ?

Parler du Front national avec objectivité et compréhension représente un risque, je le sais bien, celui d'être mal compris, parce qu'en mettant en parallèle les griefs et les expériences des racistes avec ceux de leurs victimes, on risque par exemple de faire entendre d'une part que les Arabes vivant en France sont les premiers responsables du racisme et d'autre part, que les opinions racistes ont désormais droit de cité.

En réalité, il ne s'agit pas de donner raison et de justifier des comportements tels que la diffamation ou l'agression. Il existe des lois qui punissent **tous** les citoyens coupables de diffamation ou de violence. Il suffit de les faire appliquer. En réalité, il ne s'agit pas de donner raison à qui que ce soit, mais de trouver des solutions à des problèmes cruciaux en ayant entendu jusqu'au bout toutes les opinions et tous les points de vue. Il s'agit de nous amener les uns et les autres, à sortir d'un cocon fait de souffrance, de griefs, de peurs, d'expériences trompeuses et de méconnaissance de la réalité.

Jusqu'à présent, nous avons considéré le Front national comme le symptôme d'une maladie. Mais comme tous les symptômes, il faut voir qu'il représente également une tentative de thérapie : un peu comme un rêve qui cherche à sa manière à répondre à un problème posé par la vie, il nous

transmet un message à décoder et il nous parle d'un morceau de la réalité. On ne peut pas "donner raison" à celui qui rêve, mais ce qui est dit à travers le rêve doit être entendu parce qu'il traduit une expérience. De la même façon, notre société, si elle accepte d'entendre et de décoder le message transmis par l'irruption du Front national dans notre vie politique, peut y trouver le moyen du changement social.

Que faire ? Quelle thérapie pour la société ?

Ma pratique professionnelle m'a amené à un certain nombre de conclusions.

1. La lutte contre le Front national est certes inséparable d'un travail sur les causes qui provoquent chez une majorité de Français ce qu'on a pris l'habitude d'appeler conventionnellement le racisme, mais le fait que certaines personnes, de plus en plus nombreuses, érigent en stéréotypes les conduites et les comportements d'un groupe repéré comme un "groupe ethnique" n'empêche pas de considérer qu'il existe des incivilités et une délinquance "à visage ethnique".

2. Nous partageons tous une forme de responsabilité dans la fabrication sociale de l'exclusion. Comme le dit Rosanvallon, « *les exclus sont l'ombre portée des dysfonctionnements de la société, ils résultent d'un travail de décomposition, de désocialisation* ». Comme ajoute Taguieff, « *ils sont la face visible de la société de non-solidarité produite par l'individualisation démocratique, destructrice des appartenances traditionnelles et des liens de proximité.* » En quelque sorte, ils sont les dernières victimes de la mondialisation, mais ces victimes peuvent devenir à l'occasion des persécuteurs qui contribuent à leur tour à la désocialisation et à la décomposition sociale. Des jeunes mettent le feu à une cage d'escalier dans un quartier déjà en difficulté ou cambriolent pour la troisième fois une famille qui a rêvé d'acquérir quelques biens de consommation ou agressent avec violence un chauffeur de bus qui fait un travail pénible au service des habitants du quartier. Qui déracine qui ? Qui est responsable ? Personne et tout le monde puisque nous vivons tous dans un même système qui nous piège dans ses structures.

3. La ségrégation — on le voit bien par exemple aux États-Unis dans les ghettos noirs — entraîne souvent chez les minoritaires un certain nombre d'attitudes qui renforcent le préjugé et le rejet par le groupe dominant. Les systèmes de défense du Moi qui sont mis en place par les individus appartenant à une minorité victime de ségrégation et de

Une femme, un bébé, un panneau et une stratégie non-violente...

A Vitrolles, on salue Pascale d'un « *Cette femme-là, elle en a !* » En une semaine, elle est devenue le symbole de la résistance contre le Front national. Entre les deux tours des municipales de 1995, poussant d'une main le landau dans lequel dormait son bébé de 2 mois, tenant de l'autre un panneau de sens interdit portant la mention « *Halte au FN* », Pascale Morbelli, 33 ans, yeux bleus et accent lavande, animatrice de prévention en congé de maternité, a emboîté le pas à Bruno Mégret, tel un vivant reproche.

« *Pas question pour moi de céder au sentiment de peur et de haine qui commençait à planer sur la ville*, raconte la tranquille héroïne. *Entre deux tétées, je me fabrique le panneau. Avec ce bout de carton, j'espérais provoquer la discussion dans la rue, faire mon boulot de citoyenne. Je descends à la Caisse d'épargne chercher de l'argent pour acheter des boîtes de lait. Et je tombe par hasard sur Mégret avec ses deux gorilles. Alors, puisqu'il est là, je ne le lâche plus ! Mais toujours à distance respectueuse, hein !* » Quand le candidat à la mairie accélère le pas, Pascale en fait autant. Il finit par abandonner la tournée des commerces qu'il était en train d'entreprendre.

Le lendemain, sur le marché, alors que le numéro 2 du FN s'offre aux caméras de télévision, elle est là, encore, avec bébé et panneau, silencieuse. Pascale a poursuivi sa stratégie solitaire et non-violente jusqu'à la fin du deuxième tour. Le vent du boulet est passé trop près pour qu'elle jette l'éponge : « *Avec les copines, on est décidé à ne pas se contenter de rester à la remorque des politiques qui ont bien failli nous mener à la catastrophe... »*

Chantal De Rudder

Cet encadré est paru dans *Le Nouvel Observateur* du 22 juin 1995, avec pour titre : « *Une femme, un bébé, un panneau...* »

mépris sont très souvent une susceptibilité excessive, le retrait et la passivité, la violence, tous traits de caractère qui ne suscitent pas la sympathie et la compréhension et provoquent en retour la méfiance, la peur et souvent la haine.

Ce que les Américains appellent *the self-fulfilling prophecy*, se réalise sous nos yeux quand la méfiance à l'égard des minoritaires, Maghrébins en particulier, finit par trouver sa justification dans les comportements, provocateurs, agressifs ou délinquants d'un certain nombre de jeunes issus de l'immigration maghrébine.

De façon générale, il faut travailler sur les causes internes à la société qui provoquent ces symptômes que sont la violence et le repli identitaire, à savoir la non-satisfaction des besoins de base de l'être humain : la sécurité, l'amour et la valorisation. Si la société est « malade », il faut la soigner et — comme nous l'avons vu — cette « thérapie » doit être globale : dans un **système** malade, tous les éléments du système sont malades. Il est donc vain de chercher des boucs émissaires, des « malades désignés ».

Pour mettre en place un processus de guérison collective, il importe de comprendre les mécanismes qui poussent une société à échapper à ses problèmes en adoptant un mode de coopération morbide dans lequel l'unité du pays se fait autour du clan, en excluant ceux qui n'en font pas partie et en leur attribuant la responsabilité des problèmes de la société.

Il importe également de comprendre ce qu'est la « tentation régressive » chez **tout** être humain qui l'amène à concevoir sa relation aux autres sur un mode paranoïaque : « *Je suis la victime de persécuteurs et je dois me défendre en agressant ceux qui veulent ma destruction.* » Cette tentation touche à la fois les « racistes » du Front national et les objets de leur haine.

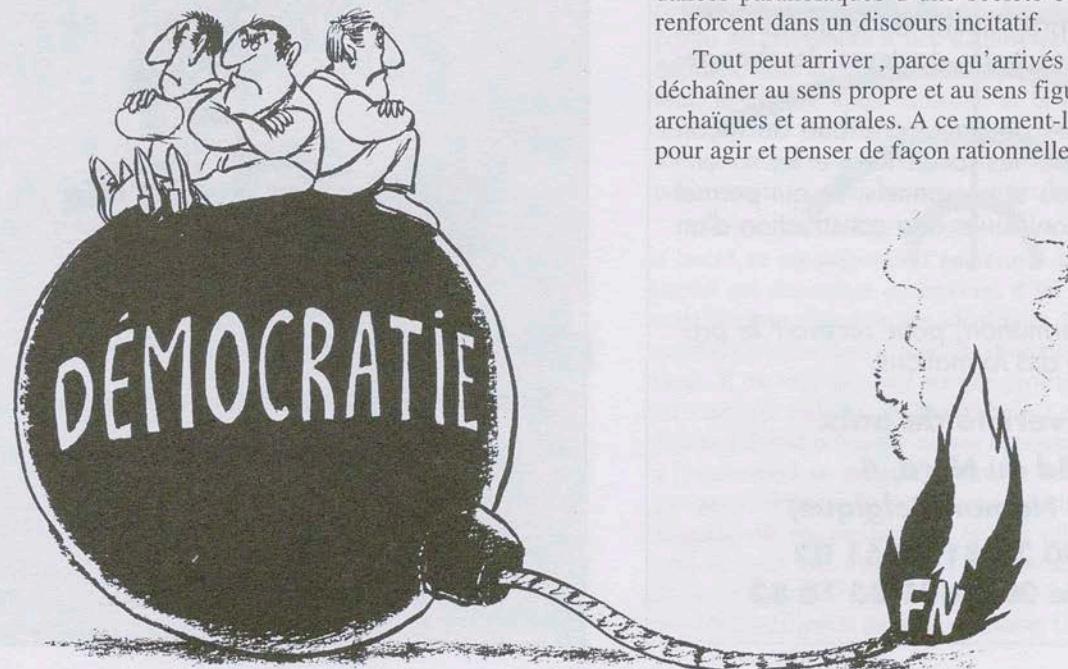
Enfin, il faut préciser les causes économiques et sociales qui provoquent un réveil de ce type de tentation chez une majorité de citoyens et donc pourquoi, à certaines époques, certaines sociétés sont possédées par une folie collective de type paranoïaque.

Pour l'heure et dans l'urgence, la création de nouveaux modes d'apprentissage de la vie collective et de la relation à l'Autre permettrait d'agir sur les causes symptomatiques qui fragilisent davantage des individus fragiles dans une société fragile.

Je veux parler des peurs issues des parties les plus marginales de la société : les banlieues. Ces peurs provoquées par la violence et l'insécurité contribuent puissamment à renforcer les tentations régressives et paranoïaques.

Ainsi, les politiques volontaristes qui doivent prévenir et réduire les mécanismes producteurs de ségrégation ne doivent pas être menées — comme c'est le cas actuellement — du haut vers le bas mais s'alimenter constamment des idées, des propositions des gens de terrain et des habitants des quartiers en difficulté. Il faut créer des espaces de vie démocratique où les idées circulent librement et sont créatrices de propositions de changement. De tels espaces de démocratie existent parfois — à l'état spontané mais il faut les développer davantage et surtout leur donner des règles de fonctionnement, des méthodes de travail et une **formation**.

La violence sous toutes ses formes, visibles et moins visibles, est un "remède" à l'impuissance, au sentiment d'insécurité et à la solitude. Si l'on veut faire cesser la violence, il faut donner du pouvoir, aider à supporter les situations d'insécurité et recréer des liens.



Cette nouvelle forme d'éducation civique que j'appelle thérapie sociale serait plus adaptée à une société qui a besoin des qualités d'intelligence et de coopération de tous ses membres, même si elle n'en est pas tout à fait consciente. Les expériences que je mène depuis plusieurs années dans des quartiers, qu'on dit difficiles, mais qui sont représentatifs de l'état global de nos sociétés, m'ont prouvé qu'il était possible d'accompagner les tendances à la responsabilité et à l'autonomie. A condition que cette nouvelle forme d'éducation ne soit ni moralisante ni explicative ; qu'elle tienne compte de l'existence des passions et de l'inconscient et soit un travail **avec** et non pas **sur** les gens ; qu'elle ait enfin pour objectif de les aider à ne pas se laisser envahir par les haines et les paranoïas, à retrouver de la confiance en soi, à accepter la recherche, l'ambiguïté, la complexité, à apprendre à ne pas avoir peur et ne plus faire peur.

En fait, nous n'avons pas le choix : si nous n'apprenons pas à vivre avec l'Autre — et l'Autre avec nous — nous devrons faire face à un avenir très sombre.

Les leaders démagogues utilisent, manipulent les tendances paranoïaques d'une société et en même temps les renforcent dans un discours incitatif.

Tout peut arriver, parce qu'arrivés au pouvoir, ils vont déchaîner au sens propre et au sens figuré, les pulsions archaïques et amorales. A ce moment-là il sera trop tard pour agir et penser de façon rationnelle.

Université de paix

Depuis 36 ans, l'Université de paix développe et organise des activités préventives, immédiates et à long terme dans

la gestion non-violente des conflits

Grâce à une action continue de recherche et de développement, à l'écoute de vos besoins et à l'avant-garde de l'évolution de la formation en matière de gestion créative de conflits, l'Université de paix offre un choix diversifié de prestations :

- un programme de formations efficaces adaptées à vos besoins en médiation, négociation, communication non-violente ;
- des formations et interventions personnalisées en associations ;
- un service de médiation générale ;
- un nouveau programme de formation : "La formation par les pairs, facteurs de changement..."

Ainsi, l'Université de paix contribue de façon positive à optimiser les savoir-faire et les savoir-être professionnels et personnels, ce qui permet notamment de contribuer à la construction d'un monde de paix.

Pour plus d'information, pour recevoir le programme détaillé des formations,

Université de paix
Bd du Nord, 4
5000 Namur (Belgique)
Tél. 00 32 81 22 61 02
Télécopie 00 32 81 23 18 82

Pour une paix durable

Objection fiscale - redistribution
du 3 % de l'impôt militaire

...pour ne pas cautionner les lois
de programmation militaire

Lieux de versement

Observatoire
des transferts
d'armements

Balkan
Peace
Team

...soutenons des projets
de prévention à la guerre



Tout courrier et versement à adresser à

MOC-Nancy

CCP 4 125 20 U Nancy
11 Grande rue, BP 363
54007 Nancy Cedex

Le renouveau démocratique par le refus de l'extrême

PHILIPPE BATAILLE*



Le populisme alimente des haines en tout genre, traitant les problèmes sociaux sur le registre culturel et identitaire.

L'histoire politique et l'idéologique de la France est à un tournant qui génère un immense

sentiment de confusion. Cette confusion succède à une longue période où prévalait l'excès de sens, moment où chacun disposait de références à des idéologies politiques clairement définies, sans nécessairement y adhérer d'ailleurs. Mais surtout, le clivage entre la droite et la gauche a perdu de sa teneur partisane. Sa force idéologique s'est amoindrie dès lors que la gauche, parvenue au pouvoir, s'est montrée incapable de promouvoir un nouveau projet de société.

Durant cette même période, le paysage politique français a laissé se recomposer d'anciennes idéologies d'extrême-droite qui disposent dorénavant d'un capital de sympathie considérable. Ce sont ces idéologies qu'il faut apprendre à combattre en sortant d'une situation de relative stérilité militante. Il est vrai que tout semble profiter au Front national et au verbiage militant de Jean-Marie Le Pen, y compris parfois la franche adversité de ses opposants. Par exemple, face à l'accusation de racisme, le leader du Front national a beau jeu de se décrire en victime de l'antiracisme des quartiers huppés, car cet antiracisme émane effectivement bien souvent de ceux que des statuts professionnels élevés protègent de la crise sociale et économique. Son verbe populiste se délecte de ce genre de mise en cause. Ce populisme alimente

* Maître de conférences, Lille III, Chercheur au Cadis (Centre d'analyse et d'intervention sociologiques), EHESS/CNRS. Auteur de plusieurs articles sur le racisme.

L'extrême-droite et la vulgarité

Patrick Sébastien vient d'accomplir un grand acte civique et un beau geste pédagogique. Il ne l'a certes pas fait exprès, il a même réalisé cette prouesse à ses dépens. Peu importe : l'énorme tintamarre qu'a déclenché son émission, la violence spectaculaire des réactions qu'il a suscitées ont brusquement permis de mettre à nu cette évidence : la vulgarité fait naturellement le lit de l'extrême-droite ; le populisme extrémisé use et abuse des ressorts et des ficelles de la gaudriole bien grasse, des gauloiseries bien épaisses, des histoires drôles bien xénophobes, des plaisanteries et des sketches bien machistes. En ce sens, la conjonction du décor-braguette, des chansons de corps de garde, des reportages graveleux et d'une imitation appuyée de Jean-Marie Le Pen, spectateur débonnaire de sa propre parodie, faisait littéralement œuvre pie. Cette soirée aura servi involontairement de révélateur. En mordant sur les bas-côtés, le comique a brutalement souligné ce que 10 sociologues, 100 ligues de vertu et 1 000 articles auraient été impuissants à faire prendre en considération.

La question ne porte évidemment pas sur les sentiments personnels de Patrick Sébastien ni sur ses objectifs professionnels, mais sur le fait que, devant le public le plus large, la convergence naturelle, le cousinage intrinsèque de la vulgarité et du populisme nationaliste sont apparus crûment. [...]

L'extrême-droite n'a jamais cessé de tourner les minorités en dérision, de pimenter ses discours de références sexuelles obsessionnelles, d'accabler de sarcasmes les disgrâces physiques de ses adversaires, de jouer lourdement avec les consonances étrangères, les formules misogynes, les bons mots haineux. Flatter les sentiments vulgaires, les clichés grossiers, exploiter les réflexes primitifs et les préjugés bornés, c'est, consciemment ou pas, faciliter la contagion du national-populisme. [...]

Toute l'extrême-droite n'est pas vulgaire, toute la vulgarité n'est pas d'extrême-droite, mais la vulgarité tient l'étrier de l'extrême-droite.

Olivier Duhamel

Extrait d'un article "Rebonds" parus dans *Libération* du 29 septembre 1995

PS. Le 27/09/1995, Patrick Sébastien a invité « *Le Pen à rire de lui-même* », dans une émission plus que douteuse.

les haines en tout genre. Toutefois, il ne dégénère en violence que lorsqu'il s'adresse à des victimes démunis de défense réelle, voire délestées par la société entière.

Aussi cet article s'interroge-t-il sur un double phénomène. D'un côté l'enjeu d'une recomposition du paysage idéologique de la France. D'un autre la charge de populisme ambiant dont le discours du Front national est le vecteur, mais dont seuls les immigrés ou leur figure seraient directement victimes.

Confusion politique et force idéologique

Admettant l'ambiguïté de notre constat initial car il porte sur le vif sentiment de désinvestissement idéologique et sur la forme excessive acquise par une idéologie, nous sommes conduit à analyser l'installation d'un électoral du Front national en nous situant au carrefour d'une perspective qui serait à la fois sociologique et politique. A ce titre, nous pensons qu'il n'est de réplique possible au Front national qu'en construisant une opposition qui porte sur les trois fronts qu'il a malheureusement lui-même délimités. Le premier de ces terrains est social, le second est politique, le troisième est culturel. Cette suggestion suppose que le champ d'action pour contrer le Front national est largement ouvert.

Dit plus nettement, tant que l'on opposera des stratégies politiques au Front national, afin d'éviter sa présence dans certaines élections en usant par exemple de la technique des découpages électoraux, ou bien encore en passant des alliances dissimulées avec certains de ses représentants au niveau local tout en se démarquant des leaders au niveau national, on alimentera son expansion. De même, tant qu'on fera vivre le mythe de son interdiction, qui dans la situation actuelle est impossible, on fuitra l'adversité directe sur le terrain.

Le seul remède au mal me semble bien être l'adversité franchement déclarée. Par exemple en investissant certains quartiers déshérités, encore largement peuplés par des figures traditionnelles de la pauvreté en France, comme c'est le cas dans des villes comme Roubaix, mais aussi dans les anciennes banlieues ouvrières de la plupart des grandes

agglomérations. Dans ces quartiers, j'ai vu ces dernières années des militants du Front national tenter d'organiser la précarité au niveau local en proposant divers services de secours à la pauvreté. Mais ces pratiques sont le plus souvent restées au niveau de l'intention. Elles ont rarement dépassé l'effet d'annonce. Dans tous les cas elles ont fonctionné sur un fort registre clientéliste où l'intention politique était toujours dominante. Surtout, les intentions partisanes du Front national au niveau local ont été endiguées lorsque les associations caritatives plus traditionnelles ont continué à faire leur travail sans s'émouvoir autre mesure de la concurrence pratiquée. A chaque fois le constat a été identique : ne s'instaure pas figure sociale d'un quartier qui veut. Encore faut-il tenir sur la longueur et présenter des mesures concrètes à des habitants qui ont véritablement besoin qu'on s'occupe d'eux.

De l'évocation de cet exemple, retenons l'idée que le Front national a tout d'abord bénéficié du poids de sa représentation nationale, avec la banalisation de son leader, avant de confirmer son ancrage local lors des dernières municipales. Aussi, est-ce au niveau de la nation qu'il faut retrouver les raisons du succès de ce parti.

Dualisation

Il est vrai que la percée de l'extrême-droite en France s'inscrit dans un moment d'épuisement de la société industrielle (Wiewiora, 1994). Mal pris en compte par les responsables politiques qui ne cessent d'évoquer la possible relance économique dans des programmes électoraux devenus parfaitement inapplicables dès qu'ils sont élus, la crise économique a provoqué la dualisation de la société française. Cette dualisation se rencontre avant tout au niveau des villes de grande taille qui inscrivent dans le paysage urbain toutes les défaillances du dispositif épaisé de répartition sociale. Sans énumérer la longue litanie des exemples que nous pourrions donner des effets de cette crise, soulignons simplement qu'elle s'avère si nettement inscrite dans la trajectoire sociale de grands groupes d'individus qu'elle ne peut plus trouver d'issue dans l'hypothèse des transformations structurelles. Aujourd'hui, il faut entreprendre un vaste

chantier qui aboutirait à la recomposition d'une valeur aussi forte que celle qu'a suggéré la valeur travail.

En effet, avant de relever de l'activité économique à proprement parler, le travail, comme valeur communément partagée, a caractérisé un modèle culturel, celui de l'ère industrielle. Loin de moi l'intention de considérer que le travail n'a plus d'importance, je crois à l'inverse qu'il occupe une place de premier plan, mais il ne recouvre plus les enjeux d'autrefois, comme lorsque le travail situait l'individu sur une hiérarchie sociale en le désignant dans une position sociale qu'il occupait dans la société. Cette règle est moins nette. Tout au plus des niveaux de revenus vous situent-ils sur le marché de la consommation. Ils indiquent avec moins de précision qu'autrefois vos pratiques culturelles. Bien malin qui peut dire quelle classe sociale déterminée accède massivement aux sports d'hiver (commerçants, ouvriers qualifiés, agriculteurs, enseignants...). Pour y parvenir, mieux vaut parler de tranches de revenus.

Aussi apparaît l'idée qu'une discussion nationale doit porter sur la valeur travail. Peut-être est-ce ce qui se met en forme avec le thème de la répartition du temps de travail dont parlent aujourd'hui avec sérieux les syndicats. Dans tous les cas, une certitude s'impose à l'observateur. La crise économique, tant désignée comme la source d'un mal profond qui expliquerait les succès du Front national, ne connaîtra de véritable issue que si l'on parvient à intégrer la grande diversité des enjeux relationnels et identitaires qu'elle a fait naître en les reliant à de véritables réformes structurelles du monde du travail. Dit simplement, nous ne souffrons pas en France de l'endémie d'une crise économique, mais d'un déficit d'idées sur les moyens de recomposer la sociabilité avec les nouveaux métiers et le taux d'emplois existants ou à venir. A défaut de prendre nettement en charge ce constat, le Front national a beau jeu de proposer son mode de répartition du travail avec son principe de priorité aux nationaux et l'évacuation brutale des autres.

L'ordre républicain

Un autre constat porte sur la défaillance réelle ou supposée du modèle républicain dont les Français se croient promoteurs. Or, ce modèle n'a jamais existé sous la forme

qu'on lui attribue aujourd'hui. Dit nettement, le modèle républicain n'existe que depuis qu'on suppose sa disparition. Dans ce moment de l'histoire de la nation, où la nostalgie des ordres perdus cède la place à l'effort de renouvellement des idéaux nationaux, certains supposent que la République a assimilé lentement et progressivement des générations entières d'immigrants au corps national. Malheureusement, tout regard en arrière, aussi furtif soit-il, nous rappelle que la République a toujours été maîtresse de ses choix en matière de rapport à l'autre et qu'elle n'a jamais accueilli l'immigré sur un mode franchement égalitaire. Ce dernier, qu'il soit européen ou non, a depuis la formation de l'idéal républicain français été soumis à des principes très exigeants d'abandon de son droit à vivre des expériences identitaires non conformes au contenu supposé de la nationalité et de la culture françaises (Coq, 1995).

Confronté à ce constat, le mot le plus exact pour qualifier l'appel à la République doit bien être celui d'idéal. La République n'est et ne peut être rien d'autre qu'un idéal agissant à ce titre sur le registre du système des valeurs (Durkheim, 1966, 1986). Par exemple, s'agissant du modèle d'intégration français des étrangers dit "républicain", je mets quiconque à l'épreuve de m'en produire une formulation écrite. Ce texte n'existe nulle part. Il ne peut pas exister puisque le supposé modèle est fait de brides d'idéaux de représentation que la société peut avoir d'elle-même et qui évoluent au cours du temps. A ce titre tout débat sur l'intégration révèle un débat sur le contenu des valeurs en exercice dans un ordre national. Cette remarque devient encore plus vraie lorsque le débat en question ne porte plus sur des immigrés, mais sur leurs enfants qui ont acquis la nationalité française.

Aussi, le danger le plus grand vers lequel nous entraîne actuellement le Front national serait de nous faire croire en l'existence de ce modèle. D'autant que la rhétorique destinée à agir sur le champ politique transforme les catégories du débat en une opposition entre partisans de l'ordre, sous-entendu républicain, et rejette tous les pourfendeurs dans une image du désordre. Le Front national stigmatise par exemple les positions de SOS-Racisme en les renvoyant à cette image du désordre culturel, politique ou social, qu'il prétend qu'elles fomentent.

A force d'incantations, plus ou moins relayées ici ou là par toutes sortes d'intervenants, non nécessairement assimilables au Front national, parfois même chez des adversaires indiscutables de ce parti, l'appel à la République débouche sur une rigidité de plus en plus marquée vis-à-vis des pratiques, notamment culturelles, non rapportables immédiatement à des habitudes connues et partagées par le plus grand nombre. Suivre cette pente revient à manquer d'adversité réelle à l'égard du Front national.

Sur ce point, la seule perspective acceptable consiste à critiquer avec la plus extrême sévérité tout penchant républicain lorsqu'il limite l'expression des différences, du moins si les actes visées ou les pratiques en cause ne sont pas de nature à provoquer des désordres publics ou des atteintes aux droits fondamentaux de la personne. Des dérives ont déjà eu lieu. Tel fut le cas avec la dite "affaire" du voile islamiste qui ne devint véritablement une affaire qu'à partir du moment où un responsable de collège, taraudé par des ambitions politiques, s'en empara plutôt que de jouer son rôle d'éducateur comme le faisaient la plupart des enseignants de France à la même époque (Gaspard, Khosrowkhavar, 1995). Le Front national se nourrit de ce genre de situation. Il les recherche, sans nécessairement les provoquer directement, ou sans être le principal protagoniste. Il lui suffit de relayer, d'appuyer, d'orchestrer de très loin si cela lui est possible, tant ce parti sait que ses interventions directes sont de nature à provoquer la méfiance. De ce point de vue, le Front national n'est pas une émanation des médias. Au contraire, il prétend qu'on manipule négativement son image ou qu'il est écarté des débats alors qu'il se situe au cœur des enjeux idéologiques qui se trament.

Avec ce genre d'affaires, le sectarisme, une fois encore, s'abat sur des petits groupes d'immigrés ou leurs enfants. Selon le principe bien connu de la prophétie auto-créatrice, le refus affirmé de la présence de l'autre conduit les immigrés, et plus particulièrement leurs enfants, à adopter, en retour de ce refus d'intégration, des conduites de rupture qui servent d'arguments pour ensuite leur limiter les voies d'accès à l'intégration, comme en pratiquant des discriminations à l'emploi. Cette fermeture des espaces d'intégration débouche sur de possibles confrontations qui dans certains cas prennent un aspect violent.

Le racisme à demi-mot dans le discours du Front national*

La première caractéristique du néo-racisme est d'être non déclaré, voire explicitement dénié. Négation du racisme, d'abord, dont la « *prétendue résurgence* » est présentée comme un montage de l'« *établissement cosmopolite* » pour culpabiliser le « *sentiment patriotique* » des Français, mais aussi et surtout négation de l'intention raciste elle-même. L'argumentaire fourni aux militants frontistes ne laisse aucune ambiguïté : « *Jean-Marie Le Pen n'est pas raciste, car il ne prône pas la discrimination entre les Français suivant leur couleur, leur race ou leur religion. [...] Ce que dit Jean-Marie Le Pen, c'est que les Français en France doivent passer avant les étrangers.* »¹ Affirmation de bon sens s'il en est, qui suit au pied de la lettre les prescriptions législatives. Le respect de la légalité n'est toutefois qu'apparent et les porte-parole du FN multiplient les sous-entendus dans leurs écrits ou leurs déclarations publiques, entretenant une complicité larvée avec leur auditoire. Une énumération de noms à consonance maghrébine suffira, par exemple, dans un contexte où il serait risqué « *d'en dire plus* ».

Lors du débat sur la proposition de loi Gayssot, Marie-France Stirbois présente ainsi à la tribune de l'Assemblée nationale une liste d'assassinats mettant en cause des « *étrangers* », tous Maghrébins : « *Dès qu'un étranger est victime d'un crime ou d'une agression de la part d'un Français, vous parlez de racisme.*

Mais quand ce sont des Français qui sont victimes de meurtres ou d'agressions commis par des étrangers — ce qui arrive, hélas ! [sic] beaucoup plus souvent —, vous ne parlez pas de racisme. Et pourtant, la liste des victimes françaises est longue, très longue. Je vais vous en citer quelques-unes : Joël Chambault, tué par Salah Louhali, en 1982, à Dijon ; Di Trento Martial, vingt-deux ans, tué par Faouzi Guellouz, un Tunisien ; O'Brien Merry, vingt-trois ans, Australienne [sic], torturée, violée, assassinée par deux Marocains ; Georges Pahon, cinquante-deux ans, assassiné par deux Algériens ; Joseph Marmouillet, écrasé par le voleur de sa voiture, Moustapha Miloudi ; Christine Baudot, trente-et-un ans, égorgée par un cambrioleur, Jasseine Idrissi, Marocain... »²

Si la qualification pénale d'un tel énoncé ne va pas de soi, il n'est pourtant nul besoin d'être sociologue ou linguiste pour en saisir la teneur raciste.

1) Front national, *Militer au Front*, éd. Nationales, 1991, p. 139.

2) Marie-France Stirbois, Assemblée nationale, 2^e séance du 2 mai 1990, débats sur la proposition de loi Gayssot relative à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, Journal officiel des débats parlementaires, p. 938.

*Extrait de l'article de Maurice Olive, paru dans la revue *Etudes*, février 1995 (55 F + port, à commander à Etudes, 14 rue d'Assas, 75006 Paris).

Le désordre identitaire

Un dernier registre sur lequel jouent indiscutablement les leaders du Front national intervient sur le thème de l'identité nationale. Combinaison des deux registres précédents, ce dernier parvient à s'autonomiser dès lors qu'il agit sur la scène politique en participant à la reconstruction des clivages idéologiques.

Quel responsable politique d'envergure oserait déclarer qu'il se désintéresse du devenir de l'identité nationale ? Probablement aucun, ce serait d'ailleurs insensé. Tous ont cette préoccupation à l'esprit et le Front national ne peut en aucune manière prétendre en détenir le monopole. Ridicule par bien des aspects, ce débat n'en dissimule pas moins des enjeux considérables.

Afin de les mettre à jour, admettons tout d'abord que la France, comme entité politique géographiquement localisable, est traversée par un phénomène de poussée mondiale des identités communautaires. De fait, nous assistons à une réorganisation des identités communautaires qui dépassent de loin l'espace des cadres nationaux existants. Tel est le cas notamment avec la référence à l'islam. Or, sans entrer dans le détail très complexe de ce phénomène, la question consiste à savoir si la France assiste en spectateur impuissant à cette réorganisation ou bien si elle y contribue, y compris en tentant de la ralentir. Les deux thèses existent et elles alimentent une confrontation mal formulée, qui cette fois encore contribue au développement des conduites violentes.

D'un côté, en particulier dans les rangs des adeptes du Front national, se développe le vif sentiment que la France

est pénétrée par des poussées identitaires qui mettent à terme en péril les principes premiers d'une identité nationale à qui l'on attribue une teneur ethnique qu'elle n'a jamais eue. Les phénomènes communautaires qui agissent au niveau mondial servent dans ce cas d'épouvantail à des peurs nationales

qui sont entièrement construites. Ces dernières n'ont aucun fondement légitime lorsqu'on les rapporte à l'analyse des processus sociaux, politiques et culturels, qui se tramant sur le sol national. La crise d'identité des Français ne peut en aucun cas s'expliquer ou trouver sa raison d'être dans les turbulences qui agitent aujourd'hui le monde arabe.

D'un autre côté, s'il est dit que ces phénomènes alimentent la crise identitaire des jeunes issus de l'immigration en donnant à ces jeunes un nouveau cadre de référence communautaire, on oublie trop souvent d'expliquer pourquoi ils s'engagent dans certains cas dans ces logiques. Ils le font uniquement parce qu'ils sont victimes de racisme (Lapeyronnie, 1992). Il s'agit d'une réaction de protection contre le racisme. En effet, lorsqu'on rapporte au cadre national les phénomènes communautaires mondiaux dont nous parlons, il ne faut pas manquer de rappeler que ce sont les stigmatisations abusives dont ils sont l'objet dans des discours partisans et extrémistes qui alimentent en retour des conduites de repli et de rupture avec l'ensemble de la nation française chez certaines figures locales ancrées de l'immigration. Une fois encore le discours extrémiste bénéficie des effets contre-productifs de la logique de la prophétie auto-créatrice. A force de dire que la différence de l'autre est inassimilable, elle finit effectivement par le devenir.

Probablement est-ce sur le registre identitaire que les choses les plus graves sont en train de se jouer en France. Dès ses apparitions publiques le Front national a tenté d'y rapporter l'ensemble des autres problèmes sur lesquels il intervenait. Sa raison d'être, qui est la clé de son succès, tient précisément au fait qu'il a traité sur un registre culturel et identitaire les problèmes sociaux que vivent une frange élargie de son électorat (Wieviorka, 1992). Aujourd'hui, il poursuit sa démarche au niveau européen en tentant de fédérer toutes les aspirations identitaires dans un projet d'Europe de régions dont le principe d'unité ne pourra être qu'ethnique, car fondamentalement identitaire et exclusif des autres. Cela se traduit d'ores et déjà dans une catégorie administrative qui distingue sur divers registres les Européens des non Européens, en limitant nettement l'espace citoyen des non Européens dans des espaces nationaux qui n'ont pas encore acquis le bénéfice de la construction européenne (Wieviorka, 1994).



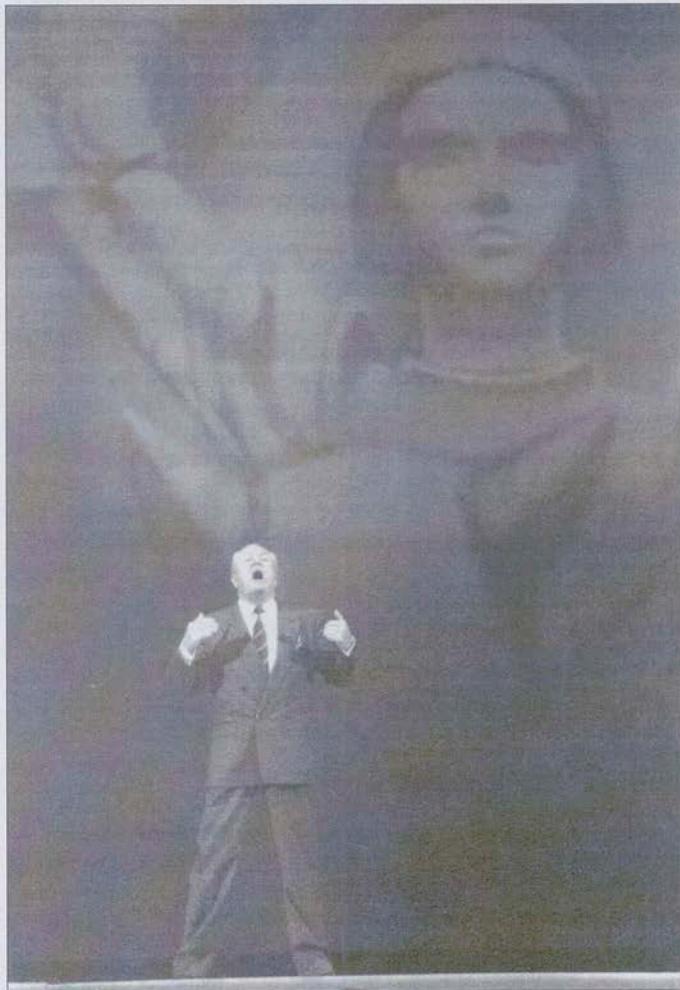
Eviter les amalgames

Le Front national ne détient aucune chasse gardée. A ce titre, il convient de l'interpeller directement en recherchant la contradiction. Il est un adversaire politique, certes différent des autres car non respectueux des règles habituellement en usage, mais un adversaire comme les autres dès lors qu'il bénéficie d'une représentation légale, par exemple au parlement européen. Le principe de l'interpellation ne peut en aucun cas porter sur les fondements de sa légitimité, il doit par contre, plus qu'avec tout autre adversaire, recouvrir un clivage idéologique puissant dont le fondement mérite d'être éclairci.

L'urgence est d'occuper politiquement les terrains que le Front national s'est appropriés en traduisant cette avance en efficacité électorale. De fait, si l'on remonte le temps en écoutant les discours politiques, ne serait-ce que sur une vingtaine d'années, on trouve peu d'arguments qui portent sur la lutte contre le racisme ou qui engagent une réflexion sur l'identité nationale. Or, aujourd'hui, certains parlent, à tort, de trop-plein. Continuer sur cette pente reviendrait à laisser l'extrême-droite développer seule ses arguments. Il faut à l'inverse reconstruire une parole publique forte, idéologiquement ancrée, qui intègre les différents aspects que nous venons d'évoquer.

Cela suppose de se débarrasser des héritages empourprés de la gauche des vingt dernières années, d'en garder certains fondements. Mais cela suppose aussi de recomposer un véritable projet de société qui aurait à intégrer les bouleversements de la connaissance scientifique, qui nous contraignent à aborder autrement des choses aussi diversifiées que la répartition du temps de travail ou la procréation, au désordre identitaire mondial qui a à voir avec la fin de l'ère coloniale.

A défaut de cet effort, dont la responsabilité repose sur l'ensemble d'une nation qui ne doit pas se détourner de la chose politique, ce sont les conduites violentes qui se développeront dans des climats d'incompréhension généralisée et de suspicion larvée, dont bénéficient électoralement, aujourd'hui comme hier, des leaders aux accents populistes.



L'une entendait des voix, l'autre essaie d'en récupérer

DR

20 ans d'erreurs

Le ciel s'assombrit pour les personnes d'origine étrangère dans l'Hexagone. Les lois Pasqua ont encore durci les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Plus grave, les administrations multiplient les pratiques restrictives au mépris des textes et, parfois, des décisions de justice.

Cette logique policière, qui atteint aujourd'hui son paroxysme avec les répercussions dramatiques de la crise algérienne sur notre territoire, n'est pas nouvelle et Charles Pasqua, ex-ministre de l'Intérieur, est loin d'en être le seul responsable. Avec des nuances, tous les gouvernements, de droite comme de gauche, ont mené la même politique depuis 1974. Pour contrer les succès électoraux du Front national, on a pensé qu'il fallait se montrer « *ferme sur l'immigration* ». Cette orientation conduit à une impasse comme en témoignent les succès électoraux continus du parti de Jean-Marie Le Pen.

Il est temps que les hommes politiques de tout bord cessent de jouer avec le feu et fassent leur révolution culturelle face à l'immigration. Comme l'a fait la classe politique dans d'autres pays européens où l'immigration n'est plus un enjeu du débat politique.

Ce n'est pas en s'attaquant à ceux que Le Pen désigne comme boucs émissaires de nos difficultés qu'on réduira son influence, mais en s'attaquant efficacement aux maux qui nourrissent son succès. Notamment en luttant efficacement contre le chômage et contre la crise urbaine qui rendent toujours plus difficile l'intégration d'une partie de la jeunesse, qu'elle soit ou non d'origine étrangère. La politique actuelle de l'immigration est contre-productive : elle ne fait que renforcer les tensions et fragiliser la situation des étrangers en France, et favorise en fin de compte la montée de l'extrême-droite.

Tous les spécialistes s'accordent sur ce point : la France ne connaît pas aujourd'hui de problème d'immigration. Les 70 000 entrées nettes, liées au regroupement familial, aux réfugiés politiques et aux régularisations, pèsent bien peu dans un pays de 58 millions d'habitants. Autre point essentiel : l'intégration. Elle se passe plutôt bien, compte tenu du contexte économique et social et des réactions de rejet de toute une partie de la population. La population d'origine immigrée fait aujourd'hui partie du paysage français et chacun commence à s'en accommoder. Nul ne pense plus sérieusement à faire "rentrer" les immigrés dans leur pays. Le Front national lui-même, à travers son concept de « *préférence nationale* », défend au fond le projet d'une France à deux vitesses, une manière d'apartheid, comme en Afrique du Sud hier...

La classe politique doit cesser de jouer avec le feu et se mettre d'accord sur trois idées fortes. Première idée : il n'y a pas de "ques-

RAPPEL

- 1945 : *Ordonnances sur le code de nationalité, l'entrée et les conditions de séjour.*
- 1963 : « L'immigration est un moyen de créer une certaine détente sur le marché du travail et de résister à la pression sociale », déclare Georges Pompidou, Premier ministre.
- 1974 : *Le gouvernement Chirac suspend l'immigration de travailleurs.*
- 1981-1983 : *Régularisation de 135 000 étrangers en séjour irrégulier.*
- 1983 : « Il faut renvoyer les immigrés clandestins », déclare François Mitterrand.
- 1986 : *Cohabitation. Premières lois Pasqua. Cent un Maliens sont renvoyés dans leur pays par charter.*
- 1989 : François Mitterrand évoque un « seuil de tolérance » qui aurait été atteint dans les années 70.
- 1991 : Jacques Chirac parle d'« overdose » d'étrangers, évoque leurs « bruits » et « odeurs », tandis que Valéry Giscard d'Estaing estime que la France est menacée d'« invasion ».
- 1993 : *Lois Pasqua et Méhaignerie sur le code de la nationalité et les conditions d'entrée et de séjour des étrangers sur le territoire français.*

tion immigrée» qui doive être traitée comme un problème particulier. Il faut s'attaquer aux problèmes de la société française, à commencer par le chômage. Seconde idée : l'intégration progresse, mais elle ne se fera pas en un jour. Il ne faut donc pas nier les difficultés qui peuvent apparaître ici ou là, ni les dramatiser. Troisième idée : la France restera à long terme un pôle d'attraction pour les migrations internationales. Par son rayonnement, par ses liens historiques avec de nombreux pays, par le raccourcissement des distances que provoque la mondialisation. Plutôt que d'en faire une menace, considérons cela comme une chance et apprenons à gérer cette situation dans le respect des principes fondateurs de notre République.

Extrait du dossier "Immigration : il faut changer de politique", paru dans *Alternatives économiques*, de décembre 1995 (12 rue du Cap-Vert, 21800 Quetigny).

Comment les idées reçues se propagent, avec ou sans Le Pen

ALBANO CORDEIRO*

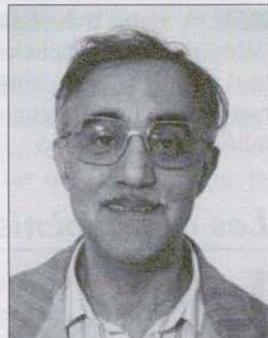
* De l'URMIS-CNRS (Unité de recherches migrations et société), Paris. Co-auteur de *La citoyenneté dans tous ces états*, Paris, L'Harmattan, 1992 ; membre du comité de rédaction de la revue

A force de dire, même à gauche, que l'immigration est un "problème", qu'elle "coûte socialement", tout le monde finit par penser que c'est vrai !

Fournir des arguments élaborés pour réduire l'influence des idées de Le Pen, auprès d'un public "tout venant" est très utile, mais il est à parier que la plus grande rentabilité viendra d'un maniement intelligent du grand bon sens commun, qui, dans ses multiples variations, offre un grand éventail de légitimations de discours divers, aussi bien pour Le Pen

que contre Le Pen. Le discours de bon sens contre les idées de Le Pen pourra être renforcé par un contrechiffage de ce qu'il avance. En effet, tout discours s'appuyant sur des statistiques ou des données d'enquête acquiert une valeur scientifique qui renforce une légitimité. Mais, auprès de ceux qui, dans le public tout venant, sont convaincus des arguments de Le Pen l'opération risque de ne servir à rien.

En effet, cette conviction est d'ordre plutôt irrationnel, émotif et affectif. Il y a souvent à la base une réaction contre des menaces de types divers, mais qui, toutes, ont pour caractéristiques d'être d'origine indéfinie, mystérieuse, incompréhensible. Ces menaces, pour imaginaires qu'elles soient, sont anxiogènes et produisent des sentiments d'insécurité. En offrant une panoplie de boucs émissaires, le discours de Le Pen a un rôle social "désangoissant" (anti-dépressif, anti-médicamenteux, anti-suicidaire). Par ce discours, ces angoisses sont verbalisées et dotées d'un argumentaire auto-déculpabilisant¹. Les causes non connues ou mal connues



d'une insécurité ressentie (appuyée par des récits de faits vécus, par soi et par d'autres), les menaces indéfinies sur la place que l'on occupe (déficit de reconnaissance sociale, frustrations familiales, professionnelles, etc.), deviennent une force politique grâce à cette transformation : ce qui est imprécis et obscur devient "clair".

Face à cela, l'argumentation avec des raisonnements élaborés étayés par des études diverses, n'a pas d'efficacité. Ce type de discours n'offre pas le confort intellectuel et psychique qu'offre le discours national-populiste. En croyant contrecarrer Le Pen avec la raison, on peut même finir par renforcer les convictions de ceux qui se retrouvent dans ses idées. A moins d'évolutions socio-politiques favorables à la délégitimation de ces raisonnements national-populistes, seul un suivi dans la durée, allié à l'utilisation de faits vécus comme support d'argumentation, peuvent changer ces mentalités².

Les anti-lepénistes convaincus

Lorsque nous nous adressons à un public convaincu d'avance du caractère pernicieux du discours de Le Pen, nous nous trouvons dans un autre cas de figure. D'une part, l'argumentation présentée peut effectivement apporter un

L'antilepénisme primaire

Le postulat fondamental (de l'antilepénisme primaire) est qu'il suffit que Le Pen ait énoncé la proposition X pour que celle-ci soit fausse ou mensongère, en tout cas « *dangereuse* ». [...] Voilà qui explique le recours naïf et récurrent à un sophisme que Leo Strauss nommait *reductio ad Hitlerum*, du type : « *Le Pen est fasciste ; or il défend la langue française ; donc la défense de la langue française est fasciste.* » Ce sophisme est particulièrement appliqué à la dimension nationale, afin de la disqualifier. On ne fait ainsi que l'abandonner à Le Pen. Or, le national n'est pas le mal.

Pierre Birnbaum,
historien

Lu dans *L'Événement du Jeudi* du 23/11/1995

supplément aux convictions déjà acquises, d'autre part, il y a le risque que cela ne soit, en définitive, qu'une opération à but "auto-confirmatif", de type narcissique ("j'avais bien raison, Le Pen est un salaud !"), avec une faible plus-value en matière d'acquisition de connaissances. En effet, ce public n'y cherche, en général, que des confirmations de ce qu'il croit déjà savoir.

Plutôt que servir le prêt-à-penser anti-fasciste, il serait plus intéressant de se fixer un but plus élevé, en fournissant les arguments permettant de contrebattre ceux d'un défenseur des idées de Le Pen. Cette démarche existe, et elle est utile.

Mais, hélas, la pratique courante est celle de faire de l'anti-Le Pen en caressant les idées reçues et les stéréotypes éculés en cours dans ce que l'on appelle communément la "gauche". Je me réfère aux convaincus de la gauche, souvent des militants, ou de simples électeurs fidèles. Certains de ces convaincus se portent, souvent, de façon plus ou moins avouée, demandeurs d'un discours qui se démarque de celui de Le Pen, mais qui, substantiellement, maintient les exacts mêmes boucs émissaires. Cela est constatable par le vocabulaire, où se vérifie une simple reconversion. "L'ultra-libéralisme", les "marchés financiers", avec leurs spéculations et leurs économies artificielles, ou les "grands monopoles mondiaux" qui-ne-recherchent-que-le-profit, prennent la place du "cosmopolitisme", des "lobbies mondiaux", de la "globalisation", ou de l'Europe de Maastricht". On n'est pas pour la "préférence nationale", mais on est contre les "délocalisations" et le "dumping social" qui nous vient du tiers-monde à cause de "patrons" sans scrupules qui profitent d'une *main-d'œuvre* sans défense et dans le dénuement.

S'adresser à un public anti-lepéniste, en le confirmant simplement dans ses convictions, ne sert pas à grand-chose. La démarche qui mérite intérêt est celle de saisir cette occasion pour remettre en cause les stéréotypes de la "gauche", et attirer l'attention vers les convergences existantes entre maints raisonnements estampillés "démocratiques", "républicains" et la pensée national-populiste du Front national. C'est un tâche ingrate, puisque, pour multiples et diverses que soient les précautions prises, le discours reste exposé à des risques d'amalgame avec les arguments des "amis de

Le Pen", et risque, par ailleurs, de tomber dans les fantasmes-repoussoirs de la "gauche", subissant donc des accusations sans appel.

Pourquoi l'on continue à utiliser le mot "immigration" ?

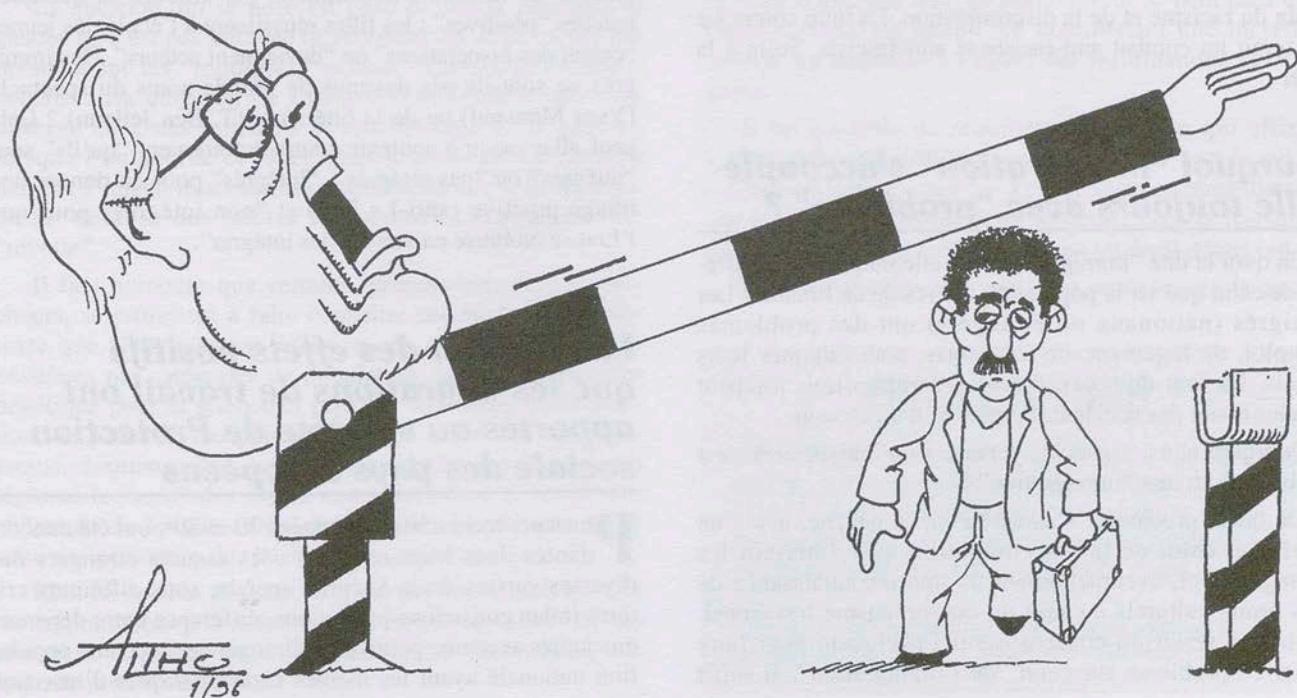
La recherche sur des thèmes ayant trait à la venue et à l'installation en France de populations étrangères a pris son essor dans les années 70³.

Il est vrai que, par facilité, les mots "immigration" et "immigrés" furent adoptés pour désigner cette thématique. Sans trop y réfléchir. Mais les historiens ont eu raison de nous rappeler, qu'avant la deuxième guerre mondiale, le terme communément utilisé n'était pas "immigré" mais "étranger"⁴. Que s'est-il passé pour que ce changement de mots ait eu lieu ?

Sans nous attarder sur les raisons historiques de ce changement, limitons-nous à rappeler qu'un "immigré" peut être un national. Tandis que lorsque l'on utilise le mot "étranger", à coup sûr les nationaux ne sont pas inclus.

L'intérêt, donc, du mot "immigré"⁵, est de pouvoir, en soulevant la thématique de la dite "immigration", y inclure certaines fractions des nationaux, en fait, ceux de certaines origines. Mais l'opération d'inclure ces nationaux reste discrète et ambiguë, de façon à laisser à l'interlocuteur le soin de les inclure ou pas dans le raisonnement énoncé. L'usage courant du terme permet même de ne parler que "d'eux", ceux pour lesquels l'euphémisme "immigrés" a été mis en circulation, et qui font partie intégrante de l'image publique qui s'est forgée de cette même population : les Maghrébins.

Encore aujourd'hui, écrits et prises de parole, émanant de personnages de la gauche, reviennent sur les "immigrés", sur ceux qui sont pour, sur ceux qui sont contre, pour leurs droits, y inclus le "droit de vote" (ce qui signifie qu'on les



prend pour des étrangers). Bien que de nouveaux euphémismes soient apparus : "population des cités", "musulmans", "jeunes de banlieue", voire "jeunes" tout court.

La littérature du Front national et d'autres organisations voisines font large usage des mots "immigrés" et "immigration". Ce dernier fait souvent référence aux arrivées de nouveaux "immigrés". A part cet usage, il y a bien une contradiction lorsque l'on désigne les gens exclus de la "préférence nationale" (dans le logement, pour l'emploi, pour les prestations d'assistance et de Sécurité sociale) avec le mot "immigrés". Le camouflage derrière la fausse synonymie avec le mot "étrangers" cache mal la problématique soulevée par le national-populisme d'aujourd'hui : la question de l'intégration nationale. Il y aurait aujourd'hui des Français n'ayant pas de légitimité à faire partie de la Nation France, puisqu'ils ont, dans le passé, refusé d'en faire partie.

Sur ce terrain, la gauche escamote la question de fond, celle de la défense ou du dépassement de l'Etat-Nation, en renvoyant systématiquement les questions soulevées sur le terrain du racisme et de la discrimination. La lutte contre Le Pen serait un combat anti-raciste et anti-fasciste. Point à la ligne.

Pourquoi "immigration" s'accouple-t-elle toujours avec "problème" ?

En quoi la dite "immigration" est-elle un problème différent de celui que vit la population qui réside en France ? Les immigrés (nationaux ou étrangers) ont des problèmes d'emploi, de logement, de transports, pour éduquer leurs enfants. Ils font du sport, créent des entreprises, tombent malades et ont des accidents comme tout un chacun.

Pourquoi alors, à gauche, persiste-t-on à associer le mot "problème" au mot "immigration" ?

De quel "problème" s'agit-il ? Pour la gauche, il y a un problème, celui de la discrimination que subissent les "immigrés", et, éventuellement, la non-reconnaissance de leurs droits culturels à cause du conservatisme hexagonal. Jusqu'à se servir du consensus sur l'exclusion pour faire glisser ce problème sur celui "de l'immigration". Il suffit

alors de suggérer l'équation immigrés = exclus. Exclus, par qui ? Par les racistes, par les gens qui soutiennent les idées de Le Pen ! Ce raisonnement de gauche conduit à poser que l'immigration est un "problème" !

La stratégie politique éculée de la désignation de boucs émissaires comme les fauteurs de dysfonctionnements sociaux, de l'insécurité, de l'exclusion, est, certes, le fondement principal de cet usage par une partie des Français (de souche ou devenus français).

L'électeur de gauche est néanmoins persuadé qu'il existe bel et bien un "problème de l'immigration" parce qu'il a souvent une représentation misérabiliste de "l'immigré". Celui-ci est non seulement une victime du racisme, mais, en outre, à cause de ce même racisme, il vit précairement. Il est non qualifié, souvent au chômage. Il vit dans une cité pourrie de banlieue. Ses enfants sont en échec scolaire, les plus âgés (les "jeunes") sont chômeurs ou délinquants, ou encore, dans leur désarroi, capables de devenir des proies faciles pour les intégristes. Ce tableau s'accorde par ailleurs de quelques touches "positives" : les filles réussissent à l'école, les jeunes "crètent des associations" ou "deviennent acteurs". Des immigrés ne sont-ils pas devenus de grands noms du spectacle (Yves Montand) ou de la littérature (T. Ben Jelloun) ? Cela peut aller jusqu'à soutenir contradictoirement "qu'ils" sont "intégrés" ou "pas intégrés". "Intégrés" pour en donner une image positive (anti-Le Pen) et "non intégrés" pour que l'Etat se mobilise en vue de "les intégrer".

La question des effets positifs que les migrations de travail ont apportés au système de Protection sociale des pays européens

Plusieurs recherches des années 70 et 80⁶, ont été concordantes dans leurs résultats : les assurés étrangers des diverses caisses de la Sécurité sociale, sous différents critères (bilan cotisations-prestations, différence entre dépenses encourues avec une population étrangère et avec une population nationale ayant les mêmes caractéristiques d'insertion

10 millions de Français ont un parent ou un grand-parent d'origine étrangère.

économique et sociale, part des dépenses/part dans la population générale concernée), apportaient, globalement, une économie considérable de ressources, permettant ainsi au système de Sécurité sociale de développer, dans un premier temps (années 50 et 60), la couverture des charges et des risques sociaux, et, dans un deuxième temps (années 70 et 80), de maintenir des niveaux importants de couverture, malgré les déficits croissants de différentes Caisses. Dans ce deuxième temps, l'avantage apporté par ces populations au renforcement et à l'extension de ce système s'estompe progressivement.

La question qui se pose est celle de savoir pourquoi la gauche ne s'est pas efforcée de redresser les idées reçues qui présentaient les "immigrés" comme "chers-à-la-Sécurité-sociale". La question de l'obstruction mentale que l'on observe chez des militants et thuriféraires de la gauche, lorsque l'on aborde ce sujet, semble provenir, en premier lieu, de l'image misérabiliste consubstantielle à la stratégie de la "défense des faibles", pour mieux capitaliser leur "révolte".

Il faut admettre que certains, principalement des chercheurs, se refusaient à faire connaître ces études, sous prétexte que s'attaquer aux idées reçues sur l'analyse coûts-bénéfices par catégories de population, pouvait ne pas être bénéfique pour la science et pour les intéressés. Cette position, du point de vue politique est défendable. Il est, néanmoins, dommageable que, pour combattre Le Pen, on ait légitimé le "coût" des foyers monoparentaux, le "coût" des chômeurs de longue durée, de celui des handicapés, voire celui des personnes du troisième ou quatrième âge.

Rien ne semble justifier, en fait, que les scientifiques et les responsables politiques de gauche se soient tus sur ces analyses. A moins qu'il y ait une autre explication, sur laquelle nous reviendrons...

Faisons d'abord remarquer la reprise par la gauche de l'expression "coût social de l'émigration". Pour le citoyen qui entend dire que l'on va lui parler du "coût social" des immigrés, la première idée que lui revient spontanément est que les immigrés **coûtent**... En oubliant que ce sont en général les riches qui, en dépensant beaucoup dans tous les domaines, comme en santé, coûtent plus cher que les pauvres. Là encore l'image misérabiliste agit comme justification à effet immédiat : les "immigrés" sont forcément malades, forcément au chômage, etc.

L'expérience qui m'a conduit à étudier l'impact de la présence de populations d'origine immigrée dans un pays possédant un Etat-Providence⁷, me porte à classer en deux groupes les attitudes que l'on rencontre à cet égard :

— celle d'affirmer que reprendre les propos du Front national, même si c'est pour les combattre, finit en dernière instance par "faire le jeu" du Front, en leur donnant une légitimité. Cette position peut cacher la seconde ;

— celle d'affirmer que, en définitive, il se peut bien que le Front national ait raison, en manifestant une incrédulité ouverte ou implicite à l'égard des informations communiquées.

Il est possible de rencontrer quelqu'un qui affirme : « *Mais enfin, aujourd'hui, ce n'est pas du tout le cas ! Ils coûtent réellement cher !* » Le ton suggère immédiatement que le désaccord est aussi sur le passé, mais la formulation choisie permet de le faire passer pour un demi-désaccord.

Divers épisodes illustrent ces attitudes de la gauche.

Déjà en 1886 !

« *Ils arrivent, telles des sauterelles [...]. Ils sont seuls, tristes, loquetaux. Tribus entières immigrant vers le Nord [...], ils s'installent chez les leurs, entre eux, demeurant étrangers au peuple qui les accueille* », écrivait au sujet des Italiens, le journal *La Patrie* en 1896.

Lu dans *Alternatives économiques* de décembre 1995, qui cite ici l'ouvrage *L'immigration* de E. Mestitu, Paris, La Découverte.

Citons celui de la brochure gratuite préparée par un groupe de conseillers du Secrétariat d'Etat "chargé des immigrés" (sous F. Autain, 1983), dans le but de contrecarrer les idées divulguées par le FN⁸. Préparée en vue de la campagne des élections municipales de 1983, sa diffusion a été renvoyée après ces élections, suite à une intervention du cabinet du Premier ministre.

Lorsque, à la télévision publique (A2), le 16 octobre 1985, J.-M. Le Pen développe ses thèses anti-immigrés et sur le "coût des immigrés", avançant, sans un quelconque fondement, le chiffre de 108 milliards comme montant de ce coût⁹, les intellectuels et militants de gauche s'en sont fortement émus. SOS-Racisme convoque une conférence de presse à l'hôtel Lutétia (Paris) le 30 octobre suivant¹⁰. B.-H. Lévy commence pour dire qu'il a "honte d'être français", que le fascisme "est passé", et qu'il "a peur", puisque s'annoncent des nouvelles nuits de cristal. Julien Dray annonce des actions, la première de demander à l'A2 un temps équivalent à celui de l'émission, pendant lequel, des intellectuels et des artistes contesteraient les arguments et les chiffres de J.-M. Le Pen.

Je suis contacté pour fournir des chiffres concernant la Sécurité sociale et d'autres éventuels documents pour cette émission. Je reste en attente. Quelques semaines après, je suis "décommandé". A la question du pourquoi, la réponse fut qu'agiter cette question ce serait faire le jeu de Le Pen.

Au printemps 1989, le FN publie un rapport intitulé *Le coût de l'immigration*¹¹, qui estime à 49,6 milliards le solde (négatif) concernant la protection sociale, et à 301 milliards le coût total de l'immigration, compensé par 90 milliards d'impôts et contributions.

A la lecture, ce rapport se révèle être un laborieux travail de choix de données statistiques de toutes sortes, avec des critères de lecture souvent non pertinents (déplacés par rapport au sujet) et des modes de calcul peu clairs. Le jeu consistant à utiliser des statistiques "d'étrangers" pour parler "d'immigrés" est poussé jusqu'à devenir quasiment grotesque. Le tout s'avère être d'une criante faiblesse scientifique.

L'on pouvait s'attendre que le Haut Conseil de l'intégration, créé alors, se sente investi de la tâche de démentir ce rapport. Quelques contacts pris au sein de cet organisme me

Ils agissent

• Le Gisti

Le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (Gisti) défend les droits de la population étrangère en France. Un contre-pouvoir indispensable vis-à-vis d'une législation et de pratiques administratives toujours plus restrictives. Le Gisti a publié un *Guide de l'entrée et du séjour des étrangers en France* (éd. La Découverte, mars 1995). Il édite également la revue trimestrielle *Plein droit*. Gisti, 30 rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris, tél. 1/42 47 07 09. Permanence juridique au 1/42 47 07 60.

• La Cimade

Service œcuménique d'entraide. Parmi ses activités humanitaires, la Cimade mène une action de soutien aux étrangers et aux réfugiés politiques. Cimade, 176 rue de Grenelle, 75007 Paris, tél. 1/44 18 60 50.

convainquent que rien ne sera fait. En outre, comme si un mot d'ordre s'était répandue, les organes de presse ont fait le silence sur l'existence et sur la validité scientifique de ce rapport, permettant ainsi à Le Pen, depuis lors, de sortir, de temps en temps, le chiffre de 211 milliards que coûteraient les immigrés, et d'ajouter que « *le rapport Milloz le prouve, et ce rapport n'a été contesté par personne* ».

Conclusion

Perdue longtemps dans les eaux de l'antifascisme historique, la réaction de la gauche à la montée des idées du Front national ne s'est pas démontrée seulement inadaptée.

Reste à savoir si ce fut par incapacité ou sciemment ? Il ne faut pas s'étonner dès lors que les idées préconçues anti-immigrés continuent à circuler.

1) *Mutatis mutandis*, l'on retrouve également ce rôle social de "désangoisement" de masse, dans le discours communiste (celui de la "belle époque", du moins). La valorisation du rôle et du destin de la classe dans "les lendemains qui chantent" était, en plus, un formidable fournisseur de dignité collective et individuelle. Le tout, avec un parfum de "réalisable" (grâce à Lénine, en Union soviétique). Cela a-t-

il servi, en définitive, le régime que les communistes disaient combattre ? Des générations de classes défavorisées, d'intellectuels en rupture avec l'*establishment*, ont eu la conviction d'avoir été utiles socialement, et cela les a valorisés à leurs propres yeux. Ils ont vécu plus heureux qu'ils n'auraient vécu s'ils n'avaient adhéré à ce corpus d'idées.

- 2) Dans un ouvrage collectif récent, Pierre-André Taguieff désigne cette stratégie de « *harcèlement contre-argumentatif* » (*Combattre le Front national*, dirigé par David Martin-Castelnau), éd. Vinci, 1995).
- 3) Un indicateur de cet intérêt porté par des chercheurs à ces thèmes, dans cette décennie, fut la création, en 1978, du GRECO dans le cadre du CNRS, regroupant des chercheurs titulaires de cette institution, des enseignants universitaires et des chercheurs hors-statut des universités ou d'autres institutions de recherche, publiques mais aussi privées.
- 4) Citons, par exemple, R. Schor, *L'opinion française et les étrangers 1919-1939*, Publications de la Sorbonne, 1985, 729 p. + annexes.
- 5) Y sont inclus des gens qui n'ont jamais immigré, puisqu'ils ne sont pas arrivés du dehors du territoire national, ou parce qu'ils y sont venus indépendamment de leur volonté, ce qui est le cas des enfants mineurs de ces "immigrés" (jadis immigrés).

Comme indicateur de la confusion qui règne à propos du mot "immigrés", citons un sondage Sofres de 1991, qui comportait la question "selon les statistiques officielles, il y a aujourd'hui le même nombre d'immigrés qu'il y a dix ans. Est-ce vrai ?". Oui, tout à fait, 4 %. Les résultats ont été les suivants : oui, plutôt, 13 % ; non, plutôt pas, 26 % ; non, pas du tout, 49 % ; sans opinion, 8 % (*Figaro Magazine*, 21/09/91). Les incrédules sont donc de l'ordre de 3 sur 4. Ceci s'explique en partie par le fait que, pour une grande majorité de la population française, à un individu de nationalité française correspond un certain type physique (phénotype d'european), et les "non-conformes" que l'on croise dans la rue, sont des "immigrés", des "non-français". Or, la relation d'égalité dont il est question dans la question de la Sofres, ne concerne pas les "immigrés", mais les étrangers. Au sens rigoureux du terme (immigrés, des personnes nées hors d'un territoire de référence), il y avait en France 4,2 millions d'immigrés en France contre 3,6 d'étrangers. Mais, au sens vulgaire "d'immigrés" (personnes d'origine étrangère vivant en France), ils sont encore plus nombreux, puisque sont incluses des personnes nées en France. Aucune précision de chiffres n'est possible dans cette acceptation populaire du terme, d'autant plus que certains étrangers et certaines personnes d'origine étrangère échappent au qualificatif "d'immigrés".

- 6) Outre la recherche IREP-CORDES (note 7), citons : la thèse de médecine de Renée Serange-Fonterne (sur la Caisse primaire de Lyon, données 1975), présentée dans la revue *Consommation*, n° 2/1980 et *Prévenir*, n° 3/1983 ; "Immigration et développement économique et social" (rapport Le Pors), La Documentation française, 1977 ; Mémoire de fin d'études d'élèves du CNESS (formation cadres de la SS), 1979, portant sur 300 assurés étrangers et 300 assurés français de la région parisienne ; "Travailleurs immigrés et les prestations familiales", de C.-V. Marie (SES, ministère du travail), 1980 ; thèse de médecine du docteur Pierre Maria, 1984, sur les séjours hospitaliers publics dans le lyonnais ; "Les immigrés et la Protection sociale", mémoire de fin d'études d'élèves ENA, dirigés par Ch. Nguyen, 1984 ; "La protection sociale des étrangers et leurs familles", chap. 3 du "rapport Hessel" ("Immigrations: le devoir d'insertion — analyses et annexes", La Documentation française, 1988).

- 7) *Les travailleurs immigrés et la Sécurité sociale* (avec R.-E. Verhaeren), PUG, 1977.

Présentation des résultats d'une recherche IREP-CORDES, comportant l'exploitation des fichiers de la Caisse primaire de l'Isère (CPAM 38G), de la CAF de Grenoble et de la Caisse régionale (CRAM) de Lyon. Ces données sont partiellement reprises dans l'ouvrage de

divulgation *L'immigration* (A. Cordeiro, coll. Repères n° 8, La Découverte, 123 p., 1983, 1984, 1987). L'article "La Sécurité sociale et les travailleurs immigrés" (A. Cordeiro), in *Temps Modernes*, avril-mai-juin 1984, reprend l'ensemble des données à cette date-là. L'article "L'impact de l'immigration sur les systèmes de protection sociale dans les pays développés" (A. Cordeiro), in *Migrations-Santé*, n° 75 et 76, 1993, porte sur une réflexion et une vision historique de ce thème.

- 8) *Vivre ensemble : les immigrés parmi nous*, 15 p. La manière dont sont présentés certains thèmes est contestable, mais, globalement, elle redressait quelques idées reçues. Le titre du thème de la Sécurité sociale était : « *L'immigration participe à l'équilibre de la Sécurité sociale.* »
- 9) Ce chiffre fut annoncé comme provenant d'un "rapport de l'Assemblée nationale". En fait, il s'agissait d'une simple intervention du député G. Tranchant. En outre, des déclarations de ce député se déduit un "coût social des immigrés" de 58 milliards et non pas de 108 (*Le Monde*, 17/10/85).
- 10) Ont assisté : J. Dray, B.-H. Lévy, Y. Simon, Cavanna, Régine Desforges, A.-M. Pisier, J.-J. Dupeyroux (spécialiste de la Sécurité sociale), J.-M. Roberts, Kaïssa Titous, Mounsi, Meryl Mairesse, Eric Ghebali.
- 11) *Le coût de l'immigration*, Délégation aux études du Front national, 1989, 59 p. Cette étude du Centre d'études et argumentaires du Front national est appelée couramment "rapport Milloz", du nom du principal rédacteur. La querelle du "nombre d'immigrés" y prend une place importante. Les auteurs feignent d'ignorer que des enfants français (enfants de parents algériens nés en France, français de naissance) sont déclarés comme étrangers dans les recensements (de 1968 à 1982, du moins). Une résorption de cette surévaluation du nombre d'Algériens (mononationaux) s'opère lors du recensement de 1990. Cette diminution sert aux auteurs pour suggérer : « *On vous ment.* » Le taux d'erreur sur les étrangers, reconnu par l'Insee, est considéré comme faux. Ensuite, faisant usage d'autres statistiques, les auteurs "expliquent" qu'il y a beaucoup plus d'étrangers que ce que l'on dit. C'est le cas des statistiques scolaires et de la CAF. A part des problèmes de calcul et d'interprétation, on cache soigneusement le fait que ces statistiques ne recueillent pas la nationalité des enfants, mais celle du "parent de référence".



Société plurielle, école hétérogène

La mise en œuvre d'une pédagogie de la différence suppose d'admettre préalablement un déplacement du centre de gravité des pratiques pédagogiques. Il s'agit de privilégier :

- non l'application et la docilité, mais l'implication et la créativité ;
- non les explications unilinéaires, unicausales et catégorisantes, mais les démarches de construction dynamique et interactive ;
- non les arguments d'autorité ou les doctrines dûment sélectionnées, mais la proposition de moyens qui permettent aux élèves de s'informer, de se faire une opinion ;
- non la transmission de savoir de type banquaire, mais l'organisation de procédures facilitant la coopération ;
- non les situations censées représenter la moyenne, qui ne sont qu'une vision édulcorée de nos propres représentations, mais des situations-problèmes traduisant la diversité ;
- non les automatismes et les habitudes, mais le travail sur les ruptures, les dissonances et les conflits ;
- non l'ordre établi, mais l'objectivation du changement ;
- non l'uniformité et la pensée disciplinée, mais la reconnaissance et le respect de la diversité d'être, de penser et d'agir ;
- non les réponses conformistes et standardisées, mais le questionnement libre et ouvert ;
- non la recherche, coûte que coûte, d'entités harmonieuses, qui ne sont souvent que des chimères, mais l'échange de points de vue différents, sinon opposés ;
- non la référence égo- ou socio-centrée à des rôles, normes et valeurs, mais l'apprentissage de la décentration ;

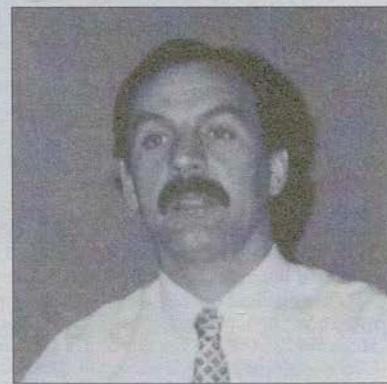
— non seulement la matière et le rationnel, mais aussi la manière et le relationnel ;

— non les certitudes et le prêt-à-penser mais l'acceptation du probable comme modalité de la connaissance.

Il est bien loin le temps où l'on ne doutait pas de la vérité et de l'utilité de ce qui était écrit dans les livres. C'était en 1915... En 1995, définir une pédagogie de la différence, c'est la situer dans un jeu permanent entre prévisibilité et incertitude, dans un espace contradictoire que Gaston Bachelard a si bien caractérisé. On n'apprend que par confrontation et par interrogation de l'autre : cela renvoie au principe d'altérité et d'argumentation conflictuelle. Les contradictions, les variétés s'avèrent toujours plus riches d'enseignements que les présentations monolithiques, qui ne sont que des visions monoculaires, partielles et partiales.

L'apprentissage est le temps de l'errance. C'est au cœur de ce voyage, fertile en découvertes, tissé de discordances, semé d'embûches que, paradoxalement, l'enfant accède à la conscience de l'unité. C'est dans l'errance qu'il construit sa cohérence. C'est dans l'errance qu'il trouve les moyens de rester compatible aux autres malgré son originalité.

Charles Gardou,
Professeur en Sciences de l'éducation à Lyon-II



Moraliser l'école

FRANÇOISE LORCERIE*

* Chargée de recherches au CNRS, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM), Aix-en-Provence. Auteur de nombreux articles sur les politiques scolaires et les politiques d'intégration des immigrés. Voir récemment, "Le débat sur l'intégration en France", in *Cartes d'identité. Comment dit-on "nous" en politique ?*, D.-C. Martin (dir.), Paris, PFNSP, 1994 ; et "Scolarisation des enfants d'immigrés. Etats des lieux et état des questions", in *Confluences Méditerranée*, n° 14, printemps 1995. Elle est aussi rédactrice en chef de l'Annuaire de l'Afrique du Nord (CNRS-Editions), ouvrage qui recense et analyse annuellement l'actualité des cinq pays du Maghreb et des Maghrébins en Europe.

On demande de plus en plus aux enseignants d'agir en éducateurs. Mais sont-ils formés à cette tâche ? Les ambiguïtés du discours républicain contribue souvent à alimenter le discours du FN, en engendrant des élèves "exclus de l'intérieur".



Il n'est pas facile de situer le rôle de l'école par rapport au Front national. Le bon sens voudrait qu'il y ait un antagonisme quasi naturel entre l'organisation extrémiste et le service public qu'est l'éducation nationale, voué à l'humanisme universaliste, tenu d'accueillir tous les enfants d'âge scolaire qui frappent à sa porte, fussent-ils en situation irrégulière pour le séjour — comme l'ont rappelé à plusieurs reprises au cours de cette décennie les ministres de l'éducation nationale —, pour faire pièce à des maires qui n'étaient d'ailleurs pas des maires FN. De fait, les enseignants sont parmi les groupes sociaux les moins tentés par le vote FN ; il n'est pas rare que leurs représentants refusent de siéger avec les élus FN dans les conseils d'administration des établissements.

Le discours républicain sur l'école : un fonds commun

Pourtant, l'Education nationale et le Front national ont au moins en commun la référence formelle à la *nation*, et celle-ci n'est pas un vain mot.

Certes la nation n'est guère présente dans les programmes scolaires actuels. Mais l'idéologie républicaine de l'école en fait grand cas. Inculquer le sens de la nation à travers ses grands textes, sa langue, son histoire (ses grands hommes, et... ses femmes allégoriques), enseigner les devoirs du citoyen et situer dans ces savoirs le fondement du vivre-ensemble et la clé du destin commun : ce sont des thèmes que l'on peut entendre dans la bouche d'un Jean-Pierre Chevènement aussi bien que dans celle de Jean-Marie Le Pen, ou celle d'un Philippe Seguin ou d'un Charles Pasqua, et même dans la bouche de plus d'un sociologue. Faut-il s'étonner de ces convergences ? Elles ne sont pas les seules. La visée d'assimilation, érigée en finalité de l'éducation et base de l'ordre social, est également commune aux deux systèmes idéologiques, et ils partagent une même abhorrence pour ce qu'ils nomment le communautarisme.

On a parfois parlé d'emprunt du référentiel du FN par les partis classiques, depuis les années 1983-84-85 qui virent la première percée du FN aux élections municipales, ou de contamination. Peut-être est-ce faute d'avoir perçu qu'ils exploitent tous un fonds commun. La France ne vote autant Front national que parce qu'elle est tellement "républicaine" : c'est ce que soutient Emmanuel Todd dans son livre *Le Destin des immigrés* (Seuil, 1994). Il part du constat que, de toutes les démocraties occidentales, c'est en France que l'extrême-droite est la plus forte. Pourquoi, demande-t-il ? C'est que la France est fondamentalement individualiste (anthropologiquement, dit Todd, qui affirme l'existence d'un "système familial" français, régi par la règle d'égalité des filles et des garçons devant l'héritage, et par la règle d'exogamie bilatérale). Rien ne heurte plus les convictions profondes des Français que le differentialisme. Avec le temps les Juifs se sont harmonieusement intégrés, les crises anti-juives n'ont été que superficielles en France, poursuit Todd ; les Maghrébins suivront le même chemin. Actuellement ils ont tendance à faire groupe, et c'est ce qui suscite l'intolérance, mais la famille maghrébine est en voie de "désintégration" (*sic*), surtout ne changeons rien à notre système politico-institutionnel. Restons ce que nous sommes, c'est-à-dire bien français : "universalistes" et différents des autres, notamment Allemands et Anglais. Les arguments sont caricaturaux, le livre est un succès.

Il est douteux que l'extrémisme nationaliste, en tant que mouvement d'opinion, soit un sous-produit de l'universalisme, comme le pose Todd. Ne serait-ce que parce que cela reviendrait à accorder à l'universalisme un impact social ou psycho-social qu'il n'a probablement pas en réalité. Mais il y a bien une parenté entre les deux systèmes symboliques. Ainsi, dans les deux cas, la pensée de l'appartenance nationale est une pensée dichotomique. On est Français ou pas, sujet de la plénitude des droits ou pas. Il est vrai qu'avec le temps, les résidents non-nationaux ont acquis des droits sociaux étendus. Mais la pensée républicaine de la nation, de même que la vision du FN, demeurent indissolublement une



pensée de l'intégration *et* une pensée de l'exclusion. Ce qui ne veut pas dire que cette position soit raciste — inutile de le préciser pour l'idéologie scolaire. Mais le refus solennel du racisme se trouve aussi dans la doctrine du Front, qui multiplie les signes visant à montrer que la préférence nationale se doublerait, pour lui, d'une indifférence raciale — même si sa clientèle électorale voit les choses autrement¹.

Concrètement, cela signifie par exemple qu'après les lois Pasqua et Méhaignerie de 1993, sur la "maîtrise de l'immigration" et la nationalité, les agents scolaires n'ont pas trouvé dans l'idéologie scolaire reçue (et partagée) comme "républicaine" de quoi contrer les effets du *double bind* (la double contrainte) que ces lois ont introduit en milieu scolaire : « *Vous êtes tous ici mes élèves, mais vous n'êtes pas tous ici chez vous.* » Version scolaire, neuve en tant que telle, du *double bind* adressé depuis une vingtaine d'années aux immigrés dans les autres espaces sociaux, et pas seulement par le FN : « *Vous êtes ici ; mais vous n'êtes pas d'ici, vous seriez mieux ailleurs.* » Pour prévenir l'effet aggravé du paradoxe dans le milieu scolaire, qui est un milieu clos, où les projections affectives jouent beaucoup entre élèves et vis-à-vis des enseignants, il aurait fallu nécessairement adopter une posture et un discours autres que "républicains", donc s'engager dans un travail particulier de justification. A moins d'esquiver le problème.

Conformisme social de l'école, et gestion sociale larvée

Le ministère a choisi d'esquiver le problème, et les établissements en ont fait autant, sauf exception. L'information, prévue par la loi du 23 juillet 1993, sur la nouvelle procédure de manifestation de la volonté, à partir de 16 ans pour les enfants d'immigrés nés en France, a été organisée fort tard, pas avant la deuxième rentrée scolaire après la promulgation du nouveau code (soit à l'automne 1994), alors que les jeunes gens concernés avaient pris d'eux-mêmes depuis plusieurs mois le chemin des tribunaux d'instance, comme le montrent les statistiques. Et cette information en milieu scolaire a été traitée de la façon la plus technique

possible : la circulaire qui l'organise, en date du 14 septembre 1994, énonce en quelques formules le credo républicain : « *La France présente un modèle singulier en Europe, elle priviliege la citoyenneté individuelle et l'obligation faite à chacun de respecter les lois et les valeurs de la République. [...] La nation française est une construction politique qui permet de transcender des appartenances et des cultures différentes.* » Puis elle demande que les enseignants « *pussent donner des éléments de connaissance et de réflexion pour dégager le sens de l'appartenance nationale* », sans autre précision de méthode et sans autre aide que des tableaux synoptiques de divers codes de la nationalité en usage dans d'autres démocraties (lesquels postulent tous, bien évidemment, que la citoyenneté est individuelle)². Même l'exposition *Questions de justice*, conçue hors Education nationale pour soutenir une pédagogie des droits et des devoirs, et installée sur demande des établissements, a préféré s'en tenir à la présentation de la règle de droit en matière civile et pénale. Elle le fait d'une façon judicieuse, là n'est pas la question. Mais la question cruciale de ce qui définit spécifiquement la citoyenneté dans une nation démocratique, c'est-à-dire sa double dimension politique (chacun participe, par le débat et le vote, à la formation de la volonté populaire) et relationnelle (chacun est membre de la communauté nationale, tout en ayant d'autres appartenances en-dessous de la nation et aussi au-delà) est escamotée.

Ce constat de la timidité civique de l'école n'a rien d'une surprise. Pourquoi l'école serait-elle plus ferme et plus forte sur ce point que son ministre, que le gouvernement, et que la société ! La macro-sociologie nous a appris à voir que l'école reproduit la société, tout simplement parce qu'elle est faite de la même pâte, c'est-à-dire d'agents qui sont des membres de la société, qui en ont intériorisé les façons de faire et de voir, structurées par les rapports sociaux. Peut-être cette représentation accorde-t-elle trop aux déterminismes globaux. Après tout, l'école est aussi le seul point où une société peut agir sur elle-même. Et la sociologie contemporaine, plus soucieuse que l'ancienne de capter l'incertitude du devenir social, incite aussi à examiner l'activité sociale des sujets, au sein des grandes institutions et à leurs marges.

Quoi qu'il en soit, à lire les bulletins professionnels des enseignants, on voit que les agents scolaires en ont assez, en général, d'être traités comme les médecins du corps social ou les kamikazes de l'innovation sociale alors qu'ils s'estiment démunis pour cela et formés à autre chose. La citoyenneté ? et la lutte contre l'exclusion ? l'éducation à la santé ? la prévention des toxicomanies ? l'ouverture sur l'Europe ? l'éducation au développement ? Et puis le partenariat avec les parents ? L'élève au centre du système ? Pourquoi pas, mais supprimez le programme et dites clairement ce dont il s'agit. Comme le fétichisme du programme, désormais auréolé de didactique, se porte mieux que jamais (au sein de l'institution *et autour d'elle*), les demandes de changement sont traitées comme des demandes opportunistes, appelées à varier d'une année sur l'autre et auto-légitimantes pour le politique.

La contradiction entre la multiplication de ces demandes et l'exigence fonctionnelle de stabilité de l'ordre scolaire est aujourd'hui gérée en gros de deux façons complémentaires dans les établissements scolaires — en l'absence d'une vraie politique de transformation de l'ordre scolaire (et de la société...).

D'abord par la revitalisation de l'idéologie de la fermeture. On avait vu, à partir des années 1970, l'émergence d'une pensée officielle de l'ouverture de l'école (avec l'invention de formules nouvelles : l'éveil, les PACTE, puis les PAE, les ZEP ensuite, lancées en 1981, et relancées en 1990, et finalement la loi d'orientation du 10 juillet 1989). On a maintenant de plus en plus nettement un retour au discours "républicain" de la fermeture de l'espace scolaire, c'est-à-dire une pensée du repli de l'institution sur elle-même, érigé en valeur. De nouveau l'image de l'école bonne, contre la société malade. Protéger l'école et ses agents contre les pressions et intérêts de toutes sortes qui s'affrontent dans la société, écrivaient en 1980 les inspecteurs généraux de l'Education nationale, analysant ce qu'ils nommaient le combat moral de l'école. Poussez jusqu'à l'automne 1989, et vous trouvez la première "affaire de foulards" islamiques. L'affaire a mis en avant la thématique de la laïcité, mais elle aurait été impensable sans référence à l'idéologie implicite de la fermeture. Une précision : Ernest Chenière, le principal

du collège Gabriel-Havez de Creil, qui déclenche l'affaire, va devenir député RPR aux élections de 1993. Aux élections cantonales de 1994, il recueillera la soutien du FN.

La seconde façon de parer aux demandes de changement, c'est d'épouser les tendances profondes du corps social. A l'abri de l'idéologie de la fermeture, l'école gère son public — les élèves — conformément aux pressions sociales. Notre société est-elle inégalitaire ? Se prête-t-elle à la circulation des stigmates ethniques ? L'école aussi. Non pas délibérément, mais pragmatiquement. L'école reproduit pour l'essentiel les formes de la domination sociale, et cela se joue dans l'ordinaire des transactions scolaires : où, sinon ? Lorsqu'ils distribuent les élèves entre les divisions, les chefs d'établissement mettent en œuvre des règles implicites de regroupement et de dégrouement des catégories d'élèves (les catégories pertinentes sont notamment les catégories de sexe, de compétence scolaire, d'origine ethnique), à des fins d'ordre scolaire : et ces règles sont régies par une connaissance intime des clivages sociaux capables de perturber l'enseignement à un titre ou à un autre. Lorsqu'ils évaluent et orientent les élèves dans les différentes filières, les enseignants eux-aussi mettent en œuvre, plus ou moins à leur insu, mais de façon manifeste, la catégorisation sociale, au travers d'opérations proprement scolaires qui transforment les différences sociales en inégalités de réussite. Et ceci est très bien ressenti à l'extérieur. Si beaucoup de parents d'élèves subissent cette inégalité dans l'impuissance, les usagers informés déploient individuellement de multiples stratégies pour mettre les chances de réussite de leur côté. Le discours égalitariste auquel adhèrent de bonne foi les enseignants est fortement décalé par rapport à ce vécu des urgences.

Dans une société, où la norme unique du bac, est si forte qu'elle a reçu une traduction législative dans le principe des 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac, où la quasi-totalité d'une classe d'âge est scolarisée à 18 ans, où le diplôme scolaire est de notoriété publique la clé de la position sociale future, le processus de décantation fractionnée et d'orientation par l'échec, à quoi ressemble le déroulement des scolarités en milieu populaire notamment, est la source d'énormes frustrations. Pierre Bourdieu et Patrick

Champagne ont inventé l'expression "exclus de l'intérieur" pour désigner ces élèves "orientés", qui s'accrochent aujourd'hui à leur statut scolaire, mais pleins de rancœur, dénigrant à l'avance l'avenir qui se prépare pour eux. Que voteront-ils, une fois dans l'isoloir ? Toujours est-il que le FN est aujourd'hui le premier parti ouvrier de France.

L'école peut-elle combattre le Front national ?

Difficilement, on l'aura compris. Pour l'heure, les ambiguïtés du discours républicain sur l'école et l'affaiblissement de la mobilité sociale par l'école contribuent, selon toute probabilité, à alimenter le FN en ressources symboliques, d'une part, et en troupes, d'autre part. Certes, le Front n'y trouve pas son explication dernière. Les nationalismes naissent toujours d'une inquiétude profonde, d'une crise de conscience politique, du sentiment d'une déchéance collective³. Mais, inversement, prenant le problème par le biais de l'école, on trouve qu'il ne sert à rien de se fixer sur le FN comme s'il était l'adversaire à abattre. Ce "Front" qui se veut "national" est-il autre chose que le révélateur de la confusion de nos emblèmes et de l'incapacité de nos institutions, notamment l'école, à nous projeter solidairement vers l'avenir ?

Posons donc la question autrement. Comment l'école pourrait-elle être mieux qu'aujourd'hui un vecteur de l'intégration nationale ? Que serait une école citoyenne, à l'aube d'un XXI^e siècle indéchiffrable ? En tous cas, plus celle où un inspecteur pédagogique peut répondre au professeur en désarroi : « *Ne vous occupez pas de ces élèves-là, faites votre métier* » ; celle où le jeune certifié frais émoulu de l'IUFM, confronté à la violence scolaire, déclare comme une évidence : « *J'ai été formé pour être enseignant, pas éducateur.* » Plus celle où les parents et autres "partenaires" jouent les figurants dans les conseils des écoles et établissements ; plus celle où les délégués des élèves sont humiliés. Pas non plus celle, encore, où la palme des examens revient aux enfants d'enseignants ; ni celle qui place le sens de l'appartenance nationale dans l'exposé du code ; celle qui met au

cagibi l'apprentissage des langues d'origine des élèves ; celle pour qui signifier sa religion équivaut à une rébellion ; ni celle qui laisse les élèves se harceler dans les couloirs et autour de l'école pourvu que les adultes n'en sachent rien...⁴

Ce serait une école qui poserait clairement que la personne humaine est la valeur suprême, non le savoir (qui n'en est que l'instrument), et qui s'emploierait à bannir la stigmatisation de tous ses fonctionnements ; une école qui assumera qu'un service public est au service de ses publics, à l'écoute de ses usagers, et qui ne jugerait pas elle-même de sa réussite. En bref, une école moralisée dans ses formes pédagogiques et dans son discours, démocratisée dans sa régulation. La technologie organisationnelle et pédagogique nécessaire à ce projet n'a rien d'extraordinaire : elle est mise en œuvre en France dans quelques îlots scolaires, publics ou privés, et elle est même enseignée, ponctuellement, dans les IUFM.

1) C'est un des premiers partis à avoir mis des "Arabes" sur ses listes, au nom des "liens du sang". A l'égard de l'antisémitisme, les choses sont plus ambiguës, car la guerre contre le cosmopolitisme couvre beaucoup d'implicites.

2) La circulaire sur le "Port de signes ostentatoires dans les établissements scolaires", prise au même moment (20 septembre 1994), précise en des termes purement négatifs ce qu'il faut entendre par "transcender les appartenances" : « *Cette idée française de la nation et de la République [...] exclut l'éclatement de la nation en communautés séparées, indifférentes les unes aux autres, ne considérant que leurs propres règles et leurs propres lois, engagées dans une simple coexistence.* »

3) Il y aurait beaucoup à dire sur la conscience française de l'abaissement collectif, et sur la façon dont elle a pu nourrir les idéologies d'extrême-droite.

4) L'école, qui s'obnubile aujourd'hui sur la violence que subissent les professeurs, est longtemps restée aveugle à l'insécurité que vivent les élèves dans l'école ou à la porte de l'école — un discours obsédant chez les élèves, qui la vivent comme une loi de la jungle où ils sont délaissés par les adultes.



Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine) est une publication qui, depuis vingt-cinq ans fournit une information de fond sur l'Amérique latine.

Unique en son genre, DIAL est fait de textes en provenance d'Amérique latine et rédigés par les latino-américains.

DIAL présente à ses abonnés tous les quinze jours 4 ou 5 dossiers de 2 à 3 pages chacun sur des réalités majeures de l'Amérique latine :

*les pauvretés et les exclusions,
les droits de l'homme,
les formes nouvelles de la vie démocratique,
les mouvements et expériences alternatifs,
l'affirmation des cultures indiennes,
la position des Eglises...*

Une documentation traduite en français sur l'actualité sociale, politique, culturelle et religieuse de l'Amérique latine, que vous pourrez classer et consulter grâce à des index géographique et thématique.

Un numéro spécimen peut être obtenu sur demande.

Tarif de l'abonnement France : 395 F ; Europe : 440 F ; USA-Canada : 490 F ; Amérique latine Avion : 500 F

.....

DIAL, 38, rue du Doyenné, 69005 Lyon
Tél. 78 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

**SPECIAL ROCKING
PAS CHER :**



LISEZ... LE Rire!

NUMÉRO: 10 F TOUS LES
ABONNEMENT: 60 F/an 2 MOIS
Réseau
d'Information ANTI-MILITARISTE ...
C.C.P n° 521905 X-10
33 rue Coutellerie 13 002 Marseille -

Qu'est-ce qui a changé à Toulon ?

ELISABETH HATZAKORTZIAN*

*Enseignante à Toulon.



On craignait des mesures municipales catastrophiques. Il n'en est rien, ou presque. L'électrochoc subit par les Toulonnais après l'élection d'un maire FN les maintient dans la vigilance.

La vie associative se poursuit

A Toulon, nombre d'associations et de réseaux d'aide, comme par exemple l'Union diaconale du Var (UDV), essayent de soulager la pauvreté. Une population sans cesse renouvelée d'un millier de personnes environ se trouve dans le dénuement le plus total dans le Var. Ainsi, différentes passerelles d'insertion par le logement, la santé ou bien l'emploi aident les plus démunis à « *ne pas rester en rade à Toulon* ». Une attention soutenue est également accordée à la scolarité des enfants ainsi qu'à l'alphabétisation des populations immigrées.

Selon un responsable de l'UDV, chargé d'animer un réseau associatif important, il est difficile d'évaluer le regard que porte la municipalité sur ces associations par manque de véritables contacts.

Il faut cependant avouer que Toulon n'a pas changé de visage au lendemain même de la modification de la scène politique. Ainsi, avec la précédente équipe municipale, il y eut des périodes très orageuses qui reflétaient un rejet de cette population de déshérités. Et si on assiste aujourd'hui à des suppressions de subventions, c'est aussi parce que

l'ancienne municipalité, gérée par un maire UDF, a laissé un important gouffre financier à son actif.

D'autres associations, elles, s'offrent le luxe de refuser des subventions reconduites par la nouvelle municipalité. Serait-ce une tentative pour ne pas se compromettre avec le Front national ? Les résistants du Centre culturel Chateauvallon, par exemple, ont refusé près de six millions de francs de subventions. Ne risquent-ils pas, par cette action inattendue, de contribuer à créer à Toulon un ghetto culturel ?

Le Chevallier : profil bas

Quand il est élu maire de Toulon le 18 juin 1995 avec 37,02 % des suffrages, devant la liste du maire sortant UDF François Trucy (34,81 %) et celle du socialiste Christian Goux (28,16 %), Jean-Marie Le Chevallier adopte le profil bas. Ce n'est pas le Front national qui gérera cette ville de 170 000 habitants, affirme-t-il. Huit mois après, au premier abord, rien ne laisse penser le contraire. Le programme du maire se limite à remettre de l'ordre dans les finances locales, à embaucher 70 policiers municipaux... et à préparer la célébration du baptême de Clovis que Jean-Marie Le Chevallier récupère d'une phrase pour le moins surprenante : « *Quinze siècles de référence nationale...* »

Lors des séances du conseil municipal, qui commencent à 9 h du matin pour s'achever à 20 h, un Le Chevallier patelin distribue civilement la parole à tout le monde. On ne croise pas de fascistes en chemise brune sur le marché du cours La Fayette. Dans le hall de la mairie, on chercherait en vain la trace d'un tract d'extrême-droite. On peut même y trouver un document du ministère des affaires sociales indiquant la marche à suivre pour se faire naturaliser français...

A cinquante-neuf ans, cet ancien giscardien, devenu directeur de cabinet de Jean-Marie Le Pen, semble surtout aspirer à la respectabilité.

Extrait de *La Vie* du 7 mars 1996

L'Union diaconale du Var, quant à elle, a demandé que soient reconduits ses projets dans le cas du contrat de ville. Dès lors, la nouvelle municipalité a mis à sa disposition deux chauffeurs et un bus pour une opération « Bus de nuit ». Ce projet a été négocié et accepté au moment même où a été décrétée l'interdiction de la mendicité. On peut s'interroger sur la cohérence de ces deux décisions !

Pourtant, il serait très réducteur d'envisager la situation de Toulon uniquement du point de vue des subventions accordées aux associations. Il s'agit également de s'intéresser aux réactions très diverses des Toulonnais face à cette élection-surprise, vécue par certains comme un « électrochoc ».

Mais pourquoi avoir élu un maire du Front national ?

« *Il faut dire qu'à Toulon le Front national a surfé sur une vague de corruption locale.* » Il représente « *un champignon vénéneux qui a rencontré un terrain favorable* » soulignent certains.

Tout d'abord, une droite distinguée s'imaginait que l'extrême-droite représentait le retour aux valeurs traditionnelles. Mais on réalise, lorsqu'on lit les derniers numéros du *Toulonnais* (l'actuel bulletin municipal) que le Front national règle grossièrement ses comptes par communiqués interposés. Lui qui fait référence à l'identité française manque souvent, dans ses propos, à la première des valeurs de la France et de la démocratie, à savoir la courtoisie.

Mais, on rencontre aussi parmi les gens de la rue, qui vivent dans une extrême pauvreté, des partisans du Front national. De fait, ces indigents ont demandé exceptionnellement le droit de vote afin de placer le Front national à la mairie. Pourquoi un tel choix ? Révoltés, disent-ils, par un certain nombre d'affaires plus ou moins douteuses qui ont entaché la crédibilité de l'ancienne municipalité, ils se sont sentis blessés, avec l'impression que les élus « *s'enrichissaient sur leur dos* ». Toutes les conditions étaient donc réunies pour que le Front national séduise par son discours contre la corruption.

D'autre part, sur le plan politique, l'élection du Front

national en a surpris plus d'un. En effet, en organisant une triangulaire entre Trucy, le maire sortant, Goux, le candidat de gauche, et Le Chevallier du Front national, personne n'imaginait l'issue de ces manœuvres.

On peut dire que la conjugaison des problèmes de corruption, de haine personnelle et de division interne au sein de l'ancienne municipalité a joué en faveur du Front national et provoque, à présent, une colère et une déception ressenties par la majeure partie des Toulonnais.

Comment ont réagi les Toulonnais à cette élection-surprise ?

Ce qui est terrible depuis l'élection de ce parti, c'est le marasme qui règne sur la ville. En effet, une chape de plomb assombrit le ciel de la vie associative et en particulier sa créativité. Il n'y a plus aucune innovation, les personnes se suspectant les unes les autres d'être complaisantes à l'égard du Front national.

De plus, Toulon est une ville plus organisée que Marignane et Orange en ce qui concerne les comités de résistance et d'observation, comme, par exemple, le "Rassemblement des citoyens toulonnais pour la démocratie". De ce fait, le Front national est sous haute surveillance, mais dans le même temps cette résistance empêche de créer des projets novateurs, « tout est comme tétanisé ». L'extrême-droite a ainsi des effets révélateur et stérilisateur sur la ville, car à la fois il réveille les consciences et paralyse le dynamisme associatif. Mais le regain de militantisme qu'il provoque parmi la population peut être considéré comme un aspect positif, certains s'étant peut-être sentis responsables de la venue du Front national à Toulon. Ainsi, on peut rencontrer au sein d'une même association deux types de bénévoles : d'une part, les bénévoles de résistance au Front national qui se veulent en lutte contre l'exclusion et d'autre part des bénévoles d'extrême-droite qui veulent prouver qu'ils font du social.

L'UDV, pour sa part, a pour volonté de continuer des actions concrètes au service des plus pauvres tout en restant vigilante du droit et du respect des personnes.

Pour preuve, cet événement d'importance qui a profondément choqué un diacre de Toulon qui s'exprime en ces termes : « *La Bible dit que "la pierre rejetée par les bâtisseurs est devenue la pierre d'angle". Pour moi, la pierre rejetée, c'est les pauvres, les exclus, elle a été rejetée par les différents projets de société. Au mois de décembre 1995, au moment de toutes ces grèves, il y a eu un sommet social et ce sommet social a refusé le monde associatif alors qu'il est reconnu comme un corps intermédiaire au même titre que les syndicats et les partis. Donc on n'a accepté aucun représentant de la fédération associative et aucun représentant des associations de chômeurs, d'exclus et de précaires. Cela veut dire qu'il y a eu un consensus entre les syndicats, les partis et le patronat pour exclure de la lutte même ceux qui sont exclus. Ils n'ont même plus le droit de lutter contre l'exclusion. Ce genre d'affaire attise la colère des gens qui se tournent inévitablement du côté des populistes. Faire un sommet social sans les premiers concernés, sans le monde associatif et sans les médiateurs est une insulte à tous les pauvres qui ne peuvent ensuite que montrer les dents puisqu'on les écrase, les étouffe, afin de survivre. Ainsi une société qui exclut les exclus est une parodie de démocratie ou plutôt une démocratie à la Grèce antique qui scinde la société en deux : les hommes libres d'un côté et les esclaves de l'autre. Je pense que le meilleur moyen de lutter contre l'idéologie de l'extrême-droite, qui est une idéologie d'exclusion et de division, c'est d'opérer des travaux de réconciliation et de toucher des consciences.* »

Quelle attitude adopter au quotidien face à ce phénomène d'extrême-droite ?

« *Moï, dit un responsable d'une association, ce qui m'a beaucoup aidé dans mon analyse des relations avec le Front national, c'est de garder une action non-violente. Grâce à elle, d'une part, on agit sur la force de la vérité sans entrer dans des fantasmes, et, d'autre part, on croit toujours que chez l'autre il y a une possibilité d'être touché, puis d'avancer sans être complaisant, tout en gardant un langage très clair.* »

Faut-il boycotter Toulon, Orange et Marignane ?

Patrick Bruel, le lendemain de l'élection d'un maire FN à Orange, annonce l'annulation de son passage programmé dans cette ville, appelant du même coup les artistes et les chefs d'entreprises à boycotter Orange, Toulon et Marignane.

Barbara Hendricks, qui a débuté sa carrière artistique à Orange à l'âge de 15 ans, a très vite pris le contre-pied : « *Il faut aller là-bas, écouter les gens, entendre leurs doléances, comprendre leur colère, leur amertume. [...] Aller là-bas est plus important que la fuite et le rejet.* » Fin 1995, Barbara Hendricks est revenue à Orange pour le baptême d'un nouveau collège décidé par la région. Il porte le nom de la chanteuse. Le maire, Bompard, est venu à la cérémonie. Barbara Hendricks a eu un langage clair. Les habitants d'Orange anti-FN ont apprécié.

Les mouvements non-violents préconisent souvent la stratégie du boycott. Celui mené pour lutter contre l'apartheid en Afrique du Sud n'a-t-il pas été déterminant ? Le cas des municipalités FN semble être d'un tout autre ordre. A Orange, lors des Chorégies 95, un cafetier avait une photo de Le Pen derrière son comptoir. Il a fini par la retirer car elle indisposait sa clientèle de passage. Ce qui signifie qu'il l'aurait gardée si aucun touriste ne s'en était offusqué.

Le pouvoir des maires est limité en France. Ce qui serait dramatique, c'est que des préfets FN soient nommés par un ministre de l'Intérieur. Sous la respectabilité que cherchent actuellement à acquérir les maires FN, se cache le vrai danger : que demain le FN progresse encore pour arriver alors à ses fins morbides.

François Vaillant

Une des techniques de l'action non violente est de privilégier l'humour. Cette attitude permet de ne pas entrer dans une culture de haine prônée par le Front national. Alors que s'engager dans les débats passionnels ne fait qu'activer et exacerber les ressentiments. Et ce responsable d'ajouter : « *Je crois qu'une des plus grandes forces contre tous les fanatismes et intolérances, c'est l'humour. Etre capable de rire, il n'y a rien de plus important surtout lorsqu'on est soi-même impliqué car cela désamorce le conflit recherché.* »

Citons, pour exemple, ce récent événement : l'Etat a refusé d'octroyer une aide médicale, destinée aux SDF, à des personnes qui sont depuis plus de huit jours sur un banc, en argumentant qu'ils y ont élu domicile et qu'ils ne sont donc plus sans domicile fixe. Il a été rétorqué que puisqu'ils sont sur ce banc, ils ne peuvent être sous le coup de l'interdiction de la mendicité ne faisant pas la quête sur la voie publique mais dans leur domicile !

Les maladresses du Front national

À Toulon, le Front national lui-même chapeaute un réseau associatif important. Il s'engage aussi dans l'action sociale, mais il commet des impairs : ses responsables pratiquent des fouilles et exigent des papiers en règle à des personnes en marge de la société !

En outre, dans son discours, l'extrême-droite toulonnaise prône la préférence nationale. Cependant, dans les faits, tout le monde, quelles que soient sa couleur ou son origine ethnique, est accueilli à la mairie à condition d'avoir ses papiers en règle ! Cet accueil demande un respect et une attention de l'autre qui va en opposition avec les idées du Front national.

La réputation de ce parti, qui prône le retour aux valeurs traditionnelles, est fragilisée lors d'événements tels que la disparition d'un de ses membres dans des circonstances mystérieuses¹. Et la proposition de nouvelles mœurs politiques a été bien vite ébranlée. L'extrême-droite toulonnaise, en effet, a fait siens des procédés déjà employés et qu'elle avait elle-même critiqués : mettre en place aux postes-clés des « relations » très proches de sa sensibilité.

Enfin, nouvelle maladresse, dans le domaine culturel, le Front national a imposé fin 1995, lors de la Fête du livre, son stand d'exposition afin de faire la publicité des ouvrages écrits par ses membres ainsi que de sa revue *Présence*. Cette animation ne s'est déroulée qu'à cette condition. En réaction, on a assisté à la distribution de tracts passés « sous le manteau » dénonçant « la prise d'otage » dont était victime cette manifestation littéraire et à une levée de boucliers d'écrivains, de libraires et de nombreux Toulonnais.



Pourtant, une ville ne se résume pas à sa couleur politique. C'est une communauté de personnes, d'opinions diverses qui a droit au respect. De ce fait, l'annulation de certains concerts à Toulon, décidée après l'annonce de l'élection de Le Chevallier, s'est voulue un exemple de boycott culturel. Mais une ville sous la coupe d'une idéologie d'extrême-droite devrait au contraire bénéficier d'une solidarité qui

contribuerait à ne pas l'isoler du monde. Et au-delà de la simple polémique, le respect de la démocratie, c'est aussi respecter le choix de ses citoyens.

Pour conclure, je pense qu'il est injustifié de nous mettre en quarantaine et demande à chacun d'écouter la voix des Toulonnais qui s'élève bien haut pour dire : « *Toulon n'est pas condamné, Toulon ne va pas sombrer, Toulon n'a pas la peste !* »

1) Jean-Claude Poulet-Dachary, adjoint au maire de Toulon, a été retrouvé mort dans la cage d'escalier de son immeuble, deux jours avant l'université d'été du FN. « Crise politique ! », s'écrient les responsables du FN qui font mine de découvrir les nuits troubles et l'homosexualité affichée de Poulet-Dachary naguère renvoyé du séminaire intégriste d'Ecône, puis de la Légion étrangère, pour cette raison-là. A ce jour, l'enquête menée sur cette mort précise que la victime a reçu des coups.

Comment contrer le Front national ?

Quand des maires savent être proches de leurs administrés, quand ils sont réellement présents au plus près des préoccupations de leurs concitoyens, ils arrivent à freiner les succès du Front national, y compris dans des villes traversées de grosses difficultés comme Roubaix ou Vaulx-en-Velin. La première attitude à développer en face de la montée du Front national est donc celle-ci : ne pas méconnaître et ne pas mépriser la souffrance réelle de bien de nos compatriotes. Prendre celle-ci en considération, de manière non démagogique, et s'efforcer de trouver avec les intéressés des chemins d'amélioration.

Les jeunes: pas dupes !

Pour se développer, le FN a besoin de l'entretien des peurs, de l'insécurisation des gens, besoin d'une société d'individus qui se méfient les uns des autres. On ne dira jamais assez que c'est la construction de la solidarité entre les personnes et les groupes qui peut casser la montée du FN. Chaque fois que du tissu social se recrée, avec la préoccupation de promouvoir la fraternité des hommes, c'est un peu de FN qui meurt. La mise sur pied de réseaux d'entraide, comme les permanences « jeunes chômeurs » de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) ou les groupes d'aide aux victimes de la délinquance, se révèle, ainsi, une des premières nécessités. En face d'une classe politique souvent discréditée par ses batailles internes le rôle de la société civile, et particulièrement du secteur associatif, s'avère fondamental. Mais, outre ces actions, d'autres raisons permettent d'espérer venir à bout de la progression du FN.

Tout d'abord, même si une part de la jeunesse a de la sympathie pour le FN et son leader, la majorité des jeunes de France reste peu susceptible de se laisser embrigader dans ce courant. Essentiellement parce que cette jeunesse a pris goût à la liberté des mœurs, à la tolérance des idées et des comportements pluriels, choses que combat le FN. Mais aussi parce que beaucoup de jeunes vivent dans leur existence très intime les joies de la rencontre inter-ethnique et du métissage.

Christian Delorme

Lu dans le mensuel *Non-Violence Actualité*, de février 1992, qui présente un important dossier, « Faire face à l'extrême-droite ». NVA, BP 241, 45202 Montargis cedex.

Pour une sociologie du mouvement anti-Front national

NONNA MAYER*

*Directrice de recherche au CNRS-CEVIPOF (Centre d'étude de la vie politique française). Auteur des ouvrages :

- Mayer (Nonna), *La boutique contre la gauche*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986, 343 p.
 - Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal), dir., *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1989, 365 p.
 - Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal), *Les comportements politiques*, Paris, A. Colin (Cursus), 1992, 155 p.
 - Boy (Daniel), Mayer (Nonna), dir., *The French Voter Decides*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1993, 229 p.
- Articles et contributions récentes sur le sujet :
- Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal), "La puissance et le rejet ou le lepénisme dans l'opinion", Sofres, *L'état de l'opinion 1993*, Paris, Seuil, 1993, p. 63-78.
 - Mayer (Nonna), "La mobilisation anti-Front national", p. 335-358 in Pascal Perrineau, dir., *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?* Paris, Presses de Sciences-Po, 1994.
 - Mayer (Nonna), dir., "Les collectifs anti-Front national", *Cahiers du CEVIPOF*, 13, septembre 1995.



Des organisations spécifiquement anti-FN existent. Quelles sont leur identité politique et leurs modes d'action ?

Il est environ midi, ce 1^{er} mai 1995, quand le défilé parisien du FN en l'honneur de Jeanne d'Arc arrive place de l'Opéra, pour entendre l'allocution de clôture de Jean-Marie Le Pen. Soudain, des hauteurs du Palais-Garnier, se déploient 100 mètres carrés de tissu jaune, portant l'inscription « *Non au racisme. Non au fascisme* ». Cette action spectaculaire, largement retransmise par les médias, porte la signature de *Ras l'Front*.

Une action parmi beaucoup d'autres, menées par un des nombreux mouvements qui se sont créés, depuis une dizaine d'années, pour lutter contre un parti passé en une dizaine d'années de moins de 100 000 à plus de quatre millions et demi d'électeurs, dont les idées séduisent un Français en âge de voter sur quatre¹. Il n'est pas inutile, alors que l'antiracisme et l'antilepénisme font l'objet de virulentes critiques², de tracer le portrait des réseaux anti-FN, de leurs militants et de leurs soutiens. On s'attachera plus particulièrement à trois d'entre eux, moins connus du grand public que SOS-Racisme : les Scalp, Ras l'Front et le Manifeste contre le Front national³.

Les réseaux anti-FN

Scalp

Les "Sections carrément anti-Le Pen" sont nées à Toulouse, en juin 1984, à l'occasion d'un meeting de Jean-Marie Le Pen pendant la campagne des européennes. A l'initiative d'un groupe de jeunes qui critique la passivité des organisations traditionnelles, la ville se couvre d'affiches d'Indiens sur le thème : « *Le Pen ne doit pas fouler la prairie, ni à Toulouse ni ailleurs. Chassons ce coyote.* »⁴ Le jour du meeting mille deux cents personnes manifestent dans le calme à l'appel d'un collectif unitaire regroupant le PS, la CFDT, la LCR, la LDH, etc. Les Scalp eux distribuent un tract : « *Contre Le Pen déterrons la hache de guerre* » et appellent à continuer la manifestation en direction du chapiteau où Jean-Marie Le Pen tient son meeting, un attentat à l'explosif ayant détruit la veille la salle des fêtes. Quelque six cents jeunes manifestants les suivent et de vifs affrontements les opposent aux forces de l'ordre, faisant quatorze blessés dont 7 CRS (*Le Monde*, 7 juin 1984). A chaque venue du leader du FN les Scalp vont renaître et lui réservent le même accueil. La formule séduit par son caractère festif et radical et des groupes Scalp se développent à travers toute la France, dans une vingtaine de villes, et jusqu'en Belgique et en Suisse. Ils éditent des journaux qui s'appellent *Apache*, *Scalpons-les* ou *Tomahawk*, organisent des concerts de rock antifascistes "Géronimo", déchirent ou détournent les affiches de Le Pen en lui rajoutant la mèche et les moustaches d'Hitler, collent l'étiquette "annulé" sur les annonces de ses meetings. En 1986-1987, une partie des Scalp, dont le groupe fondateur, s'associe à Reflex (Réseau d'études de formation et de liaison contre l'extrême-droite) — créé à Nanterre en 1986 à l'initiative d'étudiants issus de la Coordination libertaire étudiante (CLE) — et à d'autres collectifs tels qu'Urgence (Lyon), le CRAFAR (Lille) ou le CLAF (Marseille), au sein d'une coordination antifasciste, la CNAF (Coordination nationale antifasciste), et étend leur action à d'autres terrains (répression, prisons, objecteurs de conscience, luttes de libération nationale, immigration). C'est une organisation "assembliste", très peu structurée, sans dirigeant, sans carte, sans secrétariat général. Depuis septembre 1986 la revue *Réflexes* (septembre 1986), tirée à 2 000

Répondre à la violence par la violence : la tentation de Scalp

Les Scalp ont gardé de leurs origines l'image, négative et stigmatisante, d'un mouvement violent, qu'ils sont unanimes à récuser. Mais dans le même temps, ils revendentiquent la violence comme légitime et nécessaire face à celle de leurs adversaires, non seulement l'extrême-droite mais aussi la police, l'armée, l'Etat. Et ils s'en servent comme d'une ressource politique, comme si l'image de violence imposée de l'extérieur à leur mouvement leur évitait le recours effectif à la violence physique. Leur relation au groupe est quasi fusionnelle. L'admission dans le collectif s'apparente à un véritable parcours du combattant. Il faut être parrainé et faire la preuve sur le terrain de la sincérité de son engagement.

Extrait de *Les collectifs anti-Front national*, sous la direction de Nonna Mayer, Paris, Cevipof, 1995, p. 9.

ILS NE PEUVENT PLUS
REPONDRE AUX
REVISIONNISTES...
FRAPPONS POUR EUX !



Extrait d'un album de dessin de Gil, publié par Scalp-Réflex

exemplaires, est le principal organe d'information et de liaison de la coordination, auquel s'ajoutent une lettre mensuelle, *No Pasaran* et des émissions de radio (sur *Fréquence Paris Plurielle* et *Radio Libertaire*). Un recensement des collectifs s'exprimant dans les colonnes de *Réflexes* en dénombrait 33 au 1^{er} janvier 1994⁵. Avec d'autres associations antiracistes ils viennent de rejoindre le Crida (Centre de recherche, d'information et de documentation antiraciste), extension du Cedidelp (Centre de documentation sur le tiers-monde et le droit des peuples) dans le but de rassembler les informations existant sur l'extrême-droite en France et en Europe.

Ras l'Front

La profanation du cimetière juif de Carpentras, découverte le 10 mai 1990, donne au mouvement un nouvel élan. Venant après les meurtres en série de trois jeunes Maghrébins, la nouvelle semble illustrer l'escalade du racisme et de l'antisémitisme dans la société française. Jean-Marie Le Pen et son parti font figure d'accusés, perçus comme responsables sinon des actes commis du moins du climat idéologique qui les aurait engendrés. Deux Français sur trois classent alors le Front national parmi « les institutions ou les partis qui portent une part de responsabilité en profondeur dans ce qui s'est passé à Carpentras »⁶. Quelques semaines avant la profanation, Gilles Perrault, Maurice Rajsfus et Anne Tristan rédigent un appel, signé par 250 personnalités, écrivains, artistes, universitaires scientifiques et journalistes, dénonçant la montée d'un parti « fascisant et raciste » et appelant toutes les forces « progressistes » à la « résistance » et à la préparation d'une « manifestation nationale massive » et unitaire. Leur campagne de signature bénéficie de l'émotion soulevée par les événements de Carpentras, elle en recueille 20 000 en quelques mois. Elle passe par des relais comme la revue *Politis*, *Témoignage chrétien*, les *bulletins des Verts*, *Rouge*, *Réflexes* aussi, même si le collectif estime que l'initiative est tardive et que la gauche socialiste a largement contribué à la propagation des idées du FN. Elle repose également sur une stratégie de mobilisation par réseaux professionnels, musiciens (Nuit du Jazz), cinéastes (Semaine antifasciste du cinéma), profession-

nels du théâtre, journalistes, médecins, parents d'élèves, ou encore réseaux d'anciens déportés et résistants. Autour du noyau initial de militants se met en place un réseau de collectifs de quartiers, d'universités ou de villes, souvent unitaires, dont les délégués se rencontrent périodiquement au sein d'une coordination nationale. Un journal, *Ras l'Front*, tiré à environ 10 000 exemplaires, devenu un mensuel depuis décembre 92, fait la liaison entre les collectifs ainsi qu'une émission de radio sur *Fréquence Paris Plurielle* depuis octobre 1992, partagée avec *Réflex*. En direction des étudiants s'est créée en juin 1992 une Université antifasciste qui organise des débats et fait paraître des *Cahiers de l'Université antifasciste*. Le recensement des collectifs s'exprimant dans les colonnes de *Ras l'Front* en dénombrait 128 fin 1994⁷. Les succès du FN aux élections présidentielle et municipales de 1995 et le coup d'éclat de Ras l'Front à l'Opéra en mai dernier ont fait affluer les militants et suscité la création d'une dizaine de nouveaux collectifs.

Le Manifeste contre le Front national

C'est en septembre 1990 que Jean-Christophe Cambadélis, ancien trotskiste (tendance lambertiste) devenu socialiste, ancien président de l'Unef-ID, animateur de Convergences socialistes, élu député socialiste de Paris en 1988 (20^{ème} circonscription), lance un Manifeste contre le Front national. Il n'en est pas à sa première initiative. En 1987 déjà il publiait dans *Le Monde* (28 mai 1987) un Manifeste des 122 pour dire « *Non* » à Jean-Marie Le Pen, qui recueillait plus de 8 000 signatures de personnalités de gauche, artistes et intellectuels. Son objectif est de rénover la gauche et de reconquérir la rue : « *Je crois nécessaire de disputer le terrain au FN dans les meetings, dans les banlieues, sur les marchés, sur les lieux de collage, dans les entreprises. La place de la gauche est là* » (*Libération*, 29 novembre 1991). Les « parrains » du Manifeste se recrutent parmi les élus et les personnalités de gauche. On trouve ainsi parmi les premiers signataires six cent maires, dont la palette politique va du centre gauche aux refondateurs, de nombreux ministres (Pierre Bérégovoy, Frédérique Bredin, Michel Charasse, Marcel Debarge), les présidents de France-Plus et de SOS-Racisme, etc. Ils seront suivis par

“5 000 syndicalistes”. En décembre 1991 le Manifeste revendiquait 50 000 signatures. De petites réunions style “tupperware” permettent de susciter des correspondants locaux et d’installer des comités départementaux, avec l’appui des réseaux militants de l’Uef-ID et du Mouvement des jeunes socialistes. Aujourd’hui le Manifeste revendique des comités dans 85 départements et dans tous les arrondissements parisiens, et 2 000 adhérents sur Paris et la région parisienne. Une *Lettre hebdomadaire du Manifeste*, devenu mensuel en février 1992, sert d’organe de liaison. Comparé aux deux organisations précédentes, le Manifeste apparaît plus structuré et plus centralisé. Le mouvement a une direction effective, assurée par Jean-Christophe Cambadélis et une petite équipe de militants formés comme lui à l’école du PCI. Il garde une relation étroite avec le PS et il privilégie des moyens d’action plus conventionnels, préférant la pétition, la manifestation ou le meeting aux happenings et aux concerts rock⁸. Depuis 1993, il a élargi sa réflexion à la montée des nationalismes en Europe.

Les militants

La postérité des “nouveaux mouvements sociaux”

Les militants de ces trois mouvements ont des traits communs. C’est une population en majorité jeune, urbaine, diplômée, appartenant aux classes moyennes salariées et de gauche. C’est ce que confirme l’étude précitée de Weil et Contamin sur l’implantation géographique des réseaux Scalp-Réflex et Ras l’Front. Ces collectifs se sont développés dans les départements où Jean-Marie Le Pen faisait ses meilleurs scores et où les actes racistes et antisémites étaient les plus fréquents. Mais également dans les départements où l’on observe une sur-représentation des jeunes, des habitants des grandes villes, des étudiants, des cadres et des professions dites “intermédiaires” (enseignement, santé et travail social) ainsi que dans les zones de force d’une “nouvelle” gauche incarnée à l’époque par les candidatures de l’écologiste Antoine Waechter et du dissident communiste Pierre Juquin. C’est un profil assez typique du recrutement des

“nouveaux mouvements sociaux” qui traversent toutes les démocraties occidentales à partir des années soixante, portés par la contestation étudiante, la libération sexuelle, les revendications féministes, la défense des minorités régionales ou la protection de l’environnement⁹.

Mais d’un mouvement à l’autre on constate aussi de nettes différences. Les Scalp incarnent une gauche anarchiste et libertaire, très masculine, hostile à toute forme d’embriagadement et de récupération politique, et pleine de mépris pour les « soc-dém »¹⁰. Leurs militants correspondent assez à cet autoportrait relevé dans *Réflexes* : « Ils sont en majorité jeunes (de 16 à 40 ans !!!), majoritairement lycéens, étudiants, précaires, aux looks divers et variés, tendance punk, hardcore, certains ne mangent pas de viande, d’autres en mangent et ont un look non identifié (!!), bref un mélange



qui fonctionne 5/5. Ils viennent d'horizons divers. Mao-marxistes-révolutionnaire (hé oui !!!), anars, ex-JC-PC en rupture, ex- SOS-Racisme, ils avancent en s'unifiant au rythme des débats et de leur pratique unitaire commune » (Interview d'un membre du Scalp-Lille, Réflexes, n° 28-29, mars 1990, p. 17).

L'audience de l'Appel des 250 et de Ras l'Front est plus féminine et moins jeune que celle de Réflex ou des Scalp. L'âge de ceux qui ont répondu à notre questionnaire¹¹ va de 18 à 72 ans, et près de la moitié des répondants sont concentrés dans la tranche d'âge 35-49 ans. Les deux tiers exercent un emploi et le secteur public y est majoritaire. C'est de la LCR (Ligue communiste révolutionnaire) qu'ils sont le plus proches (56 %). Au Manifeste au contraire les moins de 35 ans et les étudiants sont majoritaires (89 % et 69 %). La majorité se situe à gauche sur l'échelle gauche-droite (56 % comparés à 19 % chez les militants de Ras l'Front), plutôt qu'à l'extrême-gauche (16 % au lieu de 74 %) et c'est du parti socialiste qu'ils se sentent le plus proches (83 %).

Faire la politique autrement

Les militants de ces divers réseaux partagent le sentiment que les partis politiques, comme les organisations anti-racistes, sont impuissants à contenir le Front national. Les réponses des militants de Ras l'Front à une question ouverte sur ce qui différencie leur mouvement des autres sont révélatrices de leur déception à l'égard de la gauche (encadré). C'est par contraste la souplesse, la convivialité et la démocratie des structures de Ras l'Front qui les a séduits, ainsi que le caractère concret de ses actions. Ceux du Manifeste insistent plutôt sur la possibilité de confrontations et de débats et l'absence de sectarisme qui caractérise le mouvement de Cambadélis et sur le rôle qu'il pourrait jouer dans la refondation de la gauche.

Leur contestation est l'indice d'un décalage entre l'offre politique traditionnelle centrée sur les seules activités électorales et partisanes et la demande d'une nouvelle politique, plus participative, plus proche des réalités locales et des préoccupations quotidiennes, laissant plus d'autonomie aux militants, spécifique là encore des « nouveaux mouvements sociaux »¹².

Ce qui différencie Ras l'Front

« C'est une bonne manière de faire de la politique sans être encarté » (H, 32 ans, salarié du public).

« C'est une structure ouverte qui se rapproche d'une coordination plutôt que d'un parti » (H, 29 ans, enseignant).

« Aucun rattachement politique, débats internes, absence de direction » (F, 31 ans, étudiante).

« Action politique qui n'est cependant rattachée à aucun parti précis, son caractère temporaire (j'espère !), sans visée électorale » (F, 22 ans, étudiante).

« Pluralisme politique, une structure déstructurée, lâche » (F, 42 ans, enseignante).

« Son indépendance, son fonctionnement démocratique et convivial » (H, 35 ans, enseignant).

« C'est relativement unitaire et très sympa » (H, 19 ans, étudiant).

« La structure légère de l'organisation, d'où pas d'appareil ni d'hommes d'appareil » (F, 39 ans, enseignante).

« Son souci d'efficacité de terrain, l'élargissement de la réponse antiraciste au social, à l'économique, au droit des femmes » (H, 29 ans, instituteur).

« Il est concret, pragmatique » (F, 50 ans, enseignante).

« Son rejet des dogmes, des idéologies et des structures anesthésiantes, sa volonté de se placer dans l'interventionnisme, en réseau avec d'autres organisations, son fonctionnement souple et convivial » (H, 33 ans, cadre).

« Ex-militant de SOS je pense que cette organisation ne répond pas à la nouvelle situation née de l'émergence de l'extrême-droite » (H, 32 ans, fonctionnaire).

« Mon désir de participer à la vie politique comme citoyen confronté à la nullité des partis traditionnels de gauche » (H, 29 ans, chercheur).

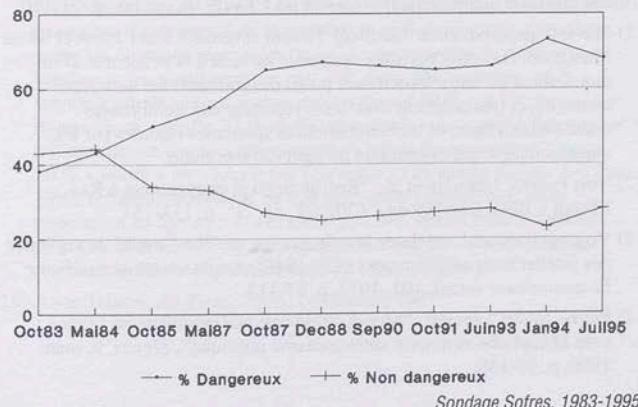
Les soutiens de l'antilepénisme

Le peuple de gauche

Entre ces mouvements spécialisés dans la lutte contre le Front national et le reste de la gauche, il n'y a pas de solution de continuité. C'est des organisations de gauche qui sont issus leurs responsables, c'est à gauche que se situent

massivement leurs militants. Leurs références idéologiques sont coulées dans le moule de l'anti-fascisme tel qu'il s'est développé dans les années trente, à l'époque du CVIA (Comité de vigilance des intellectuels anti-fascistes)¹³, à l'exception peut-être du Manifeste de Cambadélis, qui dans la lignée des travaux de Pierre-André Taguieff estime que le FN est une forme de « *national-populisme* » distinct du fascisme¹⁴. Mais même le Manifeste emprunte à la terminologie de l'antifascisme quand, après les succès municipaux du parti lepéniste en juin 1995, il appelle à constituer des « *comités unitaires de vigilance* » dans toutes les villes où le FN est représenté (*Le Manifeste, Les Dossiers*, n° 1, 26 octobre 1995). Et quand ces mouvements appellent à manifester contre le racisme et contre l'extrême-droite, c'est avec les partis de gauche (PCF, PS, LCR, écologistes, Arev, FA, CNT, etc.) qu'ils défilent, les syndicats de gauche (CGT, CFDT, FSU, Sgen, les deux Unef, etc.), les francs-maçons, les organisations antiracistes (Licra, Mrap, Ligue des droits de l'Homme, SOS-Racisme), les associations de défense des minorités (Fasti, Cimade, Asti, associations de "beurs" ou de la communauté juive (UEJF) et toute la palette des mouvements sociaux (féminisme, homosexualité, lutte antinucléaire, défense des minorités, mal logés, prisonniers, insoumis, sida, etc.)¹⁵. Mais leurs soutiens débordent aujourd'hui largement les frontières de la gauche.

Le Front national, danger pour la démocratie ?



Le sentiment anti-FN

Après les élections municipales partielles de Dreux, qui consacrent la véritable naissance politique du Front national, ceux qui voient en Jean-Marie Le Pen et son parti « *un danger pour la démocratie en France* » sont minoritaires et près d'une personne interrogée sur cinq préfère ne pas répondre. Les opinions vont évoluer parallèlement à la percée électorale du FN, comme en témoignent la chute du taux des sans réponse à la question (19 % en 1983, 13 % en 1984, 8 % en octobre 1987) et la prise de conscience croissante du risque. A la veille des élections européennes de 1984, ceux qui le trouvent dangereux sont aussi nombreux que ceux qui nient le danger. A l'automne 1985, après les bons scores du FN aux élections européennes et cantonales, ils deviennent majoritaires. Mais l'élément décisif est, en septembre 1987, l'affaire du "détail". Les propos du leader du FN au Grand jury *RTL/Le Monde*, banalisant l'extermination de six millions de juifs, suscitent une indignation unanime. 88 % des Français désapprouvent ses propos contre 2 % seulement qui les approuvent¹⁶. Les résultats ne se font pas attendre. Entre mai et octobre 1987, la proportion de ceux qui voient dans le FN et son président un danger pour la démocratie augmente de 10 points, elle n'a quasiment pas varié depuis (graphique 1). Depuis le Front national devance le parti communiste et l'extrême-gauche au hit-parade des partis les plus rejetés, que la question porte sur l'éventualité de voter pour un candidat du FN, sur l'opportunité d'une alliance électorale du FN avec le RPR et l'UDF ou sur sa participation au gouvernement¹⁷.

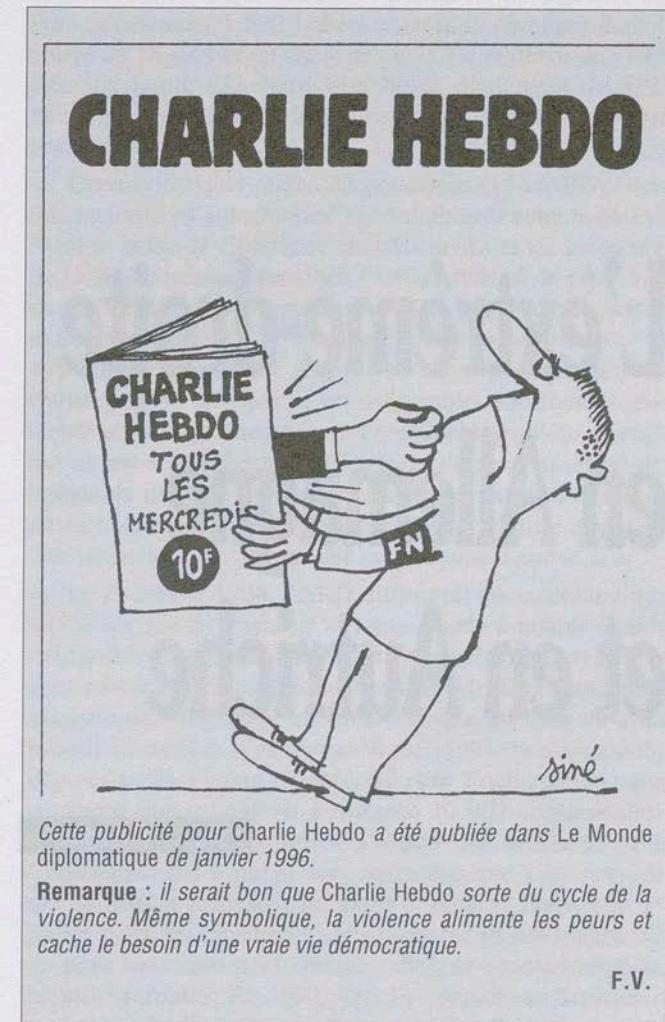
Ce refus du Front national et de son leader est inégal selon les catégories de l'électorat. Il est plus fréquent chez les jeunes, les femmes, parmi les fractions les plus instruites et les plus politisées de l'électorat (cadres supérieurs, professions intellectuelles) et chez les sympathisants et les électeurs de gauche. Mais dans toutes les tranches d'âge, dans toutes les catégories socio-professionnelles, chez les hommes comme chez les femmes et du PC au RPR, le refus de confier une responsabilité gouvernementale au FN, de voter pour lui ou de faire alliance avec lui est majoritaire. L'ampleur même de ce rejet est un des principaux atouts de la mobilisation contre le Front national.

La mobilisation anti-FN n'a pas stoppé la progression du parti lepéniste. Elle a parfois même produit des effets pervers, en polarisant le débat sur les thèses du Front national, en faisant de la publicité à ses meetings, en remobilisant des militants exaspérés par les attaques dirigées contre eux et en les faisant passer aux yeux de l'opinion pour des martyrs. *National Hebdo* a beau jeu de titrer un de ses derniers numéros "Enquête sur la haine. Les pros anti-Le Pen" (*National Hebdo*, n° 593, 30 novembre-6 décembre 1995) et de l'illustrer par des photos de manifestants réclamant l'interdiction du FN ou portant une banderole avec l'inscription « *Le Pen : 1 balle ! Le FN : 1 rafale !* ». Si l'opinion rejette largement le FN et son leader, elle reste majoritairement acquise à la liberté de réunion et d'expression pour ce parti et ne considère ni les mesures de censure et d'interdiction à son encontre, ni surtout la violence comme légitimes, traçant clairement ses limites à l'action anti-FN¹⁸.

Son efficacité principale réside ailleurs, dans les effets indirects qu'elle peut produire sur sa cible. Parce qu'ils implantent localement des réseaux de solidarité et de convivialité, les mouvements étudiés, chacun à sa manière, contribuent à retisser ces liens sociaux dont la disparition, comme le montrait Anne Tristan dans son enquête sur les quartiers nord de Marseille¹⁹, été une des principales causes de développement du parti lepéniste. Ils fonctionnent surtout, à des degrés divers, comme une école de la politique. Alors que les grands partis n'ont plus de grand projet à proposer, ils défendent une cause mobilisatrice parce que perçue comme juste et urgente, la lutte contre le racisme, l'extrême-droite et l'exclusion. C'est une des seules aujourd'hui qui avec la lutte contre le sida et la protection de l'environnement, séduise encore les jeunes. Alors que les effectifs de la plupart des partis et syndicats de gauche déclinent, ils recrutent et forment des militants, qui bien souvent, sur les marchés, sont les seuls à faire face aux militants du FN. Lieux de débat et de confrontation d'idées, ils gardent ainsi dans l'orbite de la gauche ceux qu'elle a déçus. Et ceux qui étaient venus à eux par dégoût de la politique en redécouvrent les vertus, passant progressivement du rejet du FN à une réflexion globale sur le monde et la société.

- 1) Sondage Sofres/Groupe de journaux de province, 30 juin-1^{er} juillet 1995, échantillon national représentatif des Français en âge de voter (N = 1 000).
- 2) Voir notamment la contribution de Pierre-André Taguieff, "Antilepénisme : les erreurs à ne plus commettre" dans l'ouvrage collectif dirigé par David-Martin Castelnau, *Combattre le Front national*, Paris, Vinci, 1995, p. 211-230.
- 3) Cette étude s'appuie sur des entretiens menés auprès de responsables de ces trois mouvements, sur un questionnaire passé auprès des militants de Ras l'Front et du Manifeste (N = 140) et sur une recherche collective menée dans le cadre de deux séminaires animés avec Olivier Fillieule à l'IIEP de Paris sur la mobilisation contre le Front national, en 1993 et 1994. Les premiers résultats ont parus sous le titre "Les collectifs anti-Front national" dans les *Cahiers du CEVIPOF*, 13, septembre 1995.
- 4) Edwy Plenel, Alain Rollat, *La république menacée. Dix ans d'effet Le Pen*, Paris, Le Monde Editions, 1992, p. 283.
- 5) Voir Jean-Gabriel Contamin, Thomas Weil, "Logiques socio-politiques de l'implantation des collectifs Scalp et Ras l'Front", *Cahiers du CEVIPOF*, *op. cit.* p. 13-70.
- 6) Contre 30 % qui attribuent la responsabilité à l'UDF et au RPR, 45 % au gouvernement et 54 % aux médias. Enquête Sofres/*Le Nouvel Observateur-Europe 1*, 14-15 mai 1990, échantillon national de 800 personnes représentatif de la population en âge de voter. Sur la mobilisation contre le FN qui a suivi Carpentras voir Nonna Mayer, "L'affaire Carpentras", *L'Histoire*, 148, octobre 1991, p. 9-14.
- 7) Jean-Gabriel Contamin et Thomas Weil, *op. cit.*
- 8) Voir notamment Jade Lindgaard, Diane Martin, "Ressources politiques du Manifeste contre le FN", *Cahiers du CEVIPOF*, *op. cit.*, p. 155-181.
- 9) Pour une étude comparative européenne voir Jan Willem Duyvendak, *Le poids du politique. Nouveaux mouvements sociaux en France*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- 10) Voir l'étude menée auprès de militants de Scalp-Réflex/ Paris par Sophie Camard et Xavier Jardin, "Modes d'action et identité politique des militants Scalp-Réflex", *Cahiers du CEVIPOF*, *op. cit.*, p. 71-110.
- 11) Sur 150 questionnaires distribués 57 sont revenus à Ras l'Front et 83 au Manifeste. Des effectifs aussi restreints incitent à la prudence. D'un mouvement à l'autre toutefois le profil des militants est nettement contrasté, et très cohérent avec leurs réponses aux nombreuses questions ouvertes, et les commentaires spontanés rajoutés sur les questionnaires, qui constituent un matériel très riche.
- 12) Voir Fabrice Hamelin et al., "Recrutement et engagement à Ras l'Front", 1995, *Cahiers du CEVIPOF*, *op. cit.*, p. 111-154.
- 13) Voir notamment l'article de Nicole Racine sur "Le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (1939-1940). Antifascisme et pacifisme", *Le mouvement social*, 101, 1977, p. 87-113.
- 14) Pierre-André Taguieff, "Mobilisation national-populiste en France : vote xénophobe et nouvel antisémitisme politique", *Lignes*, 9, mars 1990, p. 91-136.

- 15) C'est ce que confirme notre enquête avec Pierre Favre et Olivier Filieule effectuée avec l'aide de l'Institut Louis Harris (N = 236) auprès des manifestants, pendant la manifestation antiraciste du 5 février 1994. 56 % déclarent appartenir à une des organisations appelant à manifester, les plus citées étant dans l'ordre la CGT (17 %), le PCF (13 %) LCR et SOS Racisme (10 % chacune) la JCR et UNEF-ID (7 % chacune), le SNES et le Mouvement Humaniste, le MRAP, le PS, LO (4 % chacun), la CNT (3 %).
- 16) Enquête Sofres/*Le Monde-RTL*, 17-21 octobre 1987, échantillon national de 1 000 personnes représentatif de la population en âge de voter.
- 17) Les sondages les plus récents montrent qu'à la veille des élections législatives de 1993, les trois quarts des Français en âge de voter classent le FN parmi les partis pour lequel ils ne voteraien « *en aucun cas* », bien avant le PCF (50 % de refus de vote) (sondage Sofres/*Libération*, 23-25 février 1993, N = 1 000). Avant les européennes de 1994, quatre sur cinq ne souhaitent pas voir Jean-Marie Le Pen devenir ministre (sondage Sofres/Groupe de journaux de province, 5-8 juin 1994, N = 1 000). Et au lendemain des municipales de 1995, 71 % des Français en âge de voter ne souhaitent pas que le RPR et l'UDF passent un accord électoral de second tour avec l'UDF et le RPR (sondage Sofres/Groupe de journaux de province, 30 juin-30 juillet 1995, N = 1 000). Sur l'évolution de ces attitudes depuis 1983 voir Nonna Mayer, Pascal Perrineau, « Le lépénisme dans l'opinion : la puissance et le rejet », p. 63-78 dans Sofres, *L'état de l'opinion 1993*, Paris, Le Seuil, 1993.
- 18) Enquête Sofres/*Europe 1-Le Nouvel Observateur*, 14-15 mai 1990, échantillon national de 800 personnes représentatif de la population en âge de voter. Malgré la force du sentiment anti-FN au lendemain de la profanation de Carpentras, interrogé sur l'opportunité d'inviter le leader du FN aux grandes émissions de télévision, la majorité des Français (54 %) estime qu'il faut l'inviter « *parce qu'il représente une partie de l'électorat* ». Seuls les sympathisants de la gauche sont partisans de le priver d'antenne « *compte tenu de ses positions* » (50 % contre 38 % dans l'ensemble de l'échantillon) (Enquête Sofres/*Europe 1-Le Nouvel Observateur*, 14-15 mai 1990, échantillon national de 800 personnes représentatif de la population en âge de voter). De même, avant les élections régionales de 1992, une majorité de Français condamne les manifestations anti-FN, alors très violentes, 48 % y voyant « *plutôt une mauvaise chose* » contre 30 % qui y voient « *une bonne chose* ». Enfin 73 % se disent « *plutôt* » ou « *tout à fait opposé* » à l'interdiction des meetings organisés par le Front national (contre 30 % « *plutôt* » ou « *tout à fait favorable* ») (Sondage Sofres, 6-7 mars 1992, échantillon national de 800 personnes représentatif de la population en âge de voter et sondage Louis Harris pour *Profession politique*, 5-6 mars 1992, échantillon national de 1 005 personnes représentatif de la population âgée de 18 ans et plus).
- 19) Anne Tristan, *Au Front*, Paris, Gallimard, 1987.



L'extrême-droite en Allemagne et en Autriche

RENÉ HAMM*

* Journaliste indépendant. Auteur de nombreux articles dans *Témoignage chrétien*, *Le Monde libertaire*, *À contre-courant* politique et syndical, *Courant Alternatif*, *Non-Violence Actualité*, *Silence*, et le bulletin bimensuel suisse *Ciné-Feuilles*.



L'extrême-droite en Allemagne et en Autriche est plus inquiétante qu'en France. Le racisme y tue chaque jour, parfois en toute impunité. Or Le Pen s'entend plutôt bien avec les leaders de cette extrême-droite.

Reflux provisoire, menaces "new look" ?

En Autriche, l'avancée de Jörg Haider et des Freiheitlichen (libéraux !...) semble stoppée, quoique sur une crête haute. Outre-Rhin, si l'influence électorale des Republikaner et de la Deutsche Volksunion s'est considérablement effilochée ces trois dernières années, les militants de mouvements prohibés organisent leur connexion. Depuis décembre 1993, une mystérieuse *Armée de libération bajuvienne* sème la terreur tant sur le sol natal d'Adolf Hitler que chez le voisin germanique.

L'incendie qui ravagea au petit matin du 18 janvier dernier l'immeuble sis au 52 Nouvelle rue du Port à Lübeck a vraisemblablement été perpétré par l'un de ses occupants. Dix personnes (dont quatre enfants) périrent dans le brasier ; quelques heures plus tard, une patrouille de police arrêta quatre garçons, domiciliés dans la commune de Grevesmühlen (en Mecklenbourg, Poméranie occidentale), correspondant à la typologie "skinhead". L'un d'entre eux, Heiko Patynowski (22 ans) déclara dans une interview à

l'hebdomadaire *Der Spiegel*¹ ne pas appartenir à la scène d'extrême-droite, précisant : « *Nous sommes indiscutablement innocents.* »

Désobéissance civile

Dès l'annonce du drame, des doigts accusateurs ne manquèrent pas de se pointer à Londres, Paris, Tel Aviv... contre cette Allemagne « *toujours en proie aux vilains démons du passé* ». Que les crimes au cocktail Molotov de Mölln (une femme et deux fillettes brûlées vives le 23 novembre 1992) et de Solingen (le 29 mai 1993, deux femmes et trois filles, également originaires de Turquie, ne purent échapper aux flammes) imprègnent encore les mémoires ne saurait justifier de tels préjugés lancés avant le démarrage des investigations. Emu aux larmes, Michael Bouteiller, le bourgmestre de la cité hanséatique dans le Schleswig-Holstein, exprima sa profonde tristesse ainsi que sa solidarité avec les proches des victimes : « *Nous ne laisserons plus les requérants d'asile seuls.* »² Non seulement il exhorte à « *la désobéissance civile* » pour protéger les étrangers de l'expulsion, mais encore il fit établir des passeports à une Libanaise et à un Zaïrois, tous deux réfugiés, pour leur permettre d'assister aux obsèques des leurs, n'hésitant pas à enfreindre la réglementation qui interdit à tout individu « *en situation irrégulière* » de quitter le territoire où il séjourne provisoirement. Paroles fortes : « *Si l'Etat s'éloigne de la société, alors c'est lui que nous devons supprimer.* » Le social-démocrate, à la tête de la municipalité depuis neuf

Sur les 80,9 millions d'habitants que compte l'Allemagne, 6,99 millions sont des résidents étrangers : 1,97 million de Turcs dont 480 000 Kurdes... La communauté israélite se compose de 35 000 personnes. En Autriche (population 7,9 millions), vivent 700 000 immigrés (140 000 Turcs, 60 000 Allemands...) et 8 000 juifs. Comme chez son voisin, l'antisémitisme y relève donc d'une orientation aussi discriminatoire que littéralement « insensée »...

ans, croûle sous le courrier ; 70 % des quelque 900 lettres contiennent des injures d'une effrayante bassesse, quelques-unes des menaces de mort. Si l'immense majorité de ses concitoyen(-ne)s qui prirent la plume ne partage pas ses vues généreuses, 1 500 Lubeckois(-se)s se réunirent dans la soirée du 18 janvier en signe de deuil. Le ministre de l'intérieur du Land, Ekkehard Wienholtz, également du SPD, envisage des sanctions disciplinaires à l'encontre du « *bri-seur de lois* » !...

Depuis 1991, au moins 33 personnes (17 en 1992, dont une majorité « d'autochtones ») succombèrent entre la Mer du Nord et le lac de Constance sous les coups et les projectiles de sicaires fascistes. En 1993, l'Office fédéral de protection de la Constitution a enregistré 6 721 délits³ à connotation extrémiste de droite (1 814 agressions caractérisées) ; en 1994, il en a recensé 7 952 (1 489 actes de brutalité). Les statistiques ne reflètent ni les irréparables souffrances physiques et morales endurées, ni l'étendue de la haine aveugle qui anime les activistes, ni le degré de responsabilité des agitateurs qui, par leurs discours directs ou plus ambigus, attisent les ressentiments, désignent à la vindicte populaire « les profiteurs » au teint basané ou à la peau d'écaille...

Le 21 février 1996, l'ARD diffusa un documentaire intitulé « *Un succès dissuasif* », remarquable à maints égards, d'Ingelies Gnutzmann et Gert Monheim, exposant, en contradiction avec les déclarations de Manfred Kanther, le ministre de l'Intérieur, les funestes conséquences du compromis en matière d'asile. Le 26 mai 1993, la majorité des députés au Bundestag (transformé pour l'occasion en camp retranché pour maintenir à distance 10 000 contestataires) votèrent la modification de l'article 16, alinéa 2, de la Constitution qui stipulait sans restriction que « *les persécutés politiques jouissent du droit d'asile* ». Depuis le 1^{er} juillet 1993, les impétrants qui se rendent en Allemagne, via un pays tiers considéré comme « sûr », se voient irrémédiablement refoulés. En 1992, 438 191 personnes déposèrent une demande d'admission ; l'an passé, le total s'éleva à 127 937, à peine 5 % des « dossiers » aboutissent. Le Tribunal constitutionnel fédéral de Karlsruhe examine actuellement certaines dispositions contestables. Cependant, le pays limrophe où prévaut le *jus sanguinis*, datant de 1913, avait

accueilli à partir de 1991 vingt-deux fois plus d'infortuné(-e)s qui fuirent les Balkans en guerre, que la France. Les auteurs du moyen-métrage (45 minutes) précité, s'appuyant sur quelques "cas" concrets, s'attachèrent à la description critique de la nouvelle pratique en vigueur. Impensable dans l'Hexagone où règne un affligeant "journalisme de révérence"⁴, aussi bien dans la plupart des organes de presse à "fort tirage" qu'évidemment dans le paysage audiovisuel !... Gert Monheim avait déjà réalisé un précédent film, de la même veine, « *Qui sème la violence...* »⁵, dans lequel il avait relevé la corrélation entre les exactions xénophobes et « *les spéculations intellectuelles des politiciens* ». Alors qu'à Rostock-Lichtenhagen, quelques dizaines de hooligans assiégeaient, à partir du 22 août 1992, le bâtiment central d'hébergement des réfugiés (les émeutes durèrent cinq nuits !), le Parti social-démocrate décida sur le Petersberg (près de Bonn) un tournant dans ses orientations quant au droit d'asile. En revanche, Thomas Euting et Dietmar Schumann, reporters du magazine *Kennzeichen D* du ZDF (la seconde chaîne) ainsi que Wolfgang Richter, chargé auprès de la ville de Rostock des questions d'immigration, sauvèrent le 24 août 1992 la vie à 120 Vietnamien(-ne)s. La Ligue internationale des droits de l'Homme leur décerna la médaille Carl von Ossietzky⁶ pour leur bravoure et leur courage civique.

Meurtres et références nazies explicites

En Autriche, des individus, non démasqués, adressèrent nommément entre les 3 et 6 décembre 1993 à des compatriotes solidaires avec les étrangers et les minorités des emballages explosifs : dix au total, autant que la condamnation prononcée le 29 septembre 1993 à l'encontre de Gottfried Küsel, coupable d'avoir voulu restaurer le Parti ouvrier national-socialiste allemand. En octobre 1994, le fanatique *führer* de l'opposition extra-parlementaire fidèle au peuple (VAPO), qui mène depuis sa geôle « *le combat pour le IV^e Reich* », se vit ajouter une année supplémentaire. Les plus touchés : le curé Auguste Janisch à Hartberg,



Néo-nazis à Bayreuth, le 17 août 1991

DR

Silvana Meixner, rédactrice à l'*ORF*, la télévision publique, Helmut Zilk, bourgmestre de Vienne, qui eut la main gauche déchiquetée. Le 5 février 1995, Josef Simon, Peter Sarközi, Karl et Erwin Horvath, tziganes Roms, furent tués à Oberwart (Burgenland, province limitrophe de la Hongrie) par la déflagration d'un engin dissimulé sous un panneau tagué d'inscriptions haineuses. Il s'agit là des premiers meurtres à motivations politiques au pays du loden depuis la

fin de la seconde guerre mondiale. Le 9 juin dernier, une enveloppe à la nitroglycérine blessa Sabine Dammann, une collaboratrice sur la chaîne privée munichoise *Pro 7* de la métisse Arabella Kiesbauer, la destinataire du courrier. Le même jour, à Linz, un envoi occasionna quelques plaies chez une employée d'une agence matrimoniale au fichier essentiellement composé de postulantes étrangères. Le 13 juin, Thomas Rother, secrétaire général du SPD à Lübeck, ouvrit un pli piégé, posté en Autriche à l'adresse de Dietrich Szameit, maire-adjoint. Celui-ci avait vivement critiqué en avril le verdict (de 2 ans et demi à 4 ans et demi), trop clément à ses yeux, contre les quatre garçons qui mirent le feu, en date du 25 mars 1994, à la synagogue locale. Toujours la même signature : "Armée de libération bavaroise", avec en sus du billet rédigé en ces termes : « *Nous nous défendons ! - Comte Ernst Rüdiger von Starhemberg* »⁷ et « *Andreas Hofer von Tyrol* »⁸, la référence à une « *Salzburger Eidgenossenschaft* » (Confédération salzbourgeoise). Le 16 octobre 1995, le médecin d'origine syrienne Mahmoud Abou Roumié à Stronsdorf et Maria Loley, laquelle s'occupe depuis 1992, dans un climat plutôt hostile, de réfugiés bosniaques à Poysdorf, commune de 5 600 habitant(-e)s en Basse-Autriche, réceptionnèrent une correspondance dangereuse. La septuagénaire susnommée, que les chirurgiens amputèrent de l'index à la main gauche, a été désignée « *femme de l'année* » par la rédaction du journal *Tagesthemen* de l'ARD. Angela Resetarits, la mère du chanteur Willi, fut destinataire, le 11 décembre 1995, d'une missive malveillante, qui détona à Graz avant son acheminement. Son fils, qui a conquis la célébrité sous le nom « *d'Ostbahn-Kurti* », participa à la création d'une « *maison de l'intégration* » à Vienne.

L'automne dernier, la Haute Cour de Justice a rendu un arrêt stipulant que l'on peut traiter Jörg Haider, le leader des Freiheitlichen, de « *père nourricier du terrorisme d'extrême-droite* » sans encourir de sanction pour diffamation. Fin 1994, le yuppie éternellement hâlé aux UV avait transformé le FPÖ, qui succéda en 1956 à l'Union des indépendants, parti nazi reconstitué, en « *mouvement* », référence explicite à la "Bewegung", dont Adolf Hitler fit de Munich la capitale, le 2 août 1935. Les "F" comptent environ 45 000 membres⁹. Une caméra cachée avait filmé Haider, le 30 sep-

tembre 1995, lors de son allocution à la rencontre annuelle de vétérans de la Wehrmacht, de Waffen SS et de néo-fascistes à Krumpendorf sur l'Ulrichsberg, hauteur surplombant le lac de Wörth en Carinthie. Le télégénique quadragénaire se réjouit que « *dans ce monde existent encore quelques hommes corrects..., restés fidèles à leur conviction... Nous sommes supérieurs aux autres sur le plan spirituel...* ». La vidéo amateur, diffusée le 14 décembre 1995 sur l'ARD, passa le 19 sur la chaîne autrichienne ORF2, provoquant un tollé entre Alpes et Danube. En cas de procédure entamée contre lui pour « *relance d'activité nationale-socialiste* », Jörg Haider, qui avait clamé son intention de « *dégager le fumier* », risque (très théoriquement) jusqu'à vingt ans d'incarcération. Bien qu'en recul de 0,6 %, le « *mouvement libéral* » confirma, aux élections législatives anticipées du 17 décembre 1995, sa place sur l'échiquier intérieur. Mais alors que certains sondages le créditaient entre 28 et 30 %, il stagne autour de 22 %.

Fascisme on line

Jörg Haider fit placer à Vienne des affiches géantes où figuraient les noms de cinq femmes et hommes, dont l'écrivain Elfriede Jelinek et Claus Peymann, le directeur du prestigieux Burgtheater, qui pervertiraient la pureté originelle supposée de l'art national. En dénonçant « *l'hégémonie culturelle* » des intellectuels de gauche, il n'hésita pas à détourner un concept forgé par le penseur marxiste Antonio Gramsci (1891-1937) ; le numéro un des "F" ne conçoit « *la communauté nationale* » que soudée par des critères ethniques dans une approche patriotique flattant « *le bon goût populaire* »... Il vit sur un domaine de 1 565 hectares avec monts et forêts, le "Bärental", légué par son oncle qui l'avait récupéré en 1941 de la juive Mathilde Roifer, chassée de ses terres par l'occupant germanique. Un véritable paradis fiscal pour le millionnaire qui se prétendait « *simplement honnête* » et ambitionnait de devenir, au plus tard en 1998, « *chancelier d'une III^e République* »¹⁰.

Les enquêteurs chargés d'épingler les auteurs des attentats évoqués précédemment ne se signalent point par un zèle excessif. Le syndicat AUF, proche du mouvement haiderien,



DR

Le candidat d'extrême-droite autrichien Jörg Haider durant la campagne électorale : un ami de Le Pen.

est majoritaire dans la police... Le 21 décembre, à l'issue d'un procès faisandé, le jury de la Cour d'assises viennoise a blanchi Franz Radl et Peter Binder de l'accusation quant à la fabrication et l'expédition des enveloppes en décembre 1993. Les deux militants de la VAPO ont pris respectivement trois et cinq ans pour leurs agissements néo-nazis.

Dans son Poste d'observation de Braunau¹¹, Karl Polacek fournit des tuyaux techniques pour la fabrication de bombes et recommande la lecture du manuel de Mao-Tsé-Toung sur la guerre de guérilla. Le nouveau front a repris un article du journal autonome *Radikal* à propos du maniement des banques de données. De plus en plus, la mouvance d'extrême-droite communique par des "mailboxes" informatiques ; il en existe neuf, connectées au "réseau Thulé" ; ses concepteurs plastronnent : « *Nous sommes dedans, l'Etat reste dehors.* » Des utilisateurs s'y déclarent solidaires avec « *nos camarades islamiques* » dans leur fatwa contre Salman Rushdie.

Avec l'extension à outrance des "autoroutes de l'information", s'ouvre l'ère de la digitalisation et des réalités virtuelles qui confirment les prédictions orwelliennes les plus pessimistes, de même qu'un champ d'activités très difficile-

ment contrôlable. Systèmes codés, mots de passe, pseudonymes : des messages de toutes natures s'échangent dans la plus stricte confidentialité, par exemple sur le serveur "Germania BBS". Les "accros" du "cyberspace" concoctent des forums à propos de la stratégie de l'extrême-droite. Dans l'entité « *Resistance BBS* », les "users" accèdent à des renseignements concernant des « *espions, des diviseurs, des provocateurs* ». Après l'interdiction de dix groupuscules depuis novembre 1992, le processus organisationnel s'appuie sur une « *camaraderie autonome* ». Seuls les leaders se connaissent. Discrétion, efficacité, pour éviter bavardages intempestifs et fuites.

Ernst Christof Zündel propage sur le *World Wide Web*, depuis son bureau de Toronto, ses tirades dominées par une "idée" : l'holocauste juif n'a jamais existé. Le Parquet de Mannheim requiert contre lui ainsi que contre deux sociétés accusées de favoriser le négationnisme. T-Online, une filiale de la Deutsche Telekom, et la firme munichoise CompuServe peuvent-elles effectivement faire l'objet de poursuites ? Les exploitants offrant des espaces dans le système portent-ils une responsabilité quant au contenu des éléments diffusés ? Néanmoins, la compagnie Telekom a barré le 25 janvier l'accès de ses clients germaniques aux serveurs de la firme Webcom ; sise à Santa-Cruz (Californie), celle-ci gère 1 500 panels disponibles sur Internet.

Titres éloquents

En novembre 1993, *Der Einblick (L'aperçu)*, tiré à 500 exemplaires, avait listé sur 42 pages les noms et coordonnées de 250 syndicalistes, journalistes, professeurs, juges, avocats... catalogués "à gauche", dans le but avoué « *d'éliminer les forces anti-allemandes* ». Adresse postale : Randers au Danemark. Apparemment, la douceur et la quiétude scandinaves conviennent aux vénérateurs des ruines gothiques. Christian Worch, le boss de la Liste nationale de Hambourg, dissoute le 24 février 1995, aurait collaboré, tant sur un plan documentaire que logistique, à l'élaboration de la "liste noire". Dans son *Index*, il avait prôné la levée d'une "Anti-antifa". Le bulletin trimestriel *NS Kampfruf (Appel au*

combat NS) édité à Lincoln (Nebraska) par Gary Rex Lauck, dirigeant de l'organisation extérieure du NSDAP¹², répercute régulièrement les mâles paroles de Gottfried Küssel, tout comme « *l'idéal racial* » du directeur de publication, lequel multiplie les vociférations antisémites. Extradé du Danemark, il se trouve en préventive à Hambourg depuis septembre 1995.

En Autriche, les quelque 800 militants entrèrent dans la clandestinité après la mise à l'ombre de Küssel. Outre-Rhin, l'Office fédéral de protection de la Constitution évalue à 6 000 les skinheads prêts à « passer à l'acte », à 47 000 le total d'extrémistes de droite encartés dans 77 organisations (le contingent de la seule Deutsche Volksunion de l'éditeur munichois Gerhard Frey s'élève à 25 000...), auxquels il faut ajouter les 16 000 affiliés des Republikaner, conduits désormais, après l'éviction de Franz Schönhuber, par le « modéré » (!) Rolf Schlierer. Une centaine de groupes rock « skin » y sévissent ; les plus connus : Störkraft (Force perturbatrice), Endsieg (Victoire finale), Tonstörung (Interruption du son)... Le milieu compte également dans ses rangs un chansonnier au talent de compositeur indéniable, Frank Rennicke, affilié aux Jeunesses Wiking (proscrites le 9 novembre 1994) et au Parti national-démocratique d'Allemagne. La palette des fanzines, au titre très éloquent, s'élève à vingt-cinq ; citons *Stahlfront* (Front d'acier), *Kampfgeist* (Esprit de combat), *Macht und Ehre* (Puissance et gloire)...

Les Republikaner, qui engrangèrent 10,9 % des suffrages aux régionales dans le Bade-Wurtenberg le 5 avril 1992 et 8,3 % aux municipales du 7 mars 1993 en Hesse, n'obtinrent que 1,9 % au scrutin législatif du 16 octobre 1994. L'Union populaire allemande, qui enregistra son meilleur score en avril 1992 aux régionales en Schleswig-Holstein (6,3 %), ne mobilisa, le 14 mai 1995, que 2,5 % de l'électorat à Brême, alors que quatre années auparavant 6,2 % lui accordèrent leurs voix. Les deux années de réclusion confirmées le 27 octobre 1995 à l'encontre de Günter-Anton Deckert, l'excité de Weinheim, portent un coup d'arrêt à la recomposition autour du Parti national-démocratique d'Allemagne (4 500 affiliés). Combien de « personnalités » de l'Union chrétienne démocratique (CDU), de l'Union chrétienne sociale (CSU),

du Parti libéral (FDP), qui forment la coalition gouvernementale à Bonn, tiennent-elles ouvertement des harangues à connotation xénophobe (« le bateau est plein »...), ratissant ainsi sur des plates-bandes méphitiques pour étouffer la « concurrence » dans l'œuf !

Chez la majorité des jeunes sensibles aux thèses extrémistes de droite, « *le sentiment d'appartenance à un groupe se nourrit davantage d'une démarcation agressive que d'idéaux descriptibles à partir de leur contenu. Ces perdants de la modernité... s'attachent aux symboles qui interpellent leurs instincts et non la raison* »¹³. Le spectaculaire défilé de 2 000 « fidèles », le 15 août 1992, dans les rues de Rudolstadt (Thuringe) avec tambours, bannières et oriflammes combla indéniablement certains fantasmes de « prise de pouvoir » par l'occupation du terrain. Le prétexte ne laisse pas d'inquiéter : le souvenir du suicide, en date du 17 août 1987 dans sa prison de Spandau, de Rudolf Hess, le second d'Hitler et commandant du camp d'Auschwitz. Depuis le rassemblement de 500 individus, le 14 août 1993 à Fulda (Hesse), les autorités ne tolérèrent généralement plus de manifestation de néo-nazis. Mais des tribunaux administratifs invalident parfois des arrêtés municipaux, comme à Aschaffenbourg en Bavière où le cortège du NPD put se dérouler le 24 février 1996. Néanmoins, des expressions telles que « *la peste brune* », « *le ventre toujours fécond de la bête immonde* »... ne permettent guère d'appréhender et de contrer argumentativement la « dialectique » fascistoïde contemporaine. La France des années 90 s'apparente aussi peu à celle d'Albert Lebrun que l'Allemagne d'aujourd'hui à la République weimarienne (1919-1933).

Les brutales mutations économiques, sociales, politiques, de même que l'accélération des « progrès » technologiques, la froideur d'une société édifiée selon les schèmes délétères de l'économie sociale (!) de marché engendrent des craintes, pas toutes irrationnelles, que d'aucuns tentent de conjurer dans des « orgies de violence ». La prospérité des droites nationales (dans lesquelles j'inclus au minimum la CSU bavaroise !) renvoie immanquablement aux déficits chroniques des « gauches », cruellement en panne de projets, d'imagination, d'alternatives crédibles... en Autriche, en Allemagne comme en France...

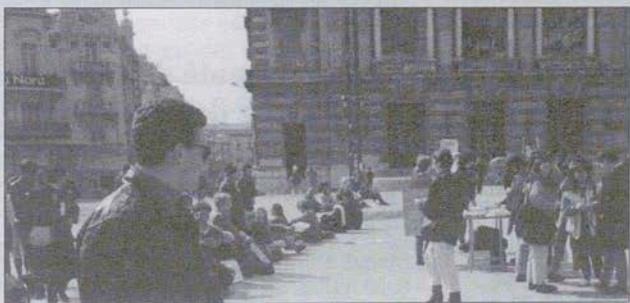
- 1) Edition du 22 janvier 1996.
- 2) Chaîne DRS (Suisse alémanique) le 18 janvier 1996.
- 3) Profanation de tombes, "salut hitlérien", graffitis, insultes, incitations à la haine, négation de l holocauste juif (pas systématiquement réprimée par les cours de justice !...), etc.
- 4) Cf. article de Serge Halimi dans *Le Monde diplomatique* de février 1995. La "prestation" d'Anne Sinclair et d'Alain Duhamel, le 22 février face à Jacques Chirac expliquant sa "réforme" de la Défense nationale, illustre *ad absurdum* cette assertion.
- 5) « *Wer Gewalt sät...* » diffusé le 28 janvier 1993 sur l'ARD.
- 6) Les autorités allemandes s'obstinent à refuser la réhabilitation du grand résistant Carl von Ossietzky (1889-1938), toujours considéré, à l'instar des déserteurs de la Wehrmacht, comme « *traître à la Patrie* ». Lire *Non-Violence Actualité* de novembre 1995.
- 7) Celui-ci défendit victorieusement en 1683 la capitale autrichienne contre l'envahisseur turc.
- 8) Andreas Hofer lutta au XIX^e siècle contre la domination napoléonienne.
- 9) Soit dix fois moins que l'Alliance nationale de Gianfranco Fini, en passe de devenir le nouvel homme fort dans la Botte.
- 10) Le 15 mai 1955, lors de la signature du traité du Belvédère (château viennois), la seconde République, fondée en 1945, proclama sa neutralité.
- 11) Adolf Hitler naquit le 20 avril 1889 à Braunau sur l'Inn.
- 12) Militant allemand le plus réputé : Michael Kühnen, qui mourut du sida le 25 avril 1991.
- 13) Stephan Wehowsky dans la *Süddeutsche Zeitung* des 21 et 22 novembre 1992.



A la mémoire du Mozambiquais Jorge Gomondai, poussé d'un tramway à Dresde par des skinheads, le 31/03/91

DR

Manifester autrement contre le FN, c'est possible !



Le 4 mars 1988, Le Pen doit tenir un meeting en soirée à Montpellier. La semaine précédente, un collectif d'associations et de mouvements se forme pour organiser une manifestation dans les rues, au cri de « *Le Pen dehors* ». Les militants du MAN (Mouvement pour une alternative non-violente) se reconnaissent mal dans ce projet de manifestation. Ils proposent de s'y prendre autrement, mais ils ne sont pas suivis. Aussi, ils décident de réagir à leur façon, avec l'aide des Amis de l'Arche, en jeûnant publiquement 24 h, le jour de la venue de Le Pen à Montpellier.

Assis, place de la Comédie, ils sont une vingtaine entre 12 h et 14 h. En silence, avec quatre distributeurs de tracts et une table de presse. Le tract n'a rien d'agressif. Il pose seulement des questions précises aux électeurs du FN qui sont 15 % à Montpellier.

Le résultat est étonnant. De nombreux sympathisants du FN se mettent alors à dialoguer avec les militants qui tiennent la table de presse. Tout le monde s'écoute. Un journaliste de *France-Hérault* vient. À 13 h, *France-Inter* parle longuement du jeûne qui se tient place de la Comédie, soulignant que ce genre de manifestation permet aux uns et aux autres de se rencontrer et de discuter, ce qui est rare.

La manifestation du collectif anti-Le Pen a lieu à 18 h, regroupant 300 personnes. La presse locale donnera le lendemain la même place aux 20 jeûneurs qu'à la manifesta-

tion qui a regroupé 300 convaincus anti-Le Pen, dans des rues désertées, avec les rideaux des magasins baissés.

F.V.

MAN, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris. Tél. 1/43 79 79 85.

HORS-SÉRIE

SORTIR DU NUCLEAIRE

**Tchernobyl,
Superphénix,
10 ans
ça suffit !**



**24 PAGES COULEURS
60 000 EXEMPLAIRES
SOUTENU PAR PLUS
DE 40 PUBLICATIONS**

*Vendu en kiosque encarté
dans Les Réalités de l'écologie d'avril 1996*

*Commandez-le dès aujourd'hui
à l'adresse ci-dessous au prix, port compris,
de : 15 FF l'exemplaire,
60 FF les 10 ex., 300 FF les 100 ex.*

**LES EUROPÉENS CONTRE SUPERPHÉNIX,
9 rue Dumenge, 69004 Lyon - CCP 548 64 H**

LES SESSIONS DE FORMATION

Le Cun du Larzac

Pour une approche constructive des conflits
Programme été 96

Spécial ados

Envie de taper ou de la paix ?, 14-20 juillet, Brigitte Cassette

Déplacer les montagnes, 29 juillet-3 août, Brigitte Cassette

Les autres, c'est l'éventuel, 4-10 août, stage franco-allemand

Se défoncer dans le sport, 18-24 août, Brigitte Cassette

Développement personnel

Paix intérieure, paix avec les autres, 14-20 juillet, Isabelle Denoix

Danse vitale et créatrice : de la peur à la confiance, 29 juillet-3 août, Dominique Perrière

Cette nature qui mène à la paix intérieure, 11-17 août, Brigitte Cassette

Jouer est un jeu : théâtre et développement personnel, 11-17 août, Abraham Cohen-Solal et Patricia Bayard

Réconciliation : ouvrir sa vie de l'intérieur, 18-24 août, Marie-Catherine Menozzi

Sensibilisation-formation

Animer un groupe, dynamiser une association, 14-20 avril, Hervé Ott

Flore et jardins sur le Larzac, 16-19 mai, Françoise Barbier, Laurence Hingre

Théâtre : jouer, être soi avec les autres, 21-27 juillet, Laurette Faber, Alain Véronèse

Le futur maintenant !, 22-27 juillet, rencontre internationale de jeunes à Nuremberg (Allemagne)

Ensemble pour vivre, agir et construire, 29 juillet-3 août, Isabelle Denoix

Transformations dans la famille, 4-10 août, stage franco-allemand pour familles, Karlheinz Bittl-Dremptic, Laurence Hingre

Face à la violence : comment faire ?, 18-24 août, initiation à la résolution créative des conflits, Hervé Ott

Qui ne réagit pas, reste bête !, 25-31 août, L'attitude non-violente dans la vie quotidienne, stage franco-allemand, Alwin Baumert et André Larivière

Les arbres comprennent tout : introduction à l'écologie, 25-31 août, stage franco-allemand à Nuremberg (Allemagne)

Formation de formateurs

Formation à l'animation interculturelle de jeunes, 14-20 juillet, 27 novembre-1^{er} décembre, stage franco-allemand, Hervé Ott, Karlheinz Bittl-Dremptic

Résistance constructive et droits des humains, 29 juillet-10 août, réservé aux personnes déjà engagées dans la défense des droits des humains, Hervé Ott, Jean-Jacques Samuel

Formation d'entraîneurs à l'action non-violente, 1^{er}-4 mai 1997, 3 août-7 septembre, stages européens, Hervé Ott, Karlheinz Bittl-Dremptic.

Prix adaptés à tous revenus pour individus et familles. Animation pour les enfants de 1 à 11 ans. Hébergement en chambres ou en camping. Le Cun est équipé en sources d'énergies renouvelables.

Pour tous renseignements et obtenir le programme plus détaillé :

Le Cun du Larzac, route de Saint-Martin,
12100 Millau. Tél. 65 60 62 33

Communauté de l'Arche de l'abbaye de Bonnecombe (près de Rodez dans l'Aveyron)

La médiation au collège

Du mardi 2 à 9 h au jeudi 4 juillet à 18 h.

Session animée par Brigitte Liatard et Babeth Diaz, destinée aux éducateurs (enseignants, parents...) qui souhaitent permettre aux jeunes de se situer par rapport à la violence et aux conflits. Nombreux exercices proposés. Participation aux frais : 1 250 F. (La question d'argent ne doit pas être un empêchement. Prise en charge possible pour les enseignants). *Renseignements et inscriptions : Bonnecombe.*

Reconnaître et gérer ma violence

Du dimanche 11 à 19 h au samedi 17 août à 10 h.

Session animée par Jean-Jacques Samuel, compagnon de l'Arche. Aller à la rencontre de l'autre avec respect et fermeté. Ouvrir des espaces pour la vie en nous.

Participation aux frais : 1 900 F. (La question d'argent ne doit pas être un empêchement).

Renseignements et inscriptions : J.-J. Samuel, Assou, 81430 Le Fraysse. Tél. 63 55 82 42

Entrer en communication avec soi-même

Du lundi 12 à 9 h 30 au mercredi 14 août à 16 h.

Session animée par Joël Provost. Chacun de nous possède en lui-même un enfant qui

ressent la vie, un parent qui protège, un adulte qui donne la mesure. Le but de l'analyse transactionnelle est de découvrir et d'utiliser à bon escient ces trois composantes pour pouvoir entrer en relation avec lui-même et avec les autres. Participation aux frais : 2 035 F.

*Renseignements et inscriptions :
Bonnecombe.*

Théâtre et développement personnel. Paix intérieure et paix extérieure

Du samedi 17 à 19 h au samedi 24 août à 10 h.

Retrouver la paix en soi pour vivre en paix avec le monde par Abraham Cohen-Solal, metteur en scène et Patricia Bayard, professeur de yoga. Participation aux frais : 2 000 F. (si l'argent est un frein, parlons-en).

Renseignements : Patricia et Abraham, tél. 65 59 18 50. Inscriptions : Bonnecombe.

*Pour tout renseignement et inscription :
Communauté de l'Arche, abbaye de
Bonnecombe, Comps Lagranville, 12120
Cassagnes Bégonhèse. Tél. 65 74 13 40.*

Communauté de l'Arche de la Flayssière (près de Lodève, dans l'Hérault)

Dans la communauté, célibataires ou mariés s'engagent au service de leurs frères à travers les voies de la non-violence gandienne : travail manuel, recherche intérieure, entraide et partage communautaire, simplicité de vie, engagement non-violent pour la paix et la justice.

Au cours des sessions en langue française, allemande ou espagnole, vous pourrez vivre :

— des moments avec la communauté (prière, repas, rencontres, échanges, travail manuel) ;

— des moments avec les autres participants pour entrer ensemble dans le chant, la danse, les exercices corporels (yoga, relaxation), pour partager et apprendre les uns des autres sur les points qui nous interpellent (non-violence, travail manuel, vie intérieure...) ;

Date :

— 24 juillet au 1^{er} août (en allemand) 1 050 F.

— 4 au 11 août (en français) 880 F.

— 14 au 21 août (en espagnol) 700 F.

*Pour toute information écrivez à :
Communauté de l'Arche, La Flayssière,
34650 Joncels*

Laïcité, islam et christianisme : la cause de l'homme...

Le contrôle mutuel du christianisme, de l'islam et de la laïcité est nécessaire. L'identité citoyenne proposée et imposée par l'Etat laïque doit trouver sa juste articulation avec les requêtes spirituelles de chacun.

Du 1^{er} au 22 août, avec Luc Moreau, islamologue, Pierre Lathuillière et Michel Barlow de Facultés catholiques et Michel Morineau de la Ligue de l'enseignement, Roland Ducret, o.p., François Douchin

*Renseignements et inscriptions : Centre
Albert-le-Grand, couvent dominicain Le
Corbusier, BP 0105, 69591 L'Arbresle
cedex. Tél. 74 01 01 03*

Centre Albert-le-Grand (près de Lyon)

Les chemins de l'attention. Pratique de l'assise dans l'esprit du zen.

Exposés, échanges, séances d'assise silencieuse alterneront avec des exercices sur le souffle, le son, le geste... Session ouverte aux débutants.

Du 3 août au 7 août, avec Bernard Durel, o.p., Jean-Lucien Jacquemet et Jacqueline Veny

Vivre et l'écrire.

Trois jours d'écriture spontanée.

Permettre et faciliter, à partir de techniques simples, l'expression de ce que chacun porte en soi et découvrir le plaisir de l'écriture.

Du 8 au 10 août, avec Pierre de Givenchy, Paul Gravillon

Formation continue à l'IFMAN

L'Institut de recherche et de formation du Mouvement pour une alternative non-violente de Haute-Normandie propose une série de formation sur le thème "Faire face au conflit".

Exemples de sessions de formation : "Médiation de proximité" (22, 23 et 24 avril 1996) ; "Médiation scolaire par les élèves" (9, 10 et 11 avril 1996) ; "Animation de quartier et conflits" (25 et 26 avril, puis 23 et 24 mai 1996) ; "Faire face à l'agressivité en service social" (12 et 13 septembre, puis 10 et 11 octobre 1996) ; etc.

*Le programme détaillé est à demander à :
IFMAN, Centre Jacques Monod, voie de la
Ferme, 27100 Val-de-Reuil. Tél. 32 61 05 97*

En Suisse

Formation francophone pour formatrices/formateurs à la résolution non-violente des conflits

Cette session s'adresse aux personnes ayant :

- une expérience d'animation de groupes ;
- déjà participé à des formations à la "non-violence" sous forme active ;
- un projet clair de mise en pratique.

Lieu : Denezy (Gros-de-Vaud en Suisse). Dates : 7 au 14 juillet 1996. Le prix dépendra des subventions obtenues individuellement et collectivement.

Renseignements : Michel Mégard, 25 chemin des Voirons, CH-1213 Petit-Lancy, Suisse. Tél. +41/22 792 19 37

Nous voulons que ce colloque soit un moment d'échange d'idées, de "remue-ménages" (*brainstorming*), d'expériences, d'expérimentations qui aide-les participants à prévenir la violence et offrir des outils pratiques et rapides pour trouver des solutions aux conflits de la vie quotidienne.

Une journée commencera par une conférence qui orientera le sujet du jour. Ensuite, des ateliers/parloirs seront organisés pour travailler en sous-groupe au choix des participants. Une séance plénière rassemblera ensuite les participants afin de faire un rapport sur les trouvailles ou les expériences vécues dans les ateliers.

Les langues utilisées seront le français et l'anglais (traduction simultanée pour les

conférences, consécutive pour les ateliers).

Organismes participant pour la Belgique : Unicef, Centre Gandhi, Bibliothèque Anatoth, asbl Humania pour Bruxelles, Centre de recherche en médiation, Civilisations solidaires, De Bouche à Oreille pour Liège. Des enseignants et éducateurs viendront témoigner des retombées obtenues quant à l'application du cahier BD : « Il en faut peu pour être amis » et autres moyens mis en œuvre pour trouver des réponses efficaces à la violence et à la résolution des conflits.

Renseignements et inscriptions : Humania, av. Swartebrouck, 3, B-1090 Bruxelles, Belgique. Tél. (19) 02 479 92 75



En Belgique

Prévention de la violence/résolution des conflits

Colloque international sous l'égide du réseau *Encore* avec le concours de la Communauté française et du Foyer culturel jettois.

A Bruxelles, les 21, 22 et 23 août 1996 de 9 h 30 à 17 h, au siège de la Communauté française, 44, bd Léopold II, B-1080 Bruxelles

Depuis la fondation en 1990 du réseau européen *Encore* (European Network for Conflict Resolution in Education - Réseau européen pour la résolution des conflits à l'école), un colloque international est organisé chaque année par un membre fondateur dans une ville européenne.

La non-violence sur Minitel

3615 NV

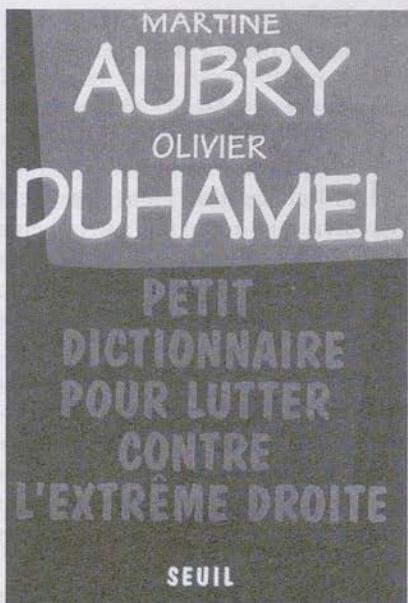
Toute l'information sur la non-violence :

- actions
- mouvements
- contacts
- jeux coopératifs
- bibliographie
- revues
- librairie
- formations...

Anv est bien entendu
sur ce serveur !

3615 NV, le Minitel
de la non-violence
(1,29 F la minute)

Nous avons lu...



Martine AUBRY

Olivier DUHAMEL

Petit dictionnaire pour lutter contre l'extrême droite

Paris, Seuil, 1995, 268 p., 79 F.

Parce que Le Pen a recueilli 15 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle, le 23 avril 1995, Martine Aubry et Olivier Duhamel ont décidé de réagir fortement en publiant ce petit dictionnaire contre le FN. Le prix de vente est attractif. Le contenu également.

Ce dictionnaire a près de 200 mots en entrée, comme *Beurs*, *Coluche*,

Expulsion, *Jeanne d'Arc*, *Montfermeil*, *Procès*, *Sécurité sociale*, etc. Il donne des faits, rapporte des citations, présente des statistiques, incite à réagir contre la montée de l'extrême-droite. Cet outil de réflexion, fort bien conçu, pèche néanmoins par l'absence d'analyse sur les aveuglements de la gauche au pouvoir à l'égard de la montée progressive du FN.

L'avantage que présente cet écrit est de démasquer les fausses informations et les réponses fantasmagoriques sur l'emploi, le logement, la santé, la sécurité... Tout en incitant à retrouver le vrai sens de l'action citoyenne en politique.

François VAILLANT

auteurs ont préféré les collectifs moins connus du public, et pourtant très actifs : Scalp, Ras l'Front...

Alors que les grands partis politiques n'ont plus de projet mobilisateur, les divers collectifs anti-Front national continuent à recruter et à former des militants contre le racisme, l'exclusion, l'extrême-droite. Un ouvrage documenté qui, grâce à la méthode de l'interview, conduit le lecteur au cœur des collectifs anti-Front national. Des lieux qui permettent souvent à l'extrême-gauche de perdurer. Avec toutes les ambiguïtés qu'on lui connaît depuis les années 70 !

F.V.

Les collectifs anti-Front national
Ouvrage collectif dirigé par Nonna MAYER,

Les Cahiers du CEVIPOF/FNSP-CNRS,
Paris, 1995, 182 p., 50 F.

À commander au CEVIPOF,
10 rue de la Chaise, 75007 Paris.

Des collectifs anti-Front national existent un peu partout en France. Chacun a son histoire et ses modes d'action. Cette étude les présente avec une rigueur d'analyse. SOS-Racisme est peu abordé, car visiblement les

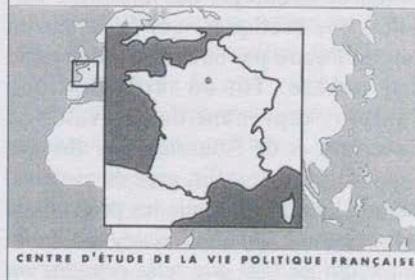
LES CAHIERS DU
CEVIPOF

13

LES COLLECTIFS
ANTI-FRONT NATIONAL

sous la direction de
Nonna MAYER

Jean-Gabriel CONTAMIN Thomas WEIL
Sophie CAMARD Xavier JARDIN
Fabrice HAMELIN avec la collaboration de
Audrey DAVID, Cécile DUMAS,
Véronique MUSEAU
Jade LINDGAARD DIANE MARTIN





Mark HUNYADI

La vertu du conflit.

Pour une morale de la médiation,

Paris, Cerf, 116 p., 59 F.

La plupart des institutions génèrent des règles et des normes, ce qui en morale se traduit par des *habitus*, c'est-à-dire des pratiques, qui finissent un jour où l'autre par être déconnectées de leur genèse. Tôt ou tard, explique l'auteur, reprenant des travaux de Habermas et de Bourdieu, on observe l'apparition du conflit, gros de violence latente. Le conflit révèle les prétentions bafouées. « *Il appelle à leur reconnaissance qui en tant que telle échappe au*

caractère strictement disciplinaire du langage », commente Hunyadi (p. 27). Dès lors, les paroles les plus anodines sont perçues dans une vérité d'injonctions, d'intimidations, de mises en demeure, de menaces...

Mark Hunyadi plaide pour une morale de la médiation, compte tenu du fait que pour lui « *tout conflit a une dimension morale, dans la mesure où il met en jeu, en élevant des prétentions à la reconnaissance d'aspirations divergentes, la normalité d'une règle, quelle qu'elle soit* » (p. 85). Le propre de la médiation est alors d'essayer d'établir le respect d'autrui — au sens kantien —, et non de proposer d'abord une règle ou une vision du monde. En d'autres termes, la médiation induit une morale, celle de la raison pratique.

La démonstration faite par l'auteur est saisissante. Elle prend comme exemple de conflit celui des opinions relatives de nos jours à celui de l'avortement. Vaste débat parsemé de conflits ! Cet ouvrage est à la fois un travail de sociologie et de philosophie morale. Il vient éclairer fort utilement ce que l'auteur nomme, à juste titre, « *la vertu du conflit* ».

F.V.

Peine de mort, état d'urgence

Document de l'ACAT, Paris, 24 p., 1996, 30 F.

À commander à l'ACAT, 252 rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

Les lecteurs d'ANV qui aimeraient poursuivre une réflexion sur la peine de mort dans le monde, à la suite de notre n° 96, apprécieront ce document. Il présente, entre autres, un judicieux argumentaire contre la peine de mort, sous la forme de question-réponse, du genre : « *La peine de mort est-elle dissuasive ? En abolissant la peine de mort, l'autorité de l'État n'est-elle pas affaiblie ?* », etc. Il rapporte également un sondage de la Sofres, réalisé en 1991, où 61 % de Français se déclaraient favorables au rétablissement de la peine de mort.

F.V.

Tolstoï, un grand précurseur.

La culture de la bombe.

N° 21 de « *La petite revue de l'indiscipline* », mars 1996, 40 p.

A commander auprès de Christian Moncel, BP. 1066, 69202 Lyon cedex 01, 20 F (port compris- chèque à l'ordre de C. Moncel)

Ce petit fascicule a l'immense mérite de présenter une critique très pointue de l'ouvrage de Zweig qui s'est plu, à l'entre deux-guerres, à

démolir la vie et l'œuvre de Tolstoï, tout en lui faisant parfois des courbettes de salutations littéraires. Puis vient un aimable compte rendu du n°89 d'ANV consacré au sage d'Isnaïa Poliana, avec ensuite trois articles sur la culture de la violence.

F.V.



Jean-Marie MULLER

Le principe de non-violence
Parcours philosophique.

Paris, DDB, 1995, 324 p., 140 F.

On savait l'auteur depuis longtemps attelé à la rédaction de ce livre. L'idée centrale est que, dans la culture occidentale, le rapport à la violence n'est abordé qu'à travers le couple violence/contre-violence, et non à travers le couple violence/non-violence. Le *parcours philosophique* mené par l'auteur conduit à poser que le refus de toute légitimation de la violence fonde *le principe de la non-violence*. La démonstration de J.-M. Muller illustre d'une certaine façon ce que René Girard estimait, en écrivant que « *le Mal ne fait qu'un avec les mécanismes circulaires de la violence, avec l'emprisonnement des hommes dans les systèmes culturels ou philosophiques qui assurent leur modus vivendi avec la violence* » (*Des choses cachées*,

Jean-Marie Muller

Le principe de non-violence

Parcours philosophique



Desclée de Brouwer

Grasset, p. 185). L'ouvrage de J.-M. Muller comporte 15 chapitres.

Les deux premiers abordent les questions du conflit et de la violence. Pour l'auteur, le fait d'employer la violence dans l'intention de servir une cause juste ne change en rien la nature de la violence qui, pour lui, demeure toujours injustifiable parce qu'inhumaine. Les pages 41-57, fort éclairantes sur l'illusion que le violent entretient pour ignorer la mort, montrent que la violence, une fois justifiée, fait du violent, dans certaines circonstances, un homme que la pensée commune estime à tort courageux. L'auteur reprend dans ces pages plusieurs éléments de réflexion du travail déjà opéré par Jacques

Sémelin (*Pour sortir de la violence*, Ed. Ouvrières), sans jamais le citer.

Le chapitre 3 énonce « *la non-violence comme exigence philosophique* ». L'auteur montre ici en quoi la non-violence est l'option de la raison, si bien que « *la recherche philosophique, qui a l'ambition d'approcher la sagesse qui donne sens à la vie de l'homme, se fonde sur le principe de non-violence* » (p. 60). Les pages 66-82 font adroitement l'éloge de la bonté — ce que les anciens appelaient la magnanimité —, car la non-violence se reconnaît plus sur ce terrain que sur celui de l'amour. L'auteur éclaire ici sa réflexion par des éléments de la philosophie d'Emmanuel Lévinas.

Le chapitre 4 traite de « *l'homme non-violent face à la mort* ». Prendre le risque de la non-violence, c'est en fin de compte prendre le risque de la vie, pour autrui et pour soi. J.-M. Muller a beau nous rappeler l'existence des quatre vertus cardinales, issues de la pensée grecque, il est loin de nous convaincre de leur intérêt, pourtant central, pour une philosophie de la non-violence, tant il passe vite dessus. Il est probable que si l'auteur avait saisi l'intérêt de la connexion des quatre vertus cardinales dans la tradition aristotélico-thomiste, la philosophie de la non-violence qu'il cherche à développer aurait eu une assise plus large dans ce livre.

Le chapitre 5 présente les « *principes de l'action non-violente* », avec la question de la fin et des moyens, les stratégies de non-collaboration et de

désobéissance civile, etc. L'auteur remet au passage la pendule à l'heure concernant Georges Sorel, qui, le siècle dernier, publia un livre intitulé *Réflexions sur la violence*. Sorel n'y fait nullement l'apologie de la violence mais celui de la grève générale, comme mythe capable d'organiser la classe ouvrière pour se libérer de l'Etat bourgeois.

Les chapitres 6 et 7 sont consacrés à montrer l'incohérence qui réside à vouloir légitimer la guerre en morale politique, comme l'ont fait Machiavel et Hegel. L'Etat estime alors que la fonction de l'individu est définie selon les besoins de la collectivité, si bien que la personne n'existe plus par elle-même ou pour elle-même, mais par la société et pour la société (p. 141). Certes, une société a besoin d'une police, affirme l'auteur, mais elle devrait être formée à résoudre les conflits de manière non-violente. Face à des cas limites, s'il y a malgré tout mort d'un malfaiteur ou d'un assassin, il conviendrait d'insister sur le fait que cette violence, « même si elle a été nécessaire, est toujours un drame, un malheur, un échec, et qu'elle est donc à vivre dans une conduite de "deuil" » (p. 145).

Les chapitres 8 et 9 traitent de la non-violence comme exigence politique, capable de résoudre les conflits. En illustrant ses propos par ceux d'Annah Arendt, l'auteur rappelle que le pouvoir politique est fondé conjointement sur la parole et l'action, or « la violence est incapable de parole ». Donc, quand le politique légitime la

violence, au nom de la raison d'Etat, il se pervertit. La vraie démocratie est citoyenne : raison, parole et action permettent non seulement d'exercer le pouvoir mais aussi de le contrôler. Le refus du primat de l'économique sur le politique, avec la question de l'éologie, est abordé avec éloquence (p. 175-181). Une formule ramassée — « l'éducation à la non-violence commence par la non-violence de l'éducation » —, illustre ici les propos tenus p. 194-199.

Le chapitre 10 est une réflexion sur les alternatives non-violentes à la guerre. Les lecteurs d'ANV y retrouveront avec plaisir ce que cette revue aborde régulièrement.

Les chapitres 11 et 12 se présentent comme une belle discussion approfondie avec Eric Weil. L'œuvre de ce philosophe, décédé en 1970, aborde de plein pied la problématique violence/non-violence. Pour Eric Weil, face à la violence des hommes déraisonnables — ceux qui n'ont pas voulu entendre les arguments de la raison —, il ne reste que les moyens de la violence pour permettre à la non-violence d'être, malgré tout, « le but de l'histoire ». Pour Eric Weil, « sagesse pratique et morale vivante ne peuvent être séparées : la volonté de non-violence est le guide de cette sagesse, qui, sans elle, ne serait qu'instrument d'arbitraire » (cité p. 223). J.-M. Muller débusque fort adroitement dans ces deux chapitres la contradiction qui apparaît dans l'œuvre d'Eric Weil, puisque d'une part ce philosophe affir-

me que l'option pour la non-violence fonde l'agir moral de l'homme, mais, par ailleurs, il légitime que des moyens violents sont parfois imposés à l'homme politique pour lutter contre les violents. Il est vrai, note J.-M. Muller, que « la notion de contrainte non-violente est tout à fait absente du champ de réflexion d'Eric Weil. Pour lui, [...] la non-violence ne peut être que la non-violence du discours. Il ne connaît pas la non-violence de l'action » (p. 238). La lecture critique de Weil par Muller indique en quoi l'attitude de l'homme raisonnable, c'est-à-dire non-violent, donne sens à l'agir moral de l'homme, et fonde ainsi une sagesse, une philosophie.

Dans les chapitres 13 et 14 sont présentés et débattus certains éléments de la pensée et de l'action politique de Gandhi.

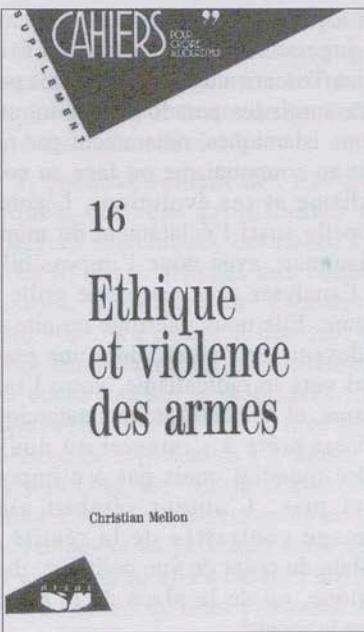
Le dernier chapitre fait valoir ce que devrait être une culture de non-violence. Pour l'auteur, « la violence est toujours déraisonnable ». Ceci a été martelé tout au long du livre. Nous vivons depuis des siècles dans un monde où la philosophie a légitimé peu ou beaucoup la violence. Il est grand temps de reconnaître le bien-fondé moral et politique de la non-violence pour faire advenir un monde plus juste.

Ce livre est un *parcours philosophique*. Il est donc juste que le lecteur n'y trouve pas une histoire de la philosophie à l'égard du thème traité. Le militant de la non-violence qu'est J.-M. Muller, connu et apprécié de beaucoup,

présente ici une réflexion très pertinente. Cet ouvrage à l'écriture incisive, parfois agréablement virulente, comporte quelques répétitions pour signifier, à chaque chapitre, que la violence ne doit jamais être légitimée sous prétexte de la nécessité ou d'un prétexte moindre mal. L'auteur a l'art de la formule, même si quelquefois on reste interrogatif devant certaines, du genre : « *Au commencement est le conflit.* » (p. 18) De quel commencement s'agit-il ? Celui de la création du monde ? Celui de toutes relations humaines ? Certains pourront regretter, par ailleurs, que la notion de non-violence ne soit pas plus abordée sous l'angle de la vertu morale de la raison pratique, la *phronésis*. Le champ d'étude pour la vertu connaît actuellement un regain d'intérêt en philosophie, tant en France qu'en Amérique du Nord. Cette prise en considération par J.-M. Muller lui aurait probablement permis de mieux situer *Le principe de la non-violence* à l'égard de la justice (cf. *La théorie de justice* de John Rawls) et de la maîtrise de soi, vertu que requiert particulièrement tout comportement non-violent. Malgré ces remarques, il n'en demeure pas moins que cet ouvrage de J.-M. Muller est appelé à devenir incontournable auprès de ceux et celles qui estiment que la question philosophique de la violence/non-violence mérite d'être dignement étudiée, ce qui avait été jusqu'à maintenant bien peu le cas.

Un grand livre !

F.V.



Christian MELLON

Ethique et violence des armes

Cahiers pour croire aujourd'hui, 1995, 128 p.

A commander : éditions Assas, 14 rue d'Assas, 75006 Paris (48 F + 8 F de port)

« *Dans quelles circonstances, et à quelles conditions peut-on décider pour une cause juste (sauver des vies, protéger des droits rétablir la paix) une action potentiellement meurtrière ?* » Telle est la question fondamentale à laquelle se propose de répondre Christian Mellon dans un opuscule de 124 pages. Rédigé dans un style alerte, l'auteur présente la doctrine dite de la

“guerre juste” (4 des 10 chapitres) afin d'en extraire les critères qui permettront d'établir la légitimité du recours à la violence. D'entrée de jeu il prévient le lecteur : « *Il est évidemment nécessaire de privilégier les moyens non-violents dans tous les conflits de la vie sociale, politique et internationale, cette règle générale ne peut être tenue pour absolue.* »

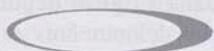
Etant son argumentation sur de nombreuses situations concrètes, Christian Mellon situe le véritable dilemme éthique, non entre “violence et lâcheté”, mais entre “violence et charité”. Il affirme que la tradition chrétienne a constamment opté en faveur de l'impératif premier de la charité, c'est-à-dire de la justice au détriment d'une conception évangélique de non-violence absolue, également à l'œuvre dans l'Eglise depuis les premiers siècles de notre ère.

Légitimité d'un recours ultime à la violence

Rappelant que le discernement éthique se conjugue avec l'analyse et la responsabilité politiques, l'auteur plaide en faveur d'une “dynamique” qui rendrait « *le recours aux armes toujours plus ultime* ». Il exhorte les pouvoirs publics et la Communauté internationale à consacrer de plus « *vigoureux efforts* » aux recherches portant sur les stratégies alternatives de défense et de résolution non-violente des conflits.

Il prend nettement ses distances par rapport à la thèse déniante toute légitimité à l'usage de la violence proposée par Jean-Marie Muller dans *Le Principe de la non-violence*. Les termes d'un débat plus que stimulant sur les rapports violence/non-violence/justice peuvent maintenant être connus de tous. Si Christian Mellon n'est pas toujours convaincant dans les chapitres consacrés à la position du Vatican et des épiscopats portant sur l'élimination des armes nucléaires ou sur l'arrêt des transferts d'armement, il est en revanche particulièrement pertinent quand il nous livre une réflexion plus personnelle sur le "droit d'ingérence" et le terrorisme.

Christian BRUNIER



Luiza TOSCANE

L'islam, un autre nationalisme ?

Paris, L'Harmattan, 1995, 215 p.

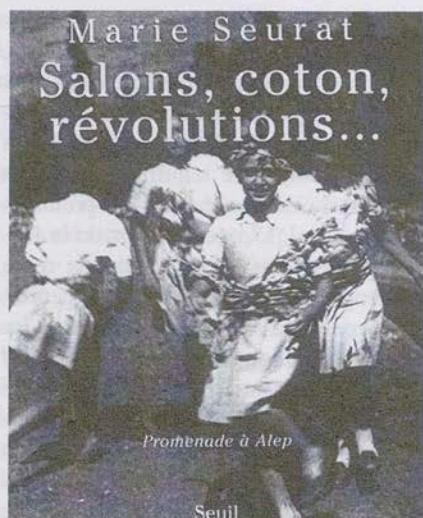
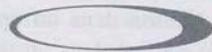
Luiza Toscane est le pseudonyme d'une journaliste, spécialiste des questions de politique internationale. Elle traite ici, avec une franche volonté, de l'émergence du nationalisme islamique dans le monde arabe.

Elle retrace tout d'abord l'évolution de ce phénomène dans sa dimension historique et institutionnelle, puis dans

son aspect idéologique. Loin de porter un jugement de valeur sur les faits, Luiza Toscane utilise ces données pour faire surgir les paradoxes des mouvements islamiques, notamment par rapport au communisme ou face au colonialisme et ses évolutions. L'auteur rappelle aussi l'éclatement du monde musulman, avec donc l'impossibilité de l'analyser avec une seule grille de lecture. Elle nous interroge ensuite sur le devenir de l'islam, dont une partie tend vers le radicalisme, voire l'intégrisme, et une autre, moins autarcique, qui est prête à s'intégrer au nouvel ordre mondial, mais pas à n'importe quel prix. L'auteur rétablit ainsi l'image contrastée de la réalité de l'islam du point de vue politique, théologique, ou de la place de la femme dans la société.

Ce livre, intéressant de par sa richesse en informations et son ton à la fois sérieux et détendu, reste parfois ardu à lire du fait des traductions de mots arabes renvoyant trop souvent au glossaire en fin d'ouvrage. Ses qualités dépassent cependant de très loin cet inconvénient. Ce voyage au cœur du monde arabe semble primordial à la compréhension de la montée islamique, si problématique à résoudre dans notre pays.

Frédéric ESCALON



Marie SEURAT

Salons, coton, révolutions,

Paris, Seuil, 1995, 222 p., 160 F.

Marie Seurat, quelques syllabes qui restent pour tous synonymes d'un drame injuste et surtout tellement absurde. Au fil des lectures de ses livres, on se laisse séduire par le style vif, léger, sans complaisance..., pas même pour elle-même. Et au delà de l'œuvre littéraire, on se prend à admirer, non seulement l'appétit de vivre, mais aussi la modestie de celle qui se prétend ignorante et inculte, et qui pourrait donner des leçons à plus d'un.

Elle nous livre ici un livre de photos et de souvenirs de ce « *si proche Orient* », auquel elle continue d'appar-

tenir. Photos anciennes de Jacques Sauvaget, clichés d'aujourd'hui réalisés par l'auteur, tous aussi saisissants et précis que les textes, qui sont eux aussi des instantanés. Impressions brèves et fugaces de Marie Seurat qui revient hanter sa ville d'Alep, en Syrie, avant de la fuir pour n'y avoir retrouvé que nostalgie... Mais n'est-ce pas le sort de tous ceux qui effectuent un pèlerinage sur les lieux d'une enfance que l'histoire a fait disparaître ?

On comprend alors que la mort tragique de Michel Seurat n'est pas la première épreuve de cette infatigable révoltée. Ni sa première fuite, ni la dernière peut-être. Il a d'abord fallu oublier, dans un premier exil, cette enfance choyée de princesse levantine, les fastes des grandes demeures qui bruissent sans cesse de réceptions nocturnes aux franges du désert, la fraîcheur retrouvée du soir auprès des bassins dans les jardins.

C'est le récit, par petites touches, que nous livrent ces clichés en noir et blanc, dont elle a su retrouver le grain pour nous montrer sa ville d'hier et d'aujourd'hui. Elle ne la reconnaît plus. Elle ne s'y reconnaît plus. Et pourtant, on a envie de lui dire combien le charme d'Alep est puissant encore. La poussière surannée de l'hôtel Baron, celle de l'infatigable activité des souks où l'on se laisse volontiers perdre en flânant entre la ruisselance des ors, la magie des tapis, les pacotilles en plastique, la rutilance des tissus, la bombarde des intestins de moutons présentés

dans les boucheries. A-t-elle oublié aussi d'aller s'asseoir à la terrasse du vieux café, où glougloutent les narguiliés, dominé par la masse de la citadelle qui écrase même le ciel ?

L'enchevêtrement des fils électriques, ces rues grouillantes aux enseignes anarchiques, ces radios tonitruantes, et ces affiches aux couleurs criardes, participent aux charmes de cette ville. Au détour d'une rue, une église arménienne, une grande demeure aux cours fraîches et ombragées... Le dépaysement est total : tant d'influences, de civilisations s'y mêlent, on s'y sent chez soi. Marie Seurat, cette enfant d'Alep, retrouvera-t-elle un jour ses racines et sa paix intérieure après les violences qu'elle a subies ? Ou bien les révoltes qu'elles évoquent sont-elles les siennes propres au point d'être encore sans cesse habitée par elles ? Pour toujours ? Un livre superbe !

Sylvie BLETRY



Et puis encore...

Une collection baptisée « *Connaissances de l'éducation* » vient d'être lancée par les éditions Erès. On y trouve déjà *De la responsabilité en éducation*, de Jean-Bernard PATURET, 120 p., 95 F, et *La gestion mentale en questions*, ouvrage collectif dirigé par Charles GARDOU, professeur en

Sciences de l'éducation à Lyon II, 412 p., 185 F. Cette nouvelle collection va s'étendre prochainement à d'autres titres, afin d'offrir un espace de réflexion, d'expression et de débat en matière d'éducation.

Un remarquable article, "Comment canaliser l'inhumanité de la guerre? Le crime contre l'humanité à la croisée du droit pénal international et du droit humanitaire", de Jean-Luc HIEBEL, est paru dans la *Revue d'éthique et de théologie morale*, n° 195, Paris, Le Cerf, p. 115-152, 120 F.

Dans le numéro 97 d'ANV, "Intervenir sans armes pour la paix", nous avons oublié de parler de **Balkan Peace Team** (BPT). Cette organisation internationale est engagée en Croatie et au Kosovo. Elle y envoie des volontaires, pour une période minimale de 6 mois, pour promouvoir la résolution non-violente des conflits. Par sa présence, **Balkan Peace Team** facilite le dialogue et permet que s'instaure le respect des différences.

Balkan Peace Team cherche des volontaires et des personnes pouvant l'aider financièrement.

Se renseigner à BPT, Paul Bruyelles, c/o Marrot, 31 rue Mirabeau, 59420 Mouvaux.

ALTERNATIVES NON VIOLENTES

dossiers, recherches, documents
sur la non-violence

revue associée à l'Institut de Recherches sur la Résolution Non-violente des Conflits (IRNC)

Écrivez, à ANV,

B.P. 27,

13122 VENTABREN,

pour recevoir gratuitement
10, 20 ou 50 dépliants,
selon votre choix.

L'équipe d'ANV vous en remercie
chaleureusement.

ANV édite un joli dépliant qui présente la revue, indique les numéros disponibles et propose un abonnement.

Aidez-nous à le distribuer !

Offrez le numéro d'Alternatives non-violentes que vous
venez de lire sur "Front national : violence cachée"

1 exemplaire : **58 F** au lieu de 68 F.

3 exemplaires : **160 F** au lieu de 195 F.

5 exemplaires : **270 F** au lieu de 315 F.

**PRIX
RÉDUITS**

Tous ces tarifs s'entendent port compris.

À retourner à ANV, B.P. 27, 13122 Ventabren



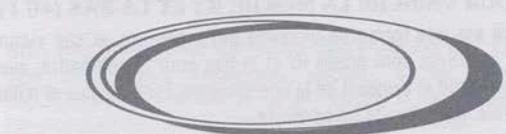
Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Je commande ... exemplaire(s) du n° 98 d'ANV pour le prix de ...

Joindre le chèque à la commande à l'ordre de ANV, CCP 2915 21 U Lyon



Le prochain numéro portera sur "La fracture sociale", avec en particulier le cas de Marseille.

Abonnez-vous. Abonnez vos amis

Bulletin d'abonnement

à envoyer à: A.N.V.
B.P. 27
13122 Ventabren

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....
.....
.....

Je souscris un abonnement d'un an (4 numéros),
à partir du numéro

Je commande dépliants de présentation de la revue
(gratuits).

**Tarif ordinaire : 190 FF.
Soutien, à partir de : 300 FF.
Petit budget : 140 FF.
Étranger : 250 FF.**

Si vous en avez les moyens, considérez le tarif "soutien" comme le tarif normal pour vous : vous nous aiderez ainsi à maintenir le tarif "petit budget" assez bas, pour que personne ne soit empêché de nous lire pour raison financière... Un immense merci.

Je désire recevoir les numéros suivants :

envoi d'1 numéro : plus 10 FF de port
envoi de 2 numéros : plus 16 FF de port
envoi de 3 numéros : plus 21 FF de port
envoi de 4 numéros : plus 25 FF de port

Je verse donc la somme de
à l'ordre de A.N.V., CCP 2915-21 U LYON

Voici les noms et adresses de personnes qui pourraient être intéressées par A.N.V. :

Remarque :

N° 60 : GÉNOCIDES (40 F)

Les formes les plus extrêmes de la violence de masse sont un défi à ceux qui veulent réduire la violence : il faut analyser et connaître les génocides pour mieux empêcher leur retour. Léon Poliakov, F. Ponchaud, Y. Ternon, J.L. Domenach, W. Berelovitch réfléchissent sur les génocides des Juifs et des Arméniens et sur les massacres au Cambodge, en URSS et en Chine.

N° 68 : LEXIQUE DE LA NON-VIOLENCE (50 F)

Jean-Marie Muller propose les définitions d'une soixantaine de mots couramment utilisés dans la recherche sur la non-violence. Toutes les formes d'action sont passées en revue ainsi que quelques notions-clé. Un outil pratique et éclairant.

N° 69 : LES DÉFIS DES TERRORISMES (40 F)

Le terrorisme : comment se distingue-t-il des autres formes de violence ? Comment le juger ? Comment lui résister ? Des questions vitales pour la démocratie. Avec Olivier Mongin, Michel Wieriorka, Edwy Plenel.

N° 72 : STRATÉGIES NON-VIOLENTES : OÙ EN EST LA RECHERCHE ? (40 F)

Cinq ans après la création de l'Institut pour la résolution non-violente des conflits (IRNC), un premier bilan des recherches qu'il a menées : sur l'énergie, sur les collectivités locales, sur les associations, sur la défense européenne.

N° 75 : POUR VAINCRE LA MISERE ICI ET LÀ-BAS (40 F)

La misère est une forme de violence qui a ses lois et ses victimes. Diverses initiatives sont prises ici et là-bas pour la combattre, avec le caractère inventif et exigeant de la non-violence. Économistes et militants ont la parole. Interview de l'abbé Pierre.

N° 77 : VIOLENCES. LES ENFANTS AUSSI (40 F)

Quolibets et brimades, délinquance et suicide, d'où vient la violence des enfants et des adolescents ? Ce numéro montre avant tout que les violences sournoises subies durant la petite enfance ressortent plus tard chez le sujet. Psychologues, psychanalystes, pédiatre et avocat expliquent le pourquoi et le comment des violences chez l'enfant.

N° 81 : ÉCOLOGIE, NON-VIOLENCE :
LES CONVERGENCES (40 F)

La démarche écologique inclut dans son éthique les principes de la non-violence. Energies et civilisation. Où en est le Droit international pour l'Environnement ? Paroles du chef indien Seattle, etc.

N° 83 : VIOLENCE ET NON-VIOLENCE EN ISLAM (40 F)

Le Coran légitime la guerre sous certaines conditions. Perceptions de l'Occident, de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde musulman. Le soufisme et la non-violence. Avec Arkoun, Etienne, Triaud...

N° 84 : LES VICTIMES DES VIOLENCES (40 F)

À partir de témoignages de personnes violentées dans leur famille ou agressées dans la rue, ce numéro aborde la question de la justice et du pardon. Avec O. Abel, E. Granger, J. Sommet...

N° 85 : DÉSARME CITOYEN ! DÉSARMEMENT ET RECONVERSION : LE TOURNANT (48 F)

Les dépenses militaires des pays industrialisés sont partout à la baisse. Est-ce pour autant que le désarmement et la reconversion sont correctement engagés ? Les armées continuent à dégrader l'environnement. Avec J-P. Hébert, Ben Cramer, J-M. Laviéille...

N° 86 : L'ÉTAT, ENTRE VIOLENCE ET DROIT (48 F)

Il existe un rapport entre l'État, la guerre et la violence. L'État de droit peut aller dans le sens de la non-violence, mais à quel prix ? Regard sur la philosophie politique d'Eric Weil et de Hannah Arendt. Avec Bernard Quelquejeu, Hervé Ott... Interview de Blandine Kriegel.

N° 87 : DÉFENSE ET CITOYENNETÉ EN EUROPE (48 F)

Après l'effondrement du bloc de l'Est, les menaces pour la démocratie ont changé. Les stratégies civiles non-violentes sont-elles adaptées pour lutter contre la xénophobie, les nationalismes purificateurs ? Le cas de l'ex-Yougoslavie. ANV publie ici les Actes du colloque organisé par l'IRNC à l'Arche de la Défense (9/01/93). Avec S. Cerovic, A. Michnick, J-M. Muller, J. Sémelin...

N° 88 : FACE AUX VIOLENCES SEXUELLES (52 F)

Viols, prostitutions, harcèlements sexuels... La non-violence offre des possibilités pour lutter contre ce qui défigure la relation homme-femme. Témoignages et analyses. Avec J. Dillenseger, I. Filliozat...

N° 89 : DU NOUVEAU SUR TOLSTOI (52 F)

Le grand écrivain russe a été un pionnier éblouissant de la non-violence, face à l'armée, l'État et l'Église, ce qui est méconnu. Un numéro d'ANV exceptionnel, illustré, avec la correspondance complète entre le jeune Gandhi et Tolstoï. Interview du docteur Serge Tolstoï, petit-fils de Léon Tolstoï.

N° 90 : REGARDS SUR LA JUSTICE (52 F)

La justice, chacun la ressent, la réclame. Le juge est un témoin de la violence sociale à une époque de crise. Des magistrats s'expriment. La médiation en justice. Glossaire. Ce numéro se présente comme un excellent outil pédagogique.

N° 91 : LA "PAIX DES BRAVES"

QUAND LA VIOLENCE S'ÉPUISE (52 F)

Quand un conflit s'exacerbe cruellement durant des années, le temps de la "paix des braves" vient parfois. Réflexions et analyses à partir des cas de l'Afrique du Sud, Israël/Palestine, El Salvador, Irlande du Nord. Avec M. Barth, H. Ménudier, J. Sémelin...

N° 92 : EMBARGO : QUELLE EFFICACITÉ ? (52 F)

Pourquoi des embargos réussissent-ils et d'autres échouent-ils ? Réflexions éthique et politique sur les sanctions économiques. Les cas de l'Afrique du Sud, de l'Irak et d'Haïti. Interview de René Dumont.

N° 93 : FAITES L'HUMOUR, PAS LA GUERRE (52 F)

L'humour ne blesse pas, à la différence de l'ironie ou de la méchanceté. Il est depuis longtemps un instrument de résistance à l'oppression et à la bêtise. Ce numéro, abondamment illustré, rapporte de nombreux exemples, tout en décortiquant joyeusement le phénomène de l'humour. À lire absolument !

N° 94 : LES RELIGIONS SONT-ELLES VIOLENTES ? (58 F)

L'hindouisme, le judaïsme, le christianisme et l'islam ont historiquement prôné l'usage de la violence, infiniment plus que le bouddhisme. Un tel constat, lourd de conséquences aujourd'hui, peut-il autoriser l'évolution de certaines religions vers la non-violence ? Lesquelles ? Avec des spécialistes des sciences des religions.

N° 95 : GUÉRIR DE LA VIOLENCE.

L'APPORT DES "PSY" (52 F)

Il importe de ne pas confondre violence et agressivité. La résolution non-violente des conflits est utilisée par des "psy" pour certaines thérapies. Mieux se connaître pour mieux vivre est une tâche jamais achevée. Avec I. Filliozat, C. Rojzman, R. Sublon...

N° 96 : LA PEINE DE MORT TUE ! (52 F)

La majorité des Français souhaite le rétablissement de la peine de mort. Pourquoi ? La peine capitale dans le monde, et particulièrement aux USA. Le rôle du christianisme et de l'islam à l'égard de la peine capitale. Avec des textes de V. Hugo, L. Tolstoï, A. Camus, R. Badinter...

N° 97 : INTERVENIR SANS ARMES POUR LA PAIX (58 F)

L'intervention de civils non-armés présente de nombreuses possibilités pour résoudre des conflits à l'étranger : prévention, interposition, médiation... Il s'agit d'une autre dynamique que celle des casques bleus et de l'humanitaire. Exemples, débats et prospectives. Avec le général Cot, T. Ebert, J.M. Muller...

N° 98 : FRONT NATIONAL : VIOLENCE CACHÉE (58 F)

Ni la banalisation, ni la diabolisation n'ont empêché la progression du FN qui masque sa culture de violence. Un nouveau regard est porté ici sur le populisme de J.-M. Le Pen, comme sur les erreurs de la classe politique à son égard. Avec P. Bataille, N. Mayer, C. Rojzman, J. Roman...

ALTERNATIVES NON VIOLENTE

B.P. 27
13122 VENTABREN
Tél. + Fax (16) 42.28.72.25

*Revue associée à l'Institut
de recherche sur la résolution
non-violente des conflits
(I.R.N.C.)*

COMITÉ D'ORIENTATION

Sylvie BLÉTRY
Bernard BOUDOURESQUES
Patrice COULON
Etienne GODINOT
Anne LE HUÉROU
François MARCHAND
Christian MELLON
Jean-Marie MULLER
Bernard QUELQUEJEU
Ina RANSON
Alain REFALO
Jacques SEMELIN
Jean VAN LIERDE

Directeur de publication :

Christian DELORME

Rédacteur en chef :

François VAILLANT

sommaire

Éditorial	1
 <i>Front national : violence cachée</i>	
COMMENT COMBATTRE LE FRONT NATIONAL	
Joel Roman	3
LE FRONT NATIONAL EST-IL UNE MALADIE OU UNE THÉRAPIE ?	
Charles Rojzman	11
LE RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE PAR LE REFUS DE L'EXTRÊME	
Philippe Bataille	21
COMMENT LES IDÉES REÇUES SE PROPAGENT, AVEC OU SANS LE PEN	
Albano Cordeiro	29
MORALISER L'ÉCOLE	
Françoise Lorcerie	37
QU'EST-CE QUI A CHANGÉ À TOULON ?	
Elisabeth Hatzakortzian	43
POUR UNE SOCIOLOGIE DU MOUVEMENT ANTI-FRONT NATIONAL	
Nonna Mayer	48
L'EXTRÊME-DROITE EN ALLEMAGNE ET EN AUTRICHE	
René Hamm	56

LES SESSIONS DE FORMATION	64
NOUS AVONS LU	67